

Ingénieurs, philanthropes et seigneurs de la guerre dans la Chine républicaine (1911-1935) (suite)

17/1/07

J'entame donc aujourd'hui ma troisième série de cours sur les ingénieurs, les philanthropes et les seigneurs de la guerre dans la Chine républicaine ; et comme chaque fois que je poursuis ainsi un sujet d'une année sur l'autre, je crois que quelques mots de rappel ne seront pas inutiles au moment de la reprise. Tel que je l'ai traité jusqu'à maintenant, on pourrait dire que ce sujet fonctionne à trois étages, dont mon problème, dans ma présentation, est de faire en sorte que leur articulation reste à peu près claire pour l'auditoire. Voici donc en gros, avant de reprendre le fil de mon exposé plus ou moins là où je l'avais laissé en mars dernier, de quoi il retourne.

Je parlais d'un sujet fonctionnant à trois étages (ou si vous préférez, que je poursuis à partir de trois angles d'attaque différents). Pour l'expliquer sommairement, je dirais qu'il y a d'abord l'arrière-plan historique des années dont je parle (1911-1935) : ces années couvrent la chute de l'empire (au moment de la révolution de 1911), la naissance extrêmement chaotique de la République de Chine, la montée du militarisme (c'est le régime des seigneurs de la guerre, qui se prolonge quasiment jusqu'en 1930), et enfin les efforts considérables réalisés par le régime nationaliste pour édifier une Chine moderne et forte — efforts qui ont été en partie en vain, mais en partie seulement, et qui de toute façon n'ont pu durer que pendant les quelques années de sursis dont le gouvernement de Chiang Kai-shek a bénéficié avant l'invasion japonaise (1937). Il y aurait donc là, potentiellement, la matière d'une grande fresque sur une des périodes de l'histoire de la Chine les plus riches qui puissent se concevoir en bouleversements et en transformations de toutes sortes, et dont j'ai découvert, assez récemment en fait, que c'est aussi l'une des plus passionnantes à étudier dans le détail ; cela étant, dans ma présentation tout cela n'est que l'arrière-fond, et pour cette raison je ne puis y faire que des rappels ou des allusions, que j'espère aussi clairs que possible ; en tout cas il me semble aller de soi que ces rappels et allusions sont tout à fait indispensables pour mettre le reste en contexte, et donc pour mieux comprendre le comment et le pourquoi des questions dont je traite plus spécifiquement.

Ces questions, ce sont donc les deux autres « étages ». De quoi s'agit-il exactement ? Je dirais qu'il y a d'une part une problématique, et d'autre part l'exposé d'une recherche que je qualifierais de monographique — à beaucoup d'égards on peut même parler d'une *monographie locale*. C'est en fait de cette recherche monographique que je suis parti — autrement dit, c'est au cours de cette recherche que la problématique a pris forme, ce qui m'a d'ailleurs conduit à élargir mon enquête à des domaines que je n'avais pas du tout prévus au départ.

Cette problématique, donc, et pour commencer par là, est parfaitement résumée par l'intitulé du cours : c'est l'articulation historique entre (1) le militarisme, qui est à beaucoup d'égards l'un des phénomènes dominants pendant cette période ; (2) les efforts de modernisation économique, qui m'ont conduit à m'intéresser plus spécialement à la corporation des ingénieurs, laquelle est alors nouvelle en Chine, ou du moins très récente ; et (3) les activités d'organisations qui émanent de ce qu'on est convenu d'appeler la société civile, et dont on peut dire qu'à cette époque (et depuis la fin de la dynastie des Qing, en fait) elles ont pour vocation et fonction de se substituer à un État défaillant dans l'accomplissement de missions qui, traditionnellement en Chine, relevaient de la compétence, justement, de l'État ; et c'est donc

cela que je subsume — sans pour le moment élaborer plus avant — sous la notion générale de « philanthropie ».

Pour en venir maintenant à l'aspect monographique, et en même temps local, de mon exposé, je dirais peut-être que cette histoire générale de la Chine républicaine, que j'ai déjà abondamment évoquée depuis deux ans, et que je vais continuer d'évoquer, et que cette problématique, je les envisage depuis un poste d'observation *limité* : limité aussi bien par les événements et les développements particuliers auxquels je m'intéresse, et sur lesquels porte ma recherche proprement dite, encore une fois, que par le cadre géographique dans lequel ces événements se sont déroulés et ces développements ont pris place.

Et pour commencer par cela (le cadre géographique), permettez-moi de procéder d'abord à quelques rappels, afin que tout ce dont je m'apprête à parler soit bien situé dans l'espace. Ce cadre, ce lieu où se déroulent les événements qui forment le fil conducteur de mon exposé, on peut déjà les caractériser en disant qu'ils sont, d'une certaine manière, excentrés par rapport au reste de la Chine ; et d'ailleurs ils le sont aussi bien culturellement que géographiquement. La région devrait être désormais familière à ceux d'entre vous qui avez suivi mes deux dernières années de cours, mais voici quand même quelques cartes. Le cœur de mon exposé, c'est la région centrale de ce qui est aujourd'hui (et depuis quelques siècles déjà) la province du Shaanxi. La situation excentrée du Shaanxi n'apparaît pas de prime abord lorsqu'on regarde une carte générale de la Chine actuelle, ou même de la Chine républicaine ; mais elle devient tout à fait claire si l'on se souvient de faire la distinction essentielle entre Chine intérieure et Chine extérieure — autrement dit, entre les provinces centrales, i.e. les anciennes provinces, qui incluent la grande plaine du nord (*Zhongyuan* 中原), la vallée du Yangzi et les provinces de la côte, d'une part ; et d'autre part les protectorats plus récents, les régions aujourd'hui dites « autonomes », ou de « minorités nationales », qui constituent une périphérie de nature différente. Si l'on fait cette distinction, donc, on voit tout de suite que le Shaanxi est une province frontière.

En termes plus géographiques, cette région centrale du Shaanxi, dont je parlais, est la vallée de la Wei, la Wei 渭 étant le principal affluent du Fleuve Jaune. (La vallée de la Wei est également appelée le Guanzhong 關中, c'est-à-dire le pays « à l'intérieur des passes ».) Or, comme je l'avais déjà expliqué, dans les temps anciens, cette région n'était pas simplement le bassin central d'une province périphérique ; c'était un des foyers de la civilisation chinoise, c'est de là qu'étaient issues les dynasties royales de l'Antiquité ; et plus tard, surtout, la vallée de la Wei avait été le centre stratégique et politique de deux grandes dynasties impériales, celles que la mémoire historique a toujours considérées comme les plus prestigieuses de toutes : les Han pendant les deux derniers siècles avant notre ère et les deux premiers siècles après, et les Tang à l'apogée de ce qu'on est convenu d'appeler la période médiévale en Chine, entre le 7^e et le 9^e siècle. Dans leur plus grande extension, les empires des Han et des Tang — le second surtout — dominaient aussi bien l'Asie centrale que l'Extrême-Orient ; et cette domination, ils l'exerçaient depuis une capitale monumentale, appelée Chang'an 長安 dans les deux cas, localisée sur le site de l'actuelle ville de Xi'an 西安, donc au cœur même de la vallée de la Wei. Et du coup, on peut dire que Xi'an et le Guanzhong occupaient une situation réellement centrale.

Mais à l'époque qui nous concerne (disons, en gros le premier tiers du 20^e siècle), et en fait dès les dynasties des Ming et des Qing (donc depuis le 14^e siècle), et même plus tôt que cela, Xi'an est une ville enfermée à l'intérieur d'une muraille impressionnante, certes (et qui existe toujours), mais c'est une ville beaucoup moins étendue que la métropole qui occupait le même site sous les Han et surtout sous les Tang, beaucoup moins peuplée, infiniment moins riche, et ne pouvant se comparer à elle, même de loin, en termes de rayonnement : Xi'an n'est plus que la capitale d'une province qui elle-même n'est plus du tout située au centre de l'empire (ou de la République, après 1911), même si elle conserve une certaine importance stratégique sur la route

de l'Asie centrale — mais justement, c'est devenu, essentiellement, une province frontière, et de plus c'est une région pauvre en moyens de communication, géographiquement enclavée, et par conséquent considérée comme isolée.

À cela s'ajoute, au 20^e siècle, que l'hinterland de Xi'an, c'est-à-dire la vallée de la Wei, qui est la seule partie de la province réellement productive et peuplée, et qui jusqu'au début du 19^e siècle au moins jouissait d'une relative prospérité, même si cette prospérité était fragile en raison d'un climat semi-aride — à cela s'ajoute que depuis le début des années 1860 et jusqu'au début des années 1930 le bassin de la Wei a été frappé de plein fouet par une succession de calamités dont l'accumulation a eu des conséquences catastrophiques à long terme. Comme j'en avais parlé assez longuement l'année dernière, je me contenterai aujourd'hui de vous remettre en mémoire les faits les plus marquants. Ces faits se répartissent assez bien entre deux grandes catégories de catastrophes dont la distinction est familière dans la littérature chinoise traditionnelle, à savoir : les « calamités naturelles » (*tianzai* 天災) — les sécheresses, les inondations, les épidémies, et les famines qui en sont la conséquence —, et les désastres d'origine humaine (*renhuo* 人禍) — autrement dit les guerres, les invasions, les rébellions, ou simplement, dès lors qu'ils atteignent un certain degré d'intensité, le banditisme et l'insécurité. Ces deux grandes catégories (les calamités naturelles et les désastres humains) ne sont d'ailleurs pas étanches l'une à l'autre : par exemple, la guerre et les destructions qu'elle entraîne désorganisent la production et font fuir les populations ; du coup les récoltes ne peuvent pas être semées, ou récoltées, même si les conditions climatiques sont bonnes, et c'est une cause classique de disette et de surmortalité ; et à son tour la famine encourage le banditisme et l'insécurité ; et ainsi de suite. Mais je n'insiste pas sur ces connexions, sur la façon dont les différents types de désastres se surdéterminent les uns les autres, car j'en avais parlé assez en détail dans le cas de la terrible famine qui dévaste le Shaanxi de 1928 à 1930.

Nous avons aussi vu comment, dans la longue durée (ou plutôt dans la moyenne durée : trois quarts de siècle), cette famine de 1928-1930 peut être considérée comme le couronnement, ou plutôt comme le résultat ultime de cette succession de calamités naturelles et humaines dont je viens de parler. Pour le rappeler en quelques mots, tout commence en 1862, lorsque plusieurs armées rebelles infiltrées depuis la Chine centrale font irruption au Shaanxi, qu'elles produisent des dégâts considérables jusque dans les environs immédiats de Xi'an, et surtout que leur présence dans la région et leurs déprédations ont pour conséquence, par une sorte d'effet d'entraînement, de déclencher des conflits interethniques d'une extrême violence entre les Chinois Han (Chinois « chinois ») et les Chinois musulmans, qui sont alors très nombreux dans la plaine du Guanzhong, avec à la clé non seulement des destructions considérables, mais aussi les opérations de « purification ethnique » que ce genre d'affrontement implique parfois. Ces affrontements vont littéralement mettre la plaine du Guanzhong à feu et à sang jusqu'à la fin de la décennie 1860.

Moins de dix ans après, le Shaanxi, comme d'ailleurs les autres provinces du nord de la Chine, fait l'expérience de la terrible famine dite de Guangxu (du nom de règne de l'empereur monté sur le trône en 1874, alors qu'il était encore un enfant), dont la principale cause est une sécheresse dont on a pu montrer qu'elle était, au minimum, « séculaire », et qui se prolonge de 1876 à 1879. De ces deux séries de calamités — la guerre et la sécheresse — la région du Guanzhong sort exsangue, aussi bien démographiquement qu'économiquement. Or, malgré une politique d'immigration et de remise en valeur des terres abandonnées encouragée par le gouvernement impérial — une politique qui a d'ailleurs eu certains effets dysfonctionnels que j'avais évoqués l'année dernière, comme par exemple les progrès très rapides de la culture du pavot et de ce qu'on peut appeler l'économie de l'opium —, le Guanzhong n'arrivera pas, pendant les décennies suivantes, à se remettre de cette méga-crise des années soixante et soixante-dix du 19^e siècle. La première raison à cela, déjà, c'est qu'interviennent à intervalles réguliers d'autres épisodes de sécheresse et de famine, dont plusieurs sont au moins aussi

graves que la grande famine de Guangxu, notamment en 1900 et 1901, 1920 et 1921, et enfin 1928-1930.

Mais comme il est bien connu, et comme d'innombrables études l'ont confirmé (et j'y ai fait tout à l'heure allusion), la famine, avec toutes les conséquences sociales, économiques et démographiques qu'elle entraîne, n'est pas seulement une question de climat ; pour beaucoup d'auteurs, le facteur crucial c'est avant tout l'aptitude de la société et des pouvoirs qui l'administrent à s'organiser pour faire face aux accidents climatiques. À l'apogée des Qing, au 18^e siècle, et en dépit de certaines tensions qui tenaient essentiellement à une croissance démographique exceptionnellement rapide pour l'époque, la Chine était une société fondamentalement stable, et c'était une société qui était gouvernée par un État extrêmement soucieux de tranquillité sociale et de sécurité économique ; et, surtout, cet État avait réussi à s'organiser de façon tout à fait efficace pour être capable d'intervenir en cas de désastre naturel, ou même de simple rareté sur le marché des subsistances.

J'en avais dit un mot à propos du Shaanxi, et j'avais montré comment ces conditions favorables — à quoi il faut bien sûr ajouter cette autre condition fondamentale, que la région n'a pas connu la guerre pendant pratiquement deux siècles — avaient été ruinées par diverses circonstances à partir du milieu du 19^e siècle. Il y a bien sûr la guerre civile des années 1860, dont je viens de parler, mais si les autorités se sont alors avérées incapables de contrôler la situation, et si elles ont été, pour l'essentiel, inefficaces pendant la famine de Guangxu, c'était aussi à cause de l'affaiblissement et la désorganisation générale de l'État des Qing consécutif aux énormes rébellions qui ravageaient les provinces du centre depuis 1850, sans parler des conséquences catastrophiques de la deuxième guerre de l'opium (en 1858-1860). De tous ces événements les finances impériales, qui n'étaient déjà guère brillantes dans la première moitié du 19^e siècle, ne se sont jamais remises. Bref, à cause de tous ces soucis, pendant son dernier demi-siècle d'existence l'État attentif, organisateur et nourricier que j'évoquais au 18^e siècle n'est plus que l'ombre de lui-même.

Et après cela, c'est-à-dire au début de la République, la région du Guanzhong entre dans une période de guerre civile qui ne connaît pas beaucoup d'interruptions, surtout à partir de 1917, si bien qu'elle s'enfonce dans une crise générale qui va finir par apparaître sans issue aux yeux de beaucoup d'observateurs, sans parler bien sûr des populations locales qui la subissent. Les affrontements entre seigneurs de la guerre, grands et petits, ou entre seigneurs de la guerre et révolutionnaires, les grandes manœuvres militaires, le pillage quasi systématique des ressources, les destructions matérielles, le terrible siège de Xi'an en 1926, qui dure huit mois, le banditisme, l'insécurité généralisée, et bien sûr les sécheresses et les famines des années 1920, j'ai déjà parlé très en détail de tout cela, et je n'y reviens donc pas.

Mais il est important de rappeler — et c'est ce qui me permet de revenir sur ce balancement dont je parlais au début, entre l'arrière-plan historique (c'est-à-dire l'histoire nationale) et l'approche locale et monographique — que même si la vallée de la Wei, en dépit de son passé historique glorieux, était à cette époque une région largement coupée des centres vitaux du pays, sous-développée, et par-dessus le marché considérée par tout le monde comme ingouvernable — qu'en dépit de tout cela, donc, tous ces événements dont elle a été le siège, toutes ces difficultés qu'elle a affrontées, étaient connectés avec des développements *nationaux*, et ils l'étaient parfois de façon très directe. C'est particulièrement en évidence pour tout ce qui ressort au domaine de l'histoire militaire (ou plutôt politico-militaire) — de cette histoire qui, pour le malheur des Chinois, aura tenu une tellement grande place dans leurs affaires pendant les deux ou trois décennies qui nous intéressent.

Je ne rappellerai ici que l'exemple du conflit armé qui a opposé pendant quelques années, entre 1918 et 1922, les gouverneurs militaires basés à Xi'an et la dissidence armée inspirée par Sun Yat-sen qui s'était établie juste au nord, sur l'autre rive de la Wei. J'avais montré comment ce conflit purement local, très circonscrit à l'échelle du pays, et qui ne mobilisait au départ que

quelques milliers de combattants, et en plus avec des moyens militaires très limités, était directement déterminé par la rivalité stratégique qui déchirait alors la Chine entre son nord et son sud : le sud symbolisé par Sun Yat-sen, justement, et par le régime dissident qu'il avait établi à Canton en 1917, et le nord aux mains des cliques de militaristes qui se disputaient le contrôle du gouvernement établi à Pékin, le seul légitime aux yeux des puissances étrangères. Et non seulement le conflit de la vallée de la Wei était déterminé par cette rivalité, mais il en était considéré comme un des *enjeux*, si bien qu'il s'était en quelque sorte « internationalisé » (ou interprovincialisé), dans la mesure où les nordistes, et dans une moindre mesure les sudistes, étaient intervenus directement, c'est-à-dire militairement, dans la plaine du Guanzhong.

De la même façon d'ailleurs — pour donner malgré tout un autre exemple — nous avons vu assez en détail comment quelques années plus tard, en 1926-1927, la région de Xi'an a servi de base, ou plutôt, pourrait-on dire, de tremplin aux forces d'un des seigneurs de la guerre les plus importants à l'époque, et très connu — son nom est Feng Yuxiang 馮玉祥 —, pour faire leur jonction avec l'armée révolutionnaire des nationalistes qui était pour sa part en train de remonter vers le nord depuis Canton, et dont le plan était de détrôner le gouvernement de Pékin et de réunifier le pays (ce qu'elle a en effet fini par accomplir en 1928). Or, ce qu'on peut dire, c'est que pendant cet épisode assez extraordinaire, où la ville de Xi'an est devenue pour quelques mois un centre bouillonnant d'activité révolutionnaire (« Xi'an la rouge »), et où il y a eu aussi beaucoup d'agitation politique dans les campagnes environnantes — ce qu'on peut dire, c'est que pendant ces quelques mois (de la fin de 1926 au milieu de 1927) la vie quotidienne des habitants de la vallée de la Wei a été gouvernée par des mesures et par des politiques qui avaient été mises au point très loin de là, au cours d'une négociation globale entre les nationalistes, dont la base de pouvoir se trouvait en Chine du Sud, et Feng Yuxiang, qui était alors replié en Mongolie intérieure — et non seulement ces deux-là, mais aussi l'Union soviétique, dont les protégés (i.e. le Parti communiste chinois) étaient à ce moment alliés avec le Parti nationaliste, et qui de ce fait était devenue un intervenant très direct dans la politique chinoise.

Mais cette interconnexion constante entre un Shaanxi déshérité et en crise et les provinces vitales de la Chine intérieure — qui m'a conduit ces deux dernières années à vous parler de la politique à Pékin, des plus puissants seigneurs de la guerre de l'époque, de leurs coalitions et de leurs batailles, et aussi de Sun Yat-sen et du mouvement révolutionnaire, et même, donc, de l'URSS et du Komintern — cette interconnexion ne joue pas seulement au niveau des grandes manœuvres militaires, même si celles-ci occupent une place démesurée dans l'histoire de la Chine des années 1920, de même d'ailleurs que dans la perception que l'on avait alors de la Chine depuis l'étranger, comme le montre bien la presse européenne de l'époque (j'ai eu la possibilité de faire beaucoup de sondages dans le *Times* de Londres). Elle joue aussi, cette interconnexion, dans le domaine qui m'occupera une bonne partie du temps cette année, et qui est un autre élément de cette problématique que j'évoquais au début : je veux parler du domaine de la philanthropie.

La philanthropie — c'est-à-dire toutes les formes d'aide privée (ou disons, non gouvernementale) aux victimes des désastres de toute nature auxquels je faisais allusion tout à l'heure, que ceux-ci soient causés par le climat ou par les hommes —, j'ai eu l'occasion d'en parler à plusieurs reprises ces deux dernières années. Déjà, et dès le début, j'avais souligné son rôle dans une affaire dont les développements forment un peu le fil d'Ariane de cette série d'exposés sur les ingénieurs, les philanthropes et les seigneurs de la guerre. Cette affaire, ceux qui ont assisté aux cours précédents s'en souviennent, c'était la réalisation longtemps reportée d'un projet d'ingénierie hydraulique formulé dès la première année de la République (en 1912, donc) et régulièrement repris dans les années suivantes, dont le but était de mettre en œuvre les techniques modernes d'ingénierie civile pour redonner vie à un dispositif d'irrigation très ancien et très prestigieux, mais à cette époque virtuellement tombé en désuétude, qui se trouvait localisé au nord de Xi'an — au cœur précisément de cette partie de la plaine du Guanzhong qui

a été contestée entre les autorités militaristes de la province et les révolutionnaires sunyatsénistes autour de 1920, comme je viens d'y faire allusion.

Ce projet hydraulique, je ne m'y attarde pas maintenant. J'avais parlé en longueur il y a deux ans des aspects techniques de l'entreprise, et j'aurai probablement l'occasion d'y revenir, mais pour l'instant ils importent peu. Ce qui importe en revanche, et que je vous rappelle donc, c'est qu'une organisation philanthropique sino-étrangère extrêmement active et extrêmement en vue à l'époque avait été associée à cette entreprise, et qu'elle avait été très sollicitée pour cela, car sans son aide financière le projet en question n'avait aucune chance d'aboutir. Cette organisation, c'était la China International Famine Relief Commission (Commission internationale de secours contre la famine, CIFRC, Huayang yizhen zonghui 華洋義賑總會 en chinois), dont je vais encore beaucoup parler, et beaucoup plus en détail que je ne l'ai fait jusqu'à présent. En tout cas, comme je l'avais déjà expliqué, la CIFRC possédait un département d'ingénierie spécialisé dans la conception et dans l'organisation de travaux publics en temps de famine ; et si en fin de compte le projet d'irrigation du nord de la Wei (i.e. du Weibei 渭北) a bien été réalisé (mais après 1930), ç'a été non seulement grâce à ses fonds, mais encore, pour une bonne partie, sous la direction de ses ingénieurs.

Et une fois réalisé, ce qui a pris quand même quelques années, le projet hydraulique du Weibei a eu un impact profond sur la renaissance de l'économie de la région, bien au-delà du périmètre qu'il irriguait, et sur son développement dans les années trente et quarante. Et l'on peut bien dire que là encore on a l'exemple d'un événement important, mais localement, à l'échelle de cette région du Guanzhong qui nous sert de point d'observation, et qui pourtant a été largement déterminé par des développements jouant à l'échelle nationale.

Pour le rappeler en quelques mots, en effet, la CIFRC avait été fondée à Pékin, à la fin de 1921, pour fédérer un certain nombre d'associations provinciales sino-étrangères qui s'étaient organisées pour venir en aide aux victimes de la grande famine de 1920-1921 en Chine du Nord, et pour créer une structure permanente, opérant à l'échelle du pays et se consacrant non seulement à combattre la famine lorsque survenaient des désastres naturels, mais surtout à *prévenir* la famine, ou au minimum à en limiter l'impact, en se consacrant à des entreprises de développement. (Ses deux principaux domaines d'intervention étaient, d'une part, la construction d'infrastructures hydrauliques et routières, et d'autre part, le développement d'un système moderne de crédit rural.) Ce qu'on peut aussi ajouter, c'est que ses responsables — en tout cas ceux de la direction centrale, localisée à proximité du gouvernement de Pékin (en tout cas jusqu'en 1928, année où c'est Nankin qui devient la capitale), par opposition aux branches provinciales qui la représentaient sur le terrain — c'est que ses responsables appartenaient tous à une élite cosmopolite associant des Européens et des Américains résidant en Chine et des notables chinois qu'on peut dire, jusqu'à un certain point, occidentalisés, dans la mesure où ils avaient presque tous été formés dans des universités étrangères, qu'ils parlaient tous l'anglais, et qu'ils étaient très familiers de ce qu'on appellera peut-être la société occidentale en Chine.

Encore une fois, je reviendrai en détail sur l'histoire de la CIFRC, dont les interventions dans notre région n'ont été qu'un aspect de ses activités, important certes, mais de loin pas le seul — et j'y reviendrai d'autant plus en détail que plusieurs ouvrages récents en langue chinoise (publiés aussi bien à Taiwan que sur le continent) lui ont été consacrés, et que ces ouvrages renouvellent notablement la perception que l'on avait (et que j'avais) de cette institution, par ailleurs bien connue des historiens. Pourquoi cela ? Parce que cette perception reposait pour l'essentiel sur les publications officielles de la CIFRC (notamment son bulletin annuel, qui paraissait à la fois en anglais et en chinois), ou à l'occasion sur les souvenirs publiés par l'un ou l'autre de ses responsables occidentaux. Comme c'est le cas pour n'importe quelle autre organisation, les publications officielles de la CIFRC tendent à donner de son action l'image la plus positive possible : après tout, ces publications avaient pour objet de mettre en valeur les réalisations de la Commission et de montrer aux donateurs que leur argent était bien utilisé, afin

de les encourager à poursuivre leur effort. Du coup, si l'on admet bien sûr des difficultés, voire des échecs, on les attribue presque systématiquement à des circonstances extérieures : l'incompétence du gouvernement, l'hostilité des autorités locales, l'anarchie et l'insécurité qui règnent un peu partout dans le pays (quand ce n'est pas l'état de guerre), ou tout simplement l'ampleur des problèmes, qui est telle qu'ils sont impossibles à résoudre avec les seules forces d'une organisation non gouvernementale, si bien financée et organisée soit-elle ; autrement dit, on ne va pas se mettre à parler des défauts de l'organisation elle-même, ou d'une stratégie mal conçue, ou évoquer des dysfonctionnements qui pourraient se produire en son sein, voire même des conflits de personnes.

Or, il y avait des conflits au sein de la CIFRC, et même des oppositions assez violentes, et la collaboration entre les Chinois et les occidentaux au sein du comité directeur était loin d'être toujours de soi. De plus il est arrivé que les méthodes de la CIFRC soient critiquées, et elle l'ont parfois été de façon assez sévère (j'en avais donné un exemple l'année dernière quand j'avais évoqué une enquête de la Croix-rouge américaine effectuée au moment de la famine en 1929) ; en outre certaines de ses réalisations en matière de travaux publics ont également été attaquées, d'un point de vue purement technique ; et enfin, il n'est pas sûr que ses agents sur le terrain aient toujours été d'un comportement impeccable. Mais toutes ces choses, il faut aller les chercher dans des sources *autres* que les publications produites par l'organisation elle-même ; et de ce point de vue, ces ouvrages récents dont je parlais sont très utiles, car ils recourent beaucoup à des témoignages d'acteurs chinois, et surtout ils reposent sur une documentation qui n'a refait surface en Chine — ou qu'on ne s'est préoccupé d'exploiter — qu'assez récemment. Et à ces nouvelles sources s'ajoutent encore des fonds d'archives occidentaux qui, eux aussi, nous révèlent beaucoup de détails et de problèmes que l'on ne soupçonnerait certainement pas à lecture, pourtant déjà fort instructive, des bulletins annuels de la CIFRC. (Là encore j'y avais fait allusion lorsque j'avais parlé, il y a deux ans, des archives privées de l'ingénieur O.J. Todd, et j'y reviendrai certainement.) Quoi qu'il en soit, ce qu'on peut dire, c'est que sur la base de toutes ces données inédites, ou récemment publiées, la CIFRC acquiert un nouveau visage, à la fois beaucoup plus complexe et beaucoup plus intéressant.

Mais ce qu'il importe aussi de souligner, et que tend à négliger l'historiographie en langue anglaise sur la période républicaine, c'est qu'il n'y avait pas que la CIFRC sur le terrain, loin de là. Pour partir de nouveau de la région et des événements qui nous intéressent en premier lieu, c'est-à-dire le Shaanxi au moment de la terrible famine des années 1928-1930, l'impression que l'on retire des articles du Bulletin de la CIFRC qui en traitent — et c'était la façon dont je voyais les choses au début, puisque c'est de ces sources que je suis parti lorsque j'ai commencé à m'intéresser à cette affaire —, c'est que dans un contexte comme celui-là la CIFRC, lorsqu'elle tente quelque chose, se retrouve à agir dans une sorte de *no man's land*, ou peu s'en faut : si elle n'était pas là, les populations victimes de la famine n'auraient pour ainsi dire personne vers qui se tourner en dehors des autorités locales et des quelques missions chrétiennes éparpillées sur le territoire de la province.

Or, les autorités locales sont totalement dépassées par les événements, et elles ne disposent pratiquement d'aucun moyen d'intervention. Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à cela. D'abord, la région a été vidée de ses réserves et complètement dévastée par des années de combats (c'est ce dont j'avais parlé l'année dernière) ; et ensuite, elle ne peut attendre aucune aide du pouvoir central, c'est-à-dire du gouvernement nationaliste installé à Nankin depuis 1927. La raison pour laquelle elle ne peut en attendre aucune aide, c'est qu'à la fin des années 1920 tout le Nord-Ouest est *de facto* au mains du seigneur de la guerre Feng Yuxiang et de ses lieutenants, si bien que le gouvernement central s'en désintéresse, et d'ailleurs il a ses propres problèmes ; et bien sûr il en est encore moins question à partir du moment, qui se situe à l'hiver 1929-1930, où Feng Yuxiang a officiellement rompu avec le gouvernement de Nankin et est entré en guerre contre lui. En réalité le seul véritable pouvoir dans la vallée de la Wei pendant ces quelques

années, c'est celui des divers militaristes, obéissant ou refusant d'obéir à Feng Yuxiang et aux autorités de Xi'an, qui contrôlent chacun un segment de territoire dont ils se réservent toutes les ressources : c'est donc un pouvoir purement négatif et prédateur.

Quant aux missionnaires européens ou américains, ainsi qu'à leurs collègues chinois, à quelque église qu'ils appartiennent, ils servent traditionnellement d'interlocuteurs locaux et de courroie de transmission non seulement à leurs propres hiérarchies, mais d'une manière plus générale à tous les organismes étrangers engagés dans des entreprises de philanthropie, puisque ces derniers ont par définition besoin de correspondants sur place, de gens familiers avec le terrain, parlant la langue, et disposant de leurs propres contacts. Les responsables de la CIFRC, par exemple, et même s'ils sont en partie chinois, sont en relations constantes avec les missionnaires de Xi'an et de toute la région ; dans certaines circonstances, d'ailleurs, ces derniers se chargent eux-mêmes des distributions de secours pour le compte de la CIFRC, et en se conformant à ses procédures ; ils servent également de guides et d'interprètes, et ils font souvent partie des équipes de la CIFRC lorsque celle-ci a des chantiers dans la région — ils y participent comme chefs de chantier, comme gestionnaires, et souvent comme trésoriers.

Or, précisément, l'une des fonctions importantes des stations locales des missions dans les entreprises de ce genre, qui se déroulaient presque toujours dans un contexte d'assez grande (ou même de très grande) insécurité à cause de la famine et du banditisme, c'était de conserver en sécurité dans leurs établissements les fonds amenés sur place pour payer les salaires ou distribuer des secours en monnaie. On a en effet l'impression que les missions, même celles qui se trouvaient dans des circonscriptions isolées, étaient considérées comme des lieux relativement sûrs, peut-être parce qu'en tant qu'étrangers les missionnaires continuaient de bénéficier, même à l'époque républicaine, de la protection des puissances dont ils étaient ressortissants, et que les autorités locales (civiles ou militaires) leur garantissaient une certaine sécurité afin d'éviter les incidents diplomatiques. Mais en 1930, à en croire en tout cas un témoignage sur lequel je vais tout de suite revenir, on n'en est plus là, et le niveau d'insécurité est devenu tel que la plupart des missionnaires refusent désormais de recevoir des fonds un tant soit peu importants, car ils savent que dès que cela se saura ils risquent d'être attaqués et pillés, et peut-être massacrés, dans les plus brefs délais.

Cela étant — et soit dit en passant — il y aurait encore beaucoup de recherches à faire pour se faire une idée un peu précise et un peu exhaustive de la présence chrétienne dans la région du Guanzhong à l'époque républicaine (et en fait, depuis la fin des Qing) ; je veux dire que nous n'avons qu'une idée assez vague de la répartition géographique des missions, et aussi de leur distribution entre missions catholiques et missions protestantes ; et parmi les protestants, entre les nombreuses églises américaines et européennes qui se partageaient le marché. De la même façon, on voudrait pouvoir mesurer l'importance de leur action dans certains domaines tels que, typiquement, l'enseignement ou la médecine. Les dispensaires des missions semblent par exemple avoir touché une population non négligeable, particulièrement dans certaines implantations isolées, loin de Xi'an ; en revanche, d'après un auteur récent, en 1919 il n'y avait que deux hôpitaux missionnaires au Shaanxi, sur 273 dans toute la Chine¹. Et enfin l'on aimerait avoir quelque idée de leurs relations avec la société au milieu de laquelle ils vivaient, je veux dire au-delà du cercle des convertis. Sur tout cela on a bien des indications éparses, on rencontre l'un ou l'autre personnage au fil des dossiers (c'est-à-dire, essentiellement, dans les sources en anglais), mais au total, absolument rien de systématique pour le moment. Cette recherche, je ne sais pas si j'aurai jamais le loisir de la faire, d'autant que je dois avouer que je ne suis pas très familier avec les sources sur les missions. Mais sur le dernier point que je mentionnais, au moins — à savoir, la façon dont les missions étaient perçues localement, leurs

¹ Cai Qinyu, 蔡勤禹, *Minjian zuzhi yu zaihuang jiuzhi : Minguo Huayang yizhen hui yanjiu* 民間組織與災荒救治——民國華洋義賑會研究, Pékin, Shangwu yinshuguan, 2005, p. 47.

relations avec les Chinois — j'ai repéré un petit ensemble d'articles dans la collection des *Wenshi ziliao* du Shaanxi (ces témoignages de l'époque républicaine recueillis et publiés au début des années 1960, dont j'ai longuement parlé — et dont je me suis beaucoup servi — les deux années précédentes). Je n'ai pas encore eu le temps de les consulter, bien qu'ils soient désormais accessibles en ligne, encore qu'avec certaines limitations, mais je compte bien le faire prochainement.

Quoiqu'il en soit, une fois évoquées les autorités locales et les missions chrétiennes, reste donc, dans cette vision que j'évoquais tout à l'heure, la CIFRC. Comme je le disais, pendant la grande famine de 1928-1930 les propres rapports de la CIFRC laissent l'impression qu'elle est quasiment seule sur le terrain à s'efforcer de distribuer quelques secours, et cela dans un contexte qui est décrit comme exceptionnellement difficile et périlleux, et qui l'était sans aucun doute. Comme dans un grand nombre d'autres régions, la CIFRC avait un comité provincial, basé à Xi'an, qui était composé de diverses personnalités locales (j'aurai d'ailleurs l'occasion d'évoquer certaines d'entre elles), et qui était supposé lui servir à la fois d'antenne et de relais. Les bulletins annuels de la CIFRC contiennent d'ailleurs toujours un bref rapport moral et financier de ce comité provincial, comme de tous les autres. Mais les opérations importantes étaient toujours décidées par le comité directeur à Pékin, qui contrôlait de toute façon l'essentiel des ressources ; et c'était Pékin qui envoyait des gens sur place pour convoier les fonds ou les grains, pour superviser les opérations, et pour négocier avec les autorités provinciales.

C'est exactement ce qui se passe en 1930, pendant la phase la plus aiguë de la famine. Dans un de mes premiers cours sur toutes ces affaires, j'avais dit un mot de la mission effectuée au Shaanxi pendant l'été 1930 par un certain John Earl Baker, dont celui-ci rend compte dans un long texte publié l'année suivante dans le Bulletin annuel de la CIFRC². Baker était un Américain (il était diplômé de l'université du Wisconsin), et il était employé comme administrateur par le ministère chinois des communications (c'était un spécialiste de la gestion des chemins de fer) ; mais c'était aussi un vieux routier de la philanthropie en Chine, où il résidait depuis 1916, et où il est resté presque continûment jusqu'après la fin de la guerre sino-japonaise ; en outre il a encore servi dans un programme de développement rural à la veille de la victoire communiste, ainsi qu'à Taiwan au début des années 1950. (De ce point de vue, d'ailleurs, sa carrière est assez parallèle à celle de l'ingénieur Todd, encore que ce dernier ne soit arrivé en Chine qu'en 1919 et qu'il n'y ait pas été présent pendant la guerre.) On peut aussi mentionner au passage que Baker distille son expérience de la Chine, telle qu'il l'a accumulée pendant ses dix premières années de résidence, dans une série de conférences publiées en 1927 sous le titre *Explaining China*, un livre où l'on trouve pas mal d'informations et d'opinions intéressantes, concernant surtout, bien sûr, les problèmes avec lesquels il était familier, comme, justement, les chemins de fer et les communications ; mais il a aussi des choses intéressantes à dire sur les circonstances politico-militaires de cette époque agitée entre toutes, dont il me semble qu'il avait une vue assez lucide et informée.

Mais, pour y revenir, c'était un vieux routier de la philanthropie, non seulement parce qu'il appartenait à divers bureaux et comités, dont celui de la CIFRC, au moins pendant certaines périodes, mais aussi parce qu'on le trouve exerçant des fonctions de direction dans plusieurs campagnes de secours motivées par des désastres naturels de grande ampleur, tels que, par exemple, la famine de Chine du Nord en 1920-1921, pendant laquelle il travaille pour la Croix-rouge américaine, ou les terribles inondations qui ravagent toute la vallée du Yangzi en 1931, pendant lesquelles il fait partie des nombreux cadres étrangers engagés par la commission *ad hoc* créée par le gouvernement nationaliste pour faire face au désastre. Dans de telles occurrences Baker se mettait en congé de son administration d'origine (le ministère des

² J.E. Baker, « Report of the Director of relief operations for 1930 », *CIFRC Annual Report 1930* (Pékin, 1931), p. 20-28.

communications, ou plus tard des chemins de fer), et il devenait un salarié de l'organisation pour laquelle il travaillait temporairement.

Et c'est donc ce qui se passe en 1930, c'est-à-dire l'année où se situe le pic de la grande famine de 1928-1930 dans le Nord-Ouest (au Shaanxi et au Gansu), où les conditions sont réellement épouvantables, comme nous l'avons vu l'année dernière. En février 1930 la CIFRC nomme Baker directeur général de ses opérations de secours pour une période de six mois (c'est apparemment la durée pour laquelle le ministère des chemins de fer veut bien le détacher). Dans la mesure où un missionnaire anglais associé à la CIFRC est supposé s'occuper du peu qu'il est alors possible de faire au Gansu, où la situation semble avoir été encore bien pire qu'au Shaanxi, et qui est encore bien plus isolé, c'est le Shaanxi qui est son principal objectif. Il commence par essayer d'importer quelques centaines de tonnes de céréales depuis la province voisine du Shanxi, qui en fait souffre également de la disette, et cela suppose des négociations compliquées avec les autorités locales, dont je vous passe le détail. Mais Baker dispose aussi d'autres réserves de grains, stockées à un endroit appelé Fengtai 豐台, qui est un nœud ferroviaire important juste au sud de Pékin, d'où il s'agit donc de les transporter jusqu'au Shaanxi ; et, là, il faut négocier avec le satrape du Shanxi, le seigneur de la guerre Yan Xishan 閻錫山, et avec son allié du moment, qui n'est autre que Feng Yuxiang. (Dans son rapport Baker les appelle l'un et l'autre « maréchal ».) Or, à cette date, Feng Yuxiang et Yan Xishan sont en guerre avec le gouvernement de Nankin — l'employeur principal de Baker —, avec lequel ils ont officiellement rompu les relations quelques mois plus tôt ; et comme je l'avais aussi expliqué, pendant de tels conflits contrôler les axes ferroviaires était une priorité stratégique pour les chefs de guerre qui s'affrontaient, de même qu'ils essayaient à tout prix de monopoliser pour l'usage de leurs troupes le matériel qu'on arrivait encore à faire rouler. (Dans son livre de 1927, Baker, qui comme nous l'avons vu était un spécialiste des chemins de fer, a des pages quasiment déchirantes sur le traitement auquel les militaires soumettaient les locomotives et les wagons.) Mais en dépit de toutes ces contraintes Baker réussit à obtenir de Feng Yuxiang et Yan Xishan la mise à disposition des quelques wagons nécessaires pour acheminer le grain jusqu'à proximité du Shaanxi — qui n'est pas directement accessible par la voie ferrée à cette époque —, c'est-à-dire jusqu'au terminus provisoire du Longhai 隴海, à un lieu dit Lingbao 靈寶, d'où ils peuvent être transportés par barges jusque dans la vallée de la Wei. Bref, le transport de ces grains — dont une partie viennent de loin puisqu'ils ont été achetés en Mandchourie — jusque dans la vallée de la Wei est une affaire extrêmement compliquée, qui suppose également des négociations avec tous les chefs de corps stationnés le long des voies ferrées afin d'être certain que les convois pourront circuler et que le matériel roulant ne sera pas confisqué au passage.

Mais le problème majeur, c'est la distribution des secours au Shaanxi même, c'est-à-dire l'acheminement des sacs de grain et des sommes de monnaie vers les différents districts de la vallée, et, pour la distribution proprement dite, l'organisation de centres de secours, ou, ce qu'on préférerait toujours quand c'était possible, de chantiers où l'on verse des salaires aux victimes de la famine en état de travailler (il s'agit la plupart du temps de chantiers routiers). C'est un gros problème, car il s'avère extrêmement difficile de trouver des volontaires acceptant d'aller superviser ces opérations dans une région où même les principaux axes routiers subissent régulièrement les attaques soit de bandits, soit de corps de troupes incontrôlés, et où en plus de cela on parle d'une épidémie de typhus. Si bien qu'à un certain point Baker, qui, lui, n'hésitait manifestement pas à aller sur le terrain, même dans des circonstances comme celles-ci où c'était réellement dangereux, prend en personne la tête des opérations. Il passe deux mois et demi au Shaanxi, du début juillet à la mi-septembre 1930, et dans le rapport dont je parlais plus haut il fait un récit assez picaresque de ses tribulations dans la vallée de la Wei, par une chaleur torride, et de ses efforts pour faire circuler des camions de grains, pour mobiliser les représentants locaux de la CIFRC, ainsi que les missionnaires, pour mettre en route des

chantiers çà et là (il avait deux ingénieurs européens dans son équipe), pour négocier avec les militaires qui contrôlent les routes, et qui n'obéissent la plupart du temps à aucune hiérarchie, voire même, en plusieurs occasions, pour négocier avec les bandits qui veulent s'emparer de ses chargements.

Je disais tout à l'heure qu'à lire les bulletins de la CIFRC on a l'impression qu'il n'y avait que la CIFRC et les missionnaires étrangers sur le terrain. En réalité ce n'est pas totalement vrai, car il arrive que les rapports publiés dans les bulletins annuels de la Commission mentionnent, même si c'est toujours de façon très cursive, l'une ou l'autre collaboration avec d'autres organisations pour mener à bien certaines opérations. Par exemple, toujours dans ce rapport de 1930, Baker mentionne des distributions de secours en céréales dans la province du Henan pour lesquelles la CIFRC a fait l'acquisition du grain, et pour lesquelles il a réussi à réserver les quelques wagons nécessaires à son transport (ce qui, encore une fois, n'allait pas de soi en pleine guerre civile) ; mais il ne dispose pas sur place du personnel et de l'équipement nécessaires pour en assurer la distribution. Ce personnel et cet équipement, il se les fait donc prêter par une organisation charitable dont il connaît bien l'un des responsables. Cette organisation, Baker lui donne dans ce texte le nom de Hua Pei Philanthropic Society, mais son nom officiel est Associated Buddhist Charities en anglais, et Huabei lianhehui 華北聯合會 en chinois ; et le responsable en question (qui deviendra président un peu plus tard, et dont j'aurai l'occasion de reparler) est un assez pittoresque personnage, un ancien général à la réputation plutôt sanglante, nommé Zhu Qinglan 朱慶瀾, qui a décidé un beau jour — c'était en 1925, pour être précis — de se convertir au bouddhisme, d'abandonner la vie publique et de se consacrer entièrement à la charité, et qui est devenu l'un des philanthropes les plus en vue de la Chine républicaine (mais on continue de l'appeler le général Zhu Qinglan). Zhu Qinglan est donc un représentant éminent de ce que j'appellerai peut-être, dans la sphère de la philanthropie à cette époque, la « connexion bouddhiste », sur laquelle je reviendrai très prochainement. Et comme nous le verrons également plus tard, il sera très actif au Shaanxi pour aider au démarrage du projet hydraulique auquel j'ai fait allusion tout à l'heure ; et déjà lors de la campagne de Baker à l'été 1930, c'était grâce à son entremise que la CIFRC avait pu acheter pour 50 000 dollars de grains en Mandchourie et les acheminer jusqu'à Pékin ; et la branche locale de son organisation à Taiyuan, la capitale du Shanxi, avait également prêté quatre camions à Baker.

Dans le même récit Baker fait encore allusion à « certaines sociétés philanthropiques purement chinoises » (c'est dans ces termes qu'il en parle), qui auraient profité de ses arrangements ferroviaires pour faire transporter leurs propres grains destinés au Shaanxi, et dont une au moins, dit-il, avait son propre réseau de distribution à l'intérieur de la province. Peut être s'agit-il de l'« organisation chinoise » dont il parle un peu plus loin, à qui il a prêté un camion de la CIFRC pour transporter des fonds dans un district voisin, et qu'il appelle la Chi-sheng-hui, ce qui là encore semble bien désigner une organisation charitable bouddhique³.

Mais c'est tout, et ces mentions, encore une fois, sont très brèves. Je n'y avais pas prêté attention lorsque j'avais lu ce texte pour la première fois, peut-être parce qu'à ce moment je ne m'intéressais qu'à la CIFRC, et qu'étant plongé dans sa littérature, et aussi dans les archives de son ingénieur en chef (Todd), j'avais en effet l'impression qu'elle était pratiquement seule à agir, face à des autorités publiques essentiellement impuissantes. C'est plus tard seulement que j'ai eu, si je puis dire, la révélation du fait qu'il n'en était rien, et qu'il y avait en réalité des intervenants beaucoup plus nombreux que je ne le croyais à Xi'an, et autour de Xi'an, pendant

³ Il s'agit sans doute de la Zhongguo jisheng hui 中國濟生會, fondée en 1916, qui est apparemment un acteur important du réseau d'organisations charitables en Chine républicaine. Son président (en 1930, semble-t-il) est le bouddhiste 居士 (et imprimeur) Wang Yiting 王一新 (1867-1938). Cf. You Zi'an 游子安, *Shan yu rentong: Ming Qing yilai de cishan yu jiaohua* 善與人同——明清以來的慈善與教化, Pékin, Zhonghua shuju, 2005, p. 159.

la grande famine de 1928-1930. Comment j'ai eu cette révélation, j'en avais dit un mot il y a deux ans : c'est en compulsant la documentation très abondante que m'avait généreusement communiquée, sous la forme d'un compact-disc bourré de photographies, un jeune chercheur chinois, M. Zheng Lei 鄭磊, qui a publié plusieurs travaux sur l'histoire économique du Guanzhong pendant la période républicaine. Parmi ces documents, qu'il avait photographiés il y a quelques années dans les fonds d'archives de Xi'an et de Lanzhou, se trouvent certaines publications locales, datant pour l'essentiel de 1929 et surtout de 1930, qui traitent en temps réel, en quelque sorte, du développement de la famine et des efforts déployés — d'ailleurs avec les plus extrêmes difficultés — pour la combattre. Et c'est donc là que l'on s'aperçoit qu'il y avait à ce moment à Xi'an toute une pléiade d'activistes et de philanthropes, dont quelques-uns étaient d'ailleurs membres du comité local de la CIFRC, mais dont les affiliations principales étaient ailleurs — à l'évidence, elles étaient du côté de ces sociétés « purement chinoises » dont parle Baker ; et mieux que cela, elles étaient, pour plusieurs d'entre eux, et parmi les plus importants, du côté du bouddhisme.

Je dis que c'est là qu'on s'en aperçoit, car les sources contemporaines chinoises reproduites dans certaines anthologies documentaires récentes n'en parlent pas non plus. Je pense ici, avant tout, à un volume que j'avais cité dans mon dernier cours de l'an passé, publié en 1993 sous la direction de l'historien Li Wenhai 李文海 et consacré aux famines de l'époque républicaine — des années 1919-1949, pour être plus précis⁴ —, qui reproduit, pour l'essentiel, des documents et des enquêtes officiels, ainsi que des articles parus dans la presse nationale. Il est vrai que les éditeurs de cet ouvrage ont choisi de reproduire des textes qui *décrivent* la famine, par contraste avec ceux qui discutent des efforts pour la combattre et pour en secourir les victimes. Mais il n'en reste pas moins que l'orientation étatique et, si l'on peut dire, statistique de cette compilation nous fait passer à côté de tout cet aspect social auquel je m'intéresse en ce moment.

Je reviendrai très bientôt sur ce milieu de philanthropes locaux, sur toutes ces associations, et sur cet activisme contre la famine que révèlent à Xi'an, à la fin de 1930 surtout, les documents dont j'ai eu connaissance grâce à M. Zheng Lei. Et cela me permettra en particulier, en les croisant avec d'autres sources, d'évoquer quelques personnages et quelques parcours tout à fait intéressants ; et l'une des raisons pour lesquelles ils sont intéressants, c'est qu'ils viennent ajouter une dimension nouvelle au tableau des élites républicaines du Guanzhong que j'essaie tant bien que mal d'élaborer — un tableau dans lequel, jusqu'à présent, j'avais surtout beaucoup de militaires, pas mal de militants politiques, quelques intellectuels réformateurs, et aussi quelques ingénieurs.

Mais je voudrais d'abord revenir sur cette interconnexion dont je parlais, dans le domaine de la philanthropie. Ces militants locaux dont je viens de parler, qui sont tous des gens du Shaanxi, et dont la vocation est d'abord de soulager les souffrances de leurs compatriotes (i.e. au Shaanxi), ne fonctionnaient pas dans l'isolement. Au contraire, il est indispensable de les envisager comme autant d'éléments représentatifs d'un *mouvement*, ou d'un ensemble de mouvements, fonctionnant à l'échelle du pays ; un mouvement qu'on peut appeler, tout simplement, le « mouvement philanthropique » à l'époque républicaine (encore qu'il ait pris naissance avant la fondation de la République, dès la fin de la dynastie des Qing) ; et un mouvement dont la principale raison d'être était, comme je l'ai déjà suggéré, la carence de l'État face aux désastres de toute nature dont étaient victimes, de façon récurrente et dans de vastes régions, une bonne partie de ses citoyens.

Or, ce mouvement philanthropique moderne — qui a donc ses racines dans la société, qui était de nature privée et non pas bureaucratique, qui était en règle générale impulsé par ce qu'on est convenu d'appeler les « élites », et enfin dont les connotations religieuses sont souvent

⁴ Li Wenhai 李文海, Lin Dunkui 林敦奎, Cheng Xiao 程獻 et Gong Ming 宮明, *Jindai Zhongguo zaihuang jinian xubian 1919-1949* 近代中國災荒紀年續編, Changsha, Hunan jiaoyu chubanshe, 1993

importantes — ce mouvement, donc, est depuis un petit nombre d'années l'objet d'un renouveau d'intérêt tout à fait remarquable parmi les historiens chinois. C'est de cela que je commencerai par parler la prochaine fois, avant donc de revenir sur tout ce que nous apprennent les documents évoquant plus précisément le Shaanxi.

24/1/07

J'avais donc évoqué, à la fin de mon dernier cours, le mouvement philanthropique qu'on voit se développer à l'échelle nationale dans la Chine républicaine — après 1911, et jusqu'à l'époque de la guerre sino-japonaise —, et en fait dès la fin de la dynastie des Qing. À terme, je le rappelle, ce mouvement m'intéresse plus particulièrement à cause de l'impact qu'il a eu dans la région sur laquelle porte la partie proprement monographique de mon exposé, c'est-à-dire la province du Shaanxi, et plus spécifiquement le Shaanxi central, autrement dit la vallée de la Wei (ou Guanzhong). J'avais mentionné le fait que plusieurs articles et ouvrages concernant ce mouvement ont été publiés en Chine pendant ces dernières années. J'avais également noté qu'une partie de ces publications sont consacrées à l'une des plus importantes parmi ces nouvelles organisations philanthropiques — en fait, dans les années vingt et au début des années trente, c'est *la* plus importante par ses réalisations et par les moyens qu'elle met en œuvre —, et il s'agit bien sûr de la Commission internationale de lutte contre la famine en Chine (pour traduire littéralement son nom anglais, par lequel elle est le plus souvent connue), ou CIFRC (pour utiliser l'acronyme de ce même nom). On remarquera au passage que le nom chinois de la CIFRC, c'est-à-dire *Zhongguo Huayang jiuzai yizhen zonghui* 中國華洋救災義賑總會 (ou plus couramment *Huayang yizhenhui*), est plus explicite sur sa nature exacte que son nom anglais : ce nom chinois indique en effet clairement 1) que c'est un organisme qui fédère plusieurs associations (*zonghui*) ; 2) que c'est une organisation *philanthropique* (*yizhen*, où *yi* [« justice »] implique à la fois le dévouement au bien public et le bénévolat) ; 3) et enfin que c'est une organisation *sino-étrangère* (*Huayang*), ce qui n'est pas exactement la même chose qu'une commission « internationale ».

En tout cas, ces travaux récents sur la philanthropie nous permettent de nous représenter de manière nettement plus exhaustive et vivante que ce n'était auparavant le cas la façon dont la société chinoise et ses différentes composantes réagissaient et s'organisaient face aux difficultés, aux crises et aux catastrophes en tous genres auxquelles a été confronté le pays pendant ces décennies à la fois agitées et compliquées. Il me semble en effet — et c'est cela que je voulais dire — que cette nouvelle approche marque un départ significatif par rapport à l'historiographie traditionnelle de la Chine républicaine, surtout celle publiée en Chine même (mais pas seulement elle). Cette historiographie tendait à s'intéresser en priorité à l'histoire politique et militaire (dans laquelle le thème dominant était le thème de la révolution), aux partis, à leurs chefs et à leurs factions, aux intellectuels en vue, à l'histoire des idées, aux relations internationales, aux étrangers en Chine (le thème de l'impérialisme), et ainsi de suite.

Ce qu'on arrive à mieux saisir dans la littérature publiée en Chine depuis le milieu des années 1990, dirais-je peut-être, c'est la *texture* de la réponse sociale aux difficultés du temps, par opposition à l'approche plus institutionnelle et politique à laquelle nous avons été habitués. Ce n'est pas pour rien, après tout, si l'un des mots-clés, dans ces textes, et parfois jusque dans le titre même des ouvrages, c'est *minjian* 民間 (« parmi le peuple »), qui désigne tout ce qui est « civil » (au sens où l'on parle de « société civile »), c'est-à-dire *non gouvernemental*, tout ce qui est censé échapper à la politique et aux jeux de pouvoir (d'ailleurs on trouve aussi dans cette littérature, mais moins fréquemment, l'expression *feizhengfu* 非政府, qui calque l'anglais « non-governmental »). Cela ne veut pas dire que ces organismes qualifiés de *minjian* ou de *feizhengfu* soient nécessairement hostiles au monde politique : bien au contraire, on voit parfois des politiciens en vue participer à leurs instances dirigeantes et les faire bénéficier de leur prestige et de leurs connexions ; et de la même façon, le gouvernement requiert constamment la collaboration des organisations philanthropiques, comme nous verrons que c'est le cas au Shaanxi en 1930, ou même se repose entièrement sur elles. Dans tous les cas — et c'est aussi quelque chose à quoi j'ai déjà fait allusion —, si ces organismes ne sont pas politiques, s'ils sont

résolument « civils », donc, il faut ajouter que la dimension *religieuse* y tient souvent une assez grande place, voire une place prépondérante.

Avant de parler de tout cela, cependant, je voudrais encore souligner *qu'en Chine* (i.e. en Chine populaire) ces travaux marquent aussi un départ significatif par rapport à l'approche qu'on avait jusqu'il y a peu de la période républicaine *en général*, qui était une approche essentiellement négative. Il est manifeste en effet que ces travaux dont je parle sont représentatifs non seulement d'un renouveau d'intérêt pour la Chine républicaine, mais également, et de façon plus intéressante, et je dois dire très positive du point de vue de l'historien, d'une tendance assez générale aujourd'hui en Chine à *réhabiliter* cette période, ou si l'on préfère, à la prendre au sérieux, à l'étudier pour ce qu'elle était, voire même à y chercher des *modèles*, ou à tout le moins des inspirations. Il n'y a pas si longtemps encore, ne l'oublions pas, dans la perception imposée par le régime communiste la Chine républicaine, autrement dit les presque quarante années séparant la révolution de 1911 de la fondation de la République populaire de Chine en 1949, était une sorte de *non-période*. Ou plutôt, ce qu'on y voyait, c'était avant tout les politiciens républicains corrompus et les seigneurs de la guerre, le Guomindang réactionnaire, et accessoirement les capitalistes compradores et les propriétaires fonciers. Dans le discours officiel la République n'était jamais qu'un sombre intermède entre, d'un côté, les derniers soubresauts de l'empire — de ce qu'on appelait la féodalité, finalement achevée par les assauts de l'impérialisme occidental — et, de l'autre côté, la refondation d'une Chine indépendante et respectée, au moment de ce qu'on appelle là-bas la Libération. La République, comme avant elle les dernières décennies de l'empire, c'était ce qu'on appelait la période semi-féodale et semi-coloniale de l'histoire de la Chine. Dans cet intermède — un intermède auquel on ne reconnaissait, d'une certaine façon, aucune légitimité historique —, tout était négatif ; ou plus exactement, les seuls éléments positifs et dignes d'être mis en exergue, c'était la saga révolutionnaire, les mouvements populaires, la lutte du parti communiste et de ses compagnons de route contre la réaction et contre l'impérialisme — lequel impérialisme désormais n'était plus seulement occidental mais était aussi, et surtout, japonais ; et l'avant-garde de la résistance contre le Japon, c'étaient bien sûr les communistes.

Il est hors de doute que ce renouveau d'intérêt, et en fait de sympathie, pour la Chine républicaine trouve en grande partie son explication dans l'évolution récente de la société chinoise. Je ne veux pas trop élaborer là-dessus, mais que l'on pense simplement à la faveur nouvelle dans laquelle sont tenus, depuis les années 1980, le marché et l'enrichissement privé — bref, le capitalisme —, que l'on pense au renouveau d'une pensée constitutionnelle et juridique, et que l'on pense aussi, chez une proportion des citoyens difficile à évaluer, certes, à certaines aspirations anti-autoritaires et légalistes qui sont tout à fait parallèles à ce qu'on avait dans les années trente ; et tout cela sans parler de la réémergence du confucianisme, qui bénéficie de l'approbation et même de l'encouragement des autorités, et aussi du renouveau des religions traditionnelles et du christianisme, que ces mêmes autorités tolèrent au moins, même si elles restent assez défiantes. Cela étant, ce qui me frappe surtout, c'est la revalorisation de la *société* des années vingt et trente ; je veux dire de la société en tant que sphère indépendante de l'État — ou du parti-État, dans le cas aussi bien du Guomindang que du Parti communiste. L'importance de ces forces sociales autonomes semble de nouveau admise, y compris s'agissant de secteurs qui n'étaient pas spécialement en sympathie avec les mouvements politiques de gauche, *a fortiori* avec les communistes, ou même qui leur étaient franchement hostiles ; et leur contribution est explicitement reconnue par plusieurs de ces auteurs récents dont je parle comme un facteur de *progrès social*⁵. Il n'est pas impossible qu'on puisse interpréter cette attitude nouvelle chez les historiens, dans certains cas au moins, comme un

⁵ E.g. Cai Qinyu 蔡勤禹, *Guojia, shehui yu ruoshi qunti : minguo shiqi de shehui jiuji (1927-1949) 國家、社會與弱勢群體——民國時期的社會救濟*, Tianjin, Tianji renmin chubanshe, 2003, préface.

encouragement discret au régime actuel à se montrer moins méfiant et moins directif vis-à-vis des ONG qui existent de nouveau en Chine et qui, en principe (mais avec quand même pas mal de réserves), y sont désormais considérées comme légitimes.

C'est donc là le contexte dans lequel il faut replacer ces travaux sur la philanthropie dont j'ai parlé. Et j'ajouterai qu'il n'est pas inintéressant de constater que ces travaux ne sont d'une certaine manière que la *face académique* d'une littérature beaucoup plus vaste dans laquelle les héritiers lointains des philanthropes de l'époque pré-communiste racontent et célèbrent les œuvres de leurs prédécesseurs. Cette littérature tend à proliférer sur Internet — en quantité sinon toujours en variété, car les mêmes textes sont sans cesse recopiés. On rencontre ainsi beaucoup de références à la philanthropie des Qing et de la République sur les sites officiels ou semi-officiels ouverts par les provinces ou par les localités pour faire leur propre publicité, pour mettre en valeur leur histoire et leur culture, et pour encourager le tourisme. Mais je pense surtout à la philanthropie *bouddhique* de l'époque républicaine, dont je vais parler tout à l'heure, et dont on retrouve la mention sur une quantité de sites bouddhiques chinois où est évoqué le souvenir des généreux laïcs qui mettaient sur pied et qui finançaient des orphelinats, des écoles, des hôpitaux, des cimetières, etc., qui levaient des fonds pour venir en aide aux victimes des désastres naturels dans toute la Chine, qui se rendaient sur le terrain pour superviser les secours, organiser des chantiers, prendre soin des réfugiés, etc.

Toutes ces activités, me direz-vous, décriraient aussi bien les entreprises charitables d'inspiration *chrétienne* — ce qui après tout n'est pas outre mesure surprenant si l'on admet que la liste des malheurs susceptibles de frapper l'humanité, et des manières d'y remédier, se ramène en fin de compte à un nombre limité de rubriques. Mais, dans le cas qui nous occupe, cette ressemblance recouvre aussi une *influence* ; et cela me fournit d'ailleurs la transition pour évoquer, comme je l'avais annoncé, mais sans entrer outre mesure dans le détail, l'histoire de la philanthropie moderne en Chine en général, qui me servira d'arrière-plan pour examiner ensuite ce qui s'est passé au Shaanxi et dans les environs de Xi'an autour de 1930⁶.

En quoi l'évocation de la charité chrétienne fait-elle la transition ? Parce qu'il se trouve que les missions chrétiennes ont joué un rôle non négligeable aux origines de la philanthropie chinoise moderne, à la fois comme *modèle*, s'agissant de certains types d'actions, de certaines institutions, et aussi de certaines *attitudes*, et comme *stimulant*, ou comme aiguillon, dans certaines circonstances où les missionnaires étaient en concurrence directe avec les philanthropes chinois.

Les deux grands domaines où les missionnaires ont ouvert la voie, ce sont les institutions éducatives modernes (y compris les écoles pour les filles, y compris aussi l'enseignement professionnel) et les hôpitaux — ou disons les établissements de toute nature où était dispensée une médecine de type occidental. Ces deux sortes d'institutions, qui étaient des institutions charitables au sens où elles offraient un service gratuit, ou très bon marché, aux gens démunis — les hôpitaux et les dispensaires, surtout —, ont connu dès la fin de l'empire un succès certain, elles se sont beaucoup développées, et elles ont été très imitées par les organisations charitables chinoises, qui traditionnellement ne s'occupaient pas beaucoup de tels domaines — tout cela parce qu'elles arrivaient à répondre avec une indéniable efficacité à de véritables *besoins*. Cette efficacité, d'une certaine manière, illustre la supériorité des savoir-faire et des techniques de l'Occident, et le public, ou une bonne partie du public, était tout disposé à en tirer avantage. Elle était aussi, cela va de soi, supposée illustrer les bienfaits de la religion chrétienne — et non seulement l'efficacité, mais aussi le dévouement qui allait avec —, mais c'est là un aspect sur lequel je ne m'arrête pas, car l'effet de l'œuvre des missions en termes de propagation de la

⁶ Sur la distinction entre charité (compassion envers les gens proches) et philanthropie (se consacrer au bien public) dans les langues européennes, alors qu'elle n'existe pas vraiment en chinois (義行, 善舉), v. Joanna Handlin Smith, *The Art of Doing Good : Charity in Late Ming China* (Berkeley, University of California Press, 2009), p. 7.

religion chrétienne en Chine (ou *des* religions chrétiennes, car il y avait beaucoup de concurrence) est une question complexe, et qui ne concerne pas directement les problèmes dont nous nous occupons en ce moment. Il devrait suffire de rappeler que, en Chine comme ailleurs, seule une fraction du public attiré par l'éducation et par la médecine dispensées par les différentes missions avait une chance de se convertir effectivement au christianisme ; et le problème est que cette fraction est très difficile à évaluer.

Quant à la concurrence entre les missions chrétiennes et les associations philanthropiques chinoises, j'en avais déjà dit un mot l'an passé lorsque j'avais parlé des famines de la fin des Qing au Shaanxi. En fait, j'avais souligné deux développements distincts, mais tout à fait liés, et dont seul le second met en scène cette concurrence — deux développements qui datent l'un et l'autre de la grande famine en Chine du Nord dans les années 1870 — autrement dit la « famine de Guangxu », dont j'ai parlé la dernière fois, et qu'on a aussi appelée l'« incroyable famine de 1877-1878 » (*dingwu qihuang* 丁戊奇荒).

Le premier de ces deux développements, c'est donc la naissance de ce qu'il convient d'appeler la philanthropie « nationale ». Ce que j'entends par ce terme, c'est la mobilisation de la charité privée non pas pour le seul bénéficiaire de l'environnement immédiat des donateurs, de leurs « pays », si vous voulez, des habitants de leur propre sous-préfecture (comme cela se faisait depuis longtemps en Chine, et à continué de se faire), mais pour le bénéficiaire de régions éloignées, de provinces qui dans la perception traditionnelle étaient à la limite considérées, quasiment, comme des pays étrangers, alors qu'à la fin du 19^e siècle on en est progressivement venu à les percevoir, et dans des secteurs de plus en plus larges de la société, comme appartenant à une même *nation*, et leurs habitants comme étant, plutôt que des natifs de provinces avec lesquelles on n'avait pas grand-chose en commun, des compatriotes, des *tongbao* 同胞 ; et de là, donc, ce mouvement de solidarité qui a émergé, en premier lieu, au moment de la famine de Guangxu, qui s'est affirmé au tournant du siècle — au moment, justement, où le nationalisme chinois émerge avec force —, et qui a continué de se manifester à l'occasion de beaucoup d'autres événements, comparables ou non par leur ampleur et par leur gravité.

Il faut bien voir en effet que les provinces du Nord touchées par la sécheresse et par la famine à partir de 1876 (et de même autour de 1900, et de nouveau en 1920, et bien sûr en 1928) étaient fort éloignées de la région où est né ce mouvement de philanthropie nationale, c'est-à-dire le bas Yangzi, et plus particulièrement Shanghai et de son hinterland. Non seulement elles en étaient éloignées géographiquement — surtout le Nord-Ouest, c'est-à-dire le Shaanxi et le Gansu, qui nous concernent plus particulièrement —, mais à bien des égards il s'agissait de deux mondes complètement différents : différents par leur environnement et par leur écologie, par le niveau de vie, par le type d'économie (hautement commercialisée dans un cas, essentiellement agraire dans l'autre), par le niveau d'éducation et par le capital culturel accumulé, par l'influence politique, et enfin par l'accès à ces vecteurs de la modernité qu'étaient les ports, les concessions étrangères, ainsi que les établissements étrangers de toute nature (diplomatiques, commerciaux, religieux, ou autres) par le canal desquels se diffusait progressivement ce qu'il faut bien appeler une nouvelle culture, dont les bases étaient occidentales. C'est bien sûr à Shanghai qu'était concentrée la plus grande partie de la nouvelle richesse accumulée grâce au commerce étranger, et c'est aussi à Shanghai qu'étaient venus s'établir des groupes de marchands venus de différentes régions de la côte pour participer à ce commerce et s'y enrichir, et qui formaient autant de solidarités et de réseaux, voire de « cliques » (*bang* 邦). Les plus puissants et les plus riches d'entre ces groupes, c'étaient les marchands cantonnais, et surtout les marchands du Zhejiang, notamment ceux qui venaient de Shaoxing et de Ningbo.

Or, même si ces marchands originaires du Zhejiang (ou d'autres régions) pratiquaient, de façon tout à fait traditionnelle, une philanthropie dont les bénéficiaires — sous la forme

d'établissements d'enseignement ou d'apprentissage, de dispensaires, de fonds d'entraide, de cimetières, etc. — étaient réservés à leurs compatriotes résidant à Shanghai (et j'entends là « compatriotes » dans le sens régional), ou à ceux qui étaient restés au pays, ce n'en est pas moins parmi ces gens-là qu'apparaissent aussi ceux que nous voyons occuper des positions de *leaders* dans cette nouvelle philanthropie à vocation nationale, essentiellement centrée sur Shanghai, qui s'organise à partir de l'époque Guangxu.

Bon nombre d'entre eux sont des riches négociants qui ont acquis des grades dans la bureaucratie contre contribution financière : entendons bien par là qu'ils n'exercent pas de fonctions administratives, mais qu'ils portent des titres tels que, par exemple, « intendant de circuit en attente de nomination » (*houbu dao* 候補道, c'était un titre très populaire parmi les marchands de la fin des Qing) ; et ceci les place *de facto* dans la même catégorie que les « vrais » fonctionnaires — je veux dire, ceux qui sont en poste. Il va de soi qu'une telle situation les aidait beaucoup dans leurs relations avec l'administration impériale lorsqu'ils avaient besoin de son approbation et de son appui pour avancer leurs projets. Et je rappelle aussi (mais c'est un fait bien connu) que, du fait même de posséder l'un ou l'autre de ces titres officiels que pratiquement tout un chacun pouvait s'offrir s'il en avait les moyens, ces marchands philanthropes font partie de ce nouveau groupe social tellement important dans les grands centres urbains pendant la transition entre l'empire et la République, qu'on appelle les « notables marchands » (*shenshang* 紳商).

Quoi qu'il en soit, certains parmi ces grands notables marchands vont devenir de véritables professionnels de la charité publique, des spécialistes qui conçoivent leur action à l'échelle du pays et qui sont capables, en outre, de maîtriser tous les aspects des entreprises parfois très complexes dans lesquelles ils s'engagent. Un aspect important de leur mode de fonctionnement est en effet que ces promoteurs de la nouvelle charité collaborent étroitement entre eux, de manière à éviter les redondances et la dispersion des efforts, chaque fois que les circonstances demandent une intervention à grande échelle et souvent, comme nous l'avons vu, sur des théâtres éloignés de leurs bases à Shanghai. Et pour ce faire, de façon typique, ils se répartissent les tâches en mettant sur pied et en prenant en charge des structures distinctes (sous la forme de bureaux, ou d'associations spécialisées) pour la mobilisation des fonds auprès du public, c'est-à-dire la propagande en direction des donateurs potentiels et la collecte des contributions, pour la comptabilité et la gestion des fonds, pour la coordination des différents intervenants, pour le transfert et la répartition des ressources dans les zones où elles sont attendues, et enfin pour la distribution de l'argent ou des grains aux populations sinistrées auxquelles ils sont destinés en fin de parcours, directement sur le terrain. En d'autres termes, ils s'organisent de telle façon qu'ils réussissent à coordonner et contrôler toute la chaîne des opérations.

Or, cette propension et cette aptitude à la collaboration et à la coordination est un trait fondamental que l'on retrouve pendant toute la période qui nous intéresse, y compris après la fondation de la République, c'est-à-dire à une époque les organismes philanthropiques et les associations charitables se multiplient rapidement, non seulement à Shanghai mais dans toutes les grandes villes chinoises. Et de ce point de vue il me semble tout à fait légitime d'affirmer que, sans prétendre à proprement parler se substituer à l'État, ces spécialistes de la philanthropie assument désormais une responsabilité qui lui incombait traditionnellement, et qui fondait pour une bonne part sa légitimité — en tout cas ils en assument la plus grande partie : cette responsabilité, c'est l'aide aux victimes des calamités naturelles et de la famine, non seulement par sentiment de compassion, mais aussi pour prévenir le chaos social et la ruine de l'économie ; autrement dit, pour permettre à l'État de continuer de fonctionner, et au régime en place de survivre. Or, à partir des dernières années du 19^e siècle, et dans un contexte international qui n'a jamais été aussi menaçant, ce n'est plus seulement l'État ou le régime qu'il s'agit de préserver ; aux yeux d'un nombre croissant de personnes c'est la survie même de la nation chinoise qui semble menacée.

Au reste, pour illustrer l'importance de plus en plus grande que prend la philanthropie, à partir des années 1870, dans le dispositif général de ce que les auteurs chinois appellent parfois le « secours social » (*shehui jiuji* 社會救濟), il convient de rappeler que c'est à cette époque qu'apparaît le terme *yizhen* 義賑, que j'ai évoqué tout à l'heure, et qui distingue ce type de secours pris en charge par la philanthropie des secours dispensés par l'État, qui sont, eux, appelés « secours officiels » (*guanzen* 官賑)⁷. Or, sous le régime impérial classique, les secours étaient *toujours* officiels, donc ce n'était pas la peine de le préciser — il suffisait de dire *zhen*. Ce n'est pas que la philanthropie n'existait pas — elle était au contraire très active depuis la fin des Ming, surtout dans ces régions du bas-Yangzi où s'est également développée la philanthropie moderne, et son appui était très sollicité par les autorités. Mais on ne lui reconnaissait malgré tout qu'un rôle d'appoint, ancillaire en quelque sorte : ce qu'on attendait des notables charitables et de leurs associations locales, c'était de faire des donations, de fournir des vêtements aux réfugiés, d'organiser des soupes populaires, et autres actions du même ordre, qui restaient à la fois limitées et *locales*. En revanche, les deux opérations majeures, dans toute campagne contre la famine — qui étaient d'une part l'enquête sur les victimes et sur leurs besoins (et en fait sur leurs *droits*, car tout cela était très réglementé et calibré), et d'autre part la distribution proprement dite des secours en vivres ou en monnaie, qui pouvait s'étendre sur plusieurs mois — ces deux opérations majeures étaient de la responsabilité exclusive de l'administration régulière. Les notables étaient susceptibles de fournir diverses prestations, comme on vient de le voir, et ils étaient dûment récompensés pour cela — en biens symboliques, tels que titres honorifiques, certificats, inscriptions calligraphiés par des fonctionnaires, et ainsi de suite —, mais c'est tout : ils n'étaient en aucune manière supposés mettre sur pied des organisations permanentes, ayant vocation à intervenir partout où c'est nécessaire, même en dehors de leur cadre naturel d'intervention — à l'instar donc de ces associations philanthropiques apparues à la fin des Qing dont nous sommes en train de parler.

Ces associations philanthropiques d'un nouveau type, nous allons en outre les voir, comme je l'ai déjà dit, se multiplier sous la République, et non seulement se multiplier mais aussi se diversifier et développer considérablement leur champ d'intervention. Mais avant d'y venir il me faut rappeler le deuxième développement auquel je faisais allusion tout à l'heure, qui à vrai dire se confond en partie avec le premier : l'émergence d'une nouvelle philanthropie *bouddhique* — et dans ce cas le terme qui s'applique plus spécifiquement est *cishan* 慈善, c'est-à-dire, au sens propre du terme, la « charité », avec la nuance de « compassion » que ce mot implique, même si *cishan* est également employé dans le sens plus neutre de philanthropie ou d'activités humanitaires (i.e. sans insister sur une éventuelle orientation religieuse). Or, à ce propos, j'avais fait allusion il y a un an à la façon dont au moment de la grande famine de Guangxu, toujours, l'activisme forcené et l'activité intense de propagande des missionnaires chrétiens semblent bien avoir poussé les milieux charitables bouddhistes à opérer une sorte de « conversion ».

Le ressort traditionnel de la charité chinoise (là encore c'est un rappel), c'était la croyance bouddhiste dans la rétribution des bonnes œuvres — et il faut bien entendre qu'il s'agit là d'une rétribution dont bénéficie le donateur lui-même, ou sa descendance, et qu'il en bénéficie sous les formes les plus concrètes — les plus mondaines, dirais-je — de la réussite sociale et de la prospérité. Ainsi, dans le modèle standard (si je puis dire), les fils et les petits-fils d'un

⁷ C'est ce qu'on dit d'habitude, mais d'après Zhu Hu 朱滄, « 江南人在華北——從晚清義賑的興起看地方史路徑的局限 (一) », <http://jds.cass.cn/article/> (2006), le terme apparaît dès 1814 dans un texte de Bao Shichen à propos de secours à Yangzhou ; à partir du début Daoguang il se rencontre assez fréquemment au Jiangnan. Mais il s'agit essentiellement d'une prolongation locale des efforts de l'administration, répondant à la formule 民捐官辦, et probablement peu significative quantitativement. Et les leaders du *yizhen* à partir de Guangxu affirmaient eux-mêmes qu'il n'y avait pas de *yizhen* avant eux, ce que dit aussi le *Qingshi gao*. De toute façon le *yizhen* de la fin des Qing est quelque chose de très différent du « *yizhen* originel » dont on trouve la trace depuis 1814.

personnage qui s'est distingué par ses bonnes actions deviennent fonctionnaires, ce qui est bien sûr le summum de la réussite sociale, et ce qui, dans la perception populaire au moins (mais pas toujours dans la réalité), est supposé être le moyen le plus sûr de s'enrichir. Mais les choses ont quelque peu changé à la fin de l'empire, et l'on a donc pu défendre l'hypothèse que le modèle de militantisme et de sacrifice de soi-même offert par les missionnaires chrétiens pendant la grande famine de Guangxu a encouragé un certain nombre de chefs de file de la philanthropie chinoise, au même moment, à reconsidérer leur approche et à se tourner vers des valeurs éthiques de compassion plus désintéressées, et en même temps plus authentiquement bouddhiques, que la croyance populaire dans la rétribution en quelque sorte tarifée des actes charitables. Et en cela, suivant cette hypothèse, la famine de Guangxu et le débordement d'activisme charitable qu'elle a suscité auraient été une cause significative du renouveau bouddhique qui s'engage en Chine dès la première moitié du 19^e siècle et qui s'accélère considérablement à la fin de ce même siècle et au début du 20^e.

Soit dit en passant, l'on ne saurait trop souligner l'importance de ce renouveau du bouddhisme pour l'histoire intellectuelle, sociale, et même politique de la Chine moderne, ne serait-ce que parce qu'il a touché, avec plus ou moins de profondeur, certes, une quantité de personnages connus et moins connus, et qu'il a influencé de manière plus ou moins significative, mais parfois très significative, leur vie privée et leur activité publique. Et il n'est que plus regrettable que les historiens — en dehors bien sûr des spécialistes de la question — tendent à ignorer ce développement, ou au mieux à considérer qu'il n'a qu'une importance secondaire, surtout quand on le compare à l'impact des idées occidentales. Or, cet impact des idées occidentales, s'il est en effet incontestable qu'il a eu de très lourdes conséquences, ne résume quand même pas tout. Pour ne parler que des trois corporations éponymes de mon exposé, les philanthropes étaient très souvent bouddhistes, comme nous l'avons vu et comme nous allons continuer de le voir ; les seigneurs de la guerre l'étaient assez souvent, surtout ceux d'entre eux qui avaient beaucoup de crimes à se faire pardonner et qui se vouaient en fin de parcours à la prière et aux bonnes œuvres pour améliorer leur karma ; en revanche je n'ai pas encore identifié d'ingénieur qui l'ait été (le grand Li Yizhi s'est converti au protestantisme sur son lit de mort, comme je l'avais raconté), mais je serais très surpris qu'il n'y en ait pas eu.

Quoi qu'il en soit, le personnage-clé de ce nouveau bouddhisme qui s'affirme à la fin du 19^e siècle, c'est le *bouddhiste laïc*, celui qu'on appelle un *jushi* 居士, ou plus explicitement un *Fojiao* 佛教 *jushi* quand on veut distinguer cet emploi bouddhiste du mot *jushi* de son acception plus classique (et préexistant à l'introduction du bouddhisme en Chine), dans laquelle il désigne un lettré vivant retiré du monde — c'est-à-dire, concrètement, ne souhaitant pas participer au gouvernement. Un *jushi* bouddhiste, donc, et pour essayer de le définir, c'est un adhérent de l'une ou l'autre des doctrines bouddhiques qui se partagent la ferveur des croyants (ou de plusieurs à la fois, car l'époque était plutôt à la conciliation des écoles), qui observe au moins les préceptes de base, se livre assidûment aux exercices de dévotion, et possède un « nom de religion » (*faming* 法名), comme les moines, et qui combine cette extrême piété avec un engagement actif dans la société — en se consacrant, justement, à la philanthropie sous toutes ses formes. La définition du dictionnaire Ricci est d'ailleurs parfaitement adéquate en dépit de sa brièveté : « Laïc lié par des engagements religieux mais qui vit dans le monde. » Et ce qu'il faut rappeler à ce propos, c'est que pendant les derniers siècles de l'empire les laïcs ont tendu à s'autonomiser par rapport au clergé, à revendiquer la liberté dans leur quête spirituelle, à considérer que la libération de l'homme devait être réalisée parmi les contraintes de la vie, et en fin de compte à *prendre le pas sur les religieux* dans l'ordre du prestige et de l'influence au sein de la communauté bouddhique ; on a même pu parler d'une sorte de « protestantisme

bouddhique » à l'époque moderne⁸. Quoi qu'il en soit, nous aurons l'occasion de rencontrer plus d'un de ces saints laïcs dont on nous dit qu'ils fréquentent les maîtres de la loi et qu'ils se livrent avec ardeur à toutes les sortes d'exercices religieux, mais qui sont en même temps des *leaders* influents dans les cercles de la philanthropie moderne dont je suis en train de parler.

Le problème, c'est que les sources ne permettent pas toujours de bien apercevoir ces deux dimensions d'un même personnage, ou plutôt — ce qui est plus important — leur combinaison, la façon dont elles s'articulent. Dans ces études récentes publiées en Chine que j'évoquais tout à l'heure, l'orientation fondamentalement bouddhique de certaines associations philanthropiques, et tout autant celle de leurs fondateurs et de leurs responsables, sont bien souvent passées sous silence ; et quand elles ne le sont pas elle tendent à être mentionnées comme un élément qu'on considère apparemment comme tout à fait accessoire. Pour n'en donner qu'un seul exemple, j'avais cité la semaine dernière le nom d'une organisation philanthropique mentionnée au passage par John Baker dans son rapport d'activité pendant la période de six mois et demi où il avait été directeur des opérations de secours de la CIFRC, en 1930. Cette organisation, qui était apparemment active dans la région de Xi'an à ce moment, et dont il dit simplement qu'il lui a prêté un de ses camions pour ses opérations, il l'appelle la Chi-sheng-hui (i.e. Jisheng hui). Or la Jishenghui 濟生會, ou plutôt Zhongguo jisheng hui (litt. « Association chinoise pour sauver les vies »), qui a été fondée à Shanghai en 1916 (ou 1917, suivant les sources), et qui s'est consacrée à de multiples activités charitables dans tout le pays jusque dans les années trente, est incontestablement d'inspiration bouddhique ; mais la plupart des études en Chinois sur la philanthropie moderne ne le mentionnent pas.

Le responsable de la Jisheng hui pendant de longues années, qui en était aussi un des membres fondateurs, était un marchand originaire du Zhejiang nommé Wang Yiting 王一亭 (1867-1938) ; or ce Wang Yiting, qui portait le nom religieux de Jueqi 覺器, était un bouddhiste laïc particulièrement éminent.

Son parcours est d'ailleurs très intéressant : il a étudié les langues étrangères dans sa jeunesse, et plus tard il a travaillé comme compradore pour des sociétés de navigation japonaises ; au début du 20^e siècle c'est un membre en vue du milieu des *shenshang* (des « notables-marchands ») de Shanghai, et il faut croire que ses opinions politiques sont assez radicales puisqu'il est un des responsables de la Ligue jurée (l'organisation révolutionnaire de Sun Yat-sen) dans cette même ville au moment de la révolution de 1911. Pendant ce qu'on appelle la « deuxième révolution », en 1913 — c'est-à-dire le mouvement qui s'est dressé contre le président de la république Yuan Shikai dans les provinces du sud, et que ce dernier a écrasé militairement sans trop de difficultés — Wang Yiting est obligé de se cacher dans les concessions étrangères à Shanghai ; et c'est là, semble-t-il, qu'il aurait décidé d'abandonner ses responsabilités politiques et de se consacrer entièrement à la philanthropie et aux œuvres bouddhiques⁹.

De fait on retrouve son nom comme fondateur ou dirigeant de multiples associations charitables dans les années vingt et trente, et à cette époque il est considéré comme le numéro un dans le milieu des philanthropes shanghaiens : d'après une source il était, en 1930, responsable de pas moins de vingt organisations charitables différentes dans la ville ; il est vrai qu'il y avait de quoi faire puisque, d'après une autre source, celle-ci comptait au même moment

⁸ Gabriele Goldfuss, *Vers un bouddhisme du XX^e siècle. Yang Wenhui (1837-1911), réformateur laïque et imprimeur*, Paris, Institut des Hautes Études Chinoises, 2001, p. 144-145, 149-151, 160 sq.

⁹ Sur Wang Yiting voir You Zi'an 游子安, *Shan yu rentong: Ming Qing yilai de cishan yu jiaohua* 善與人同——明清以來的慈善與教化, Pékin, Zhonghua shuju, 2005, p. 156-164. Paul Katz, « Wang Yiting and the enchantment of Chinese modernity », communication au colloque international "Urban Cultural Change in Republican China (1910s-1940s)", Hong Kong, Chinese University, 18-20 sept. 2010 (et références). Chapitre de Kuiyi Shen in Nara Dillon et Jean Oi (éd.), *At the Corossroad of Empires : Middlemen, Social Networks, and State-Building in Republican Shanghai* (Stanford, Stanford University Press, 2008).

un total de 119 associations de ce type¹⁰. Et je ne pense pas que ce chiffre inclue les associations purement religieuses que présidait également Wang Yiting, telles que la Société bouddhique du karma pur (Fojiao jingyeshe 佛教淨業社) ou encore la Forêt des laïcs du bouddhisme mondial (Shijie fojiao jushilin 世界佛教居士林)¹¹. Mais peu importe. Il faut encore ajouter que Wang Yiting était très connu comme peintre, et d'ailleurs il mettait fréquemment ses talents de graphiste au service des causes charitables, soit en vendant ses œuvres pour financer tel ou tel projet, soit en publiant des séries représentant les victimes des calamités dans le but d'émouvoir les donateurs, ce qui, d'après l'un de ses collègues, aurait permis de « maintenir en vie d'innombrables personnes » (存活者無算) — mais il est vrai que les formules toutes faites comme celle-ci se rencontrent dans la littérature hagiographique depuis des siècles. Et dans un autre domaine encore, l'une des entreprises les plus importantes de Wang Yiting, et pour laquelle il est particulièrement connu, était une imprimerie, appelée les Éditions bouddhiques de Shanghai (Shanghai foxue shuju), qui publiait de la littérature édifiante, des *sûtra*, des livres de moralité (*shanshu* 善書), etc., en grande quantité. Je le mentionne parce que, d'abord, imprimer et diffuser des ouvrages de piété et des *sûtra* était une activité classique pour gagner des mérites et contribuer au progrès de la religion ; et ensuite je le mentionne parce qu'il se trouve qu'un autre bouddhiste laïc fameux, antérieur d'une génération à Wang Yiting, s'est illustré en mettant sur pied et en dirigeant une imprimerie vouée à la publication des *sûtra* bouddhiques, localisée à Nankin celle-là, et qui existe toujours : c'est le Jinling kejing chu 金陵刻經處, et son fondateur, donc, était Yang Wenhui 楊文會 (1837-1911) ; et si je cite Yang Wenhui, c'est parce qu'une de nos collègues, Gabriele Goldfuss, lui a consacré un ouvrage publié par l'IHEC du Collège de France, en 2001, un ouvrage qui contient un excellent chapitre sur le thème du « bouddhiste laïc » à l'époque moderne, et que je vous engage donc vivement à acquérir.

Wang Yiting et Yang Wenhui sont deux exemples, mais je puis mentionner dès maintenant, quitte à anticiper un peu sur la suite, que nous rencontrerons au Shaanxi, aux alentours de 1930, d'autres bouddhistes laïcs dont nous verrons comment ils arrivent eux aussi à combiner activisme philanthropique et prosélytisme religieux, et qui comme Wang Yiting ont commencé leur carrière comme militants révolutionnaires et comme adhérents de la Ligue jurée. C'est en fait un parcours qui ne semble pas avoir été exceptionnel.

Quoi qu'il en soit, et pour y revenir, c'est un fait que beaucoup d'organismes philanthropiques chinois dans ces années n'affichent pas d'orientation religieuse dans leur nom ou dans leurs statuts, même si bon nombre de leurs dirigeants sont de fervents bouddhistes. À vrai dire la liste des associations charitables de l'époque républicaine est infinie, et il serait bien trop long de vouloir énumérer même celles dont j'ai rencontré le nom dans mes lectures, qui ne représentent qu'une petite partie du tout. Mais j'en citerai certaines au passage, et, surtout, il est important de souligner qu'elles étaient loin de fonctionner de façon isolée et que, bien au contraire (et comme je l'ai déjà indiqué), elles s'efforçaient de coordonner leurs efforts, surtout lorsque le pays était confronté à une crise majeure. Cette coordination était bien sûr facilitée par le fait que, très souvent, les mêmes dirigeants se retrouvaient dans les comités de nombreuses associations (et à cet égard Wang Yiting n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres). Nous avons d'ailleurs vu que cette tradition de coopération remontait aux origines du mouvement philanthropique à Shanghai, dans les années soixante-dix et quatre-vingt du 19^e siècle.

¹⁰ Zhou Qiuguang 周秋光 et Zeng Guilin 曾桂林, « 近代慈善事業的基本特征 », *Guangming ribao*, 16/12/04 (et sur de nombreux sites).

¹¹ Sur cette dernière voir par ex. Mizuno Baigyō 水野梅曉, *Shina bukkyō kinseishi no kenkyū* 支那佛教近世史の研究, Tokyo, Shina jihōsha 支那時報社, 1925, p. 75 ; et du même auteur (paru chez le même éditeur en 1926), *Shina bukkyō no genjō ni tsuite* 支那佛教の現状について, p. 55-57.

Au reste, certaines organisations ont été créées avec pour objectif explicite de fédérer et coordonner les efforts de la multiplicité d'associations charitables actives, d'abord et avant tout, à Shanghai, mais également ailleurs. L'une des premières citées est le Groupement des organismes charitables de Shanghai (Shanghai cishantuan 上海慈善團), mis sur pied en 1912 pour coordonner les activités de plusieurs sociétés charitables traditionnelles, s'occuper de leurs archives, de leur comptabilité, etc. ; mais la plus active, ou en tout cas l'une des plus actives, semble bien avoir été la Fédération des organismes charitables de Chine (Zhonghua cishantuan lianhehui 中華慈善團聯合會), fondée à Shanghai le 22 janvier 1919 à l'initiative de plusieurs associations locales — dont la Jisheng hui dont j'ai parlé tout à l'heure —, et dont le président était un personnage extrêmement connu dans ce même milieu, Xiong Xiling 熊希齡 (1870-1937)¹². Xiong Xiling n'était pas un marchand, mais un politicien et un financier originaire du Hunan ; il avait été gouverneur militaire de Jehol, brièvement premier ministre et ministre des finances sous Yuan Shikai, en 1913 et 1914, et depuis qu'il avait rompu avec Yuan Shikai il se consacrait entièrement à des activités éducatives et philanthropiques à Pékin et à Shanghai. Et c'était, lui aussi, un fervent bouddhiste, tout comme ses deux vice-présidents, qui étaient, eux, des marchands du Zhejiang, et de plus les deux chefs de file reconnus de la charité à Shanghai, à savoir Zhu Baosan 朱葆三 et Wang Yiting. La vocation de la Fédération des organismes charitables de Chine était, comme l'indiquaient ses statuts, de faire l'inventaire de tous les organismes charitables permanents existant dans le pays et « utiles à la société », de les conseiller, et en cas de besoin exceptionnel de les réunir et de les soutenir dans leur action. De façon tout à fait intéressante, la Fédération — qui justifiait l'installation de son siège à Shanghai par le fait que c'était le centre national des activités philanthropiques, et que c'était là que convergeaient toutes les communications maritimes et terrestres du pays — affichait même une ambition internationale, puisqu'elle offrait également ses services aux organismes semblables localisés à l'étranger et qui lui en feraient la demande, et qu'elle se proposait de fédérer les forces charitables de toute la Chine pour venir en aide aux populations en détresse partout dans le monde, même dans les pays n'ayant pas de relations diplomatiques avec la Chine ! D'ailleurs, son objet social, tel qu'il était défini au début des statuts, était d'« accomplir partout dans le monde les devoirs commandés par l'amour universel », ce qui est une façon comme une autre de traduire l'expression *shixing shijie boai yiwu* 實行世界博愛義務, où le mot intéressant est évidemment *boai*, qui signifie quelque chose comme l'amour ou la fraternité universelle — et qui a aussi le sens dérivé de « philanthropie ». En tout état de cause, les dirigeants de la Fédération, bouddhistes comme nous l'avons vu, ont effectivement convoqué plusieurs réunions en 1920 et 1921 pour coordonner l'action en faveur du Shaanxi, ainsi que de plusieurs provinces du Sud souffrant d'inondations ; et ils ont fait paraître plusieurs manifestes pour lever des fonds, en utilisant le conduit habituel pour ce type d'appel, à savoir le grand journal en langue chinoise de Shanghai, le *Shenbao* 申報 — le *Shenbao*, remarquons-le au passage, qui jouait lui aussi, et depuis l'époque Guangxu, un rôle de coordination, de publicité et de gestion financière pour toutes ces entreprises.

Il faut cependant bien voir qu'en dépit de son envergure et de ses ambitions, même une organisation comme la Fédération des organismes charitables de Chine était loin de tout couvrir, car le marché, si l'on peut dire, ou disons la *demande*, était infinie ; et en outre, ce n'étaient pas toujours exactement les mêmes milieux qui se mobilisaient. J'ai signalé le poids des militants bouddhistes dans la Fédération en question, mais il y avait à Shanghai d'autres personnes engagées dans la philanthropie ; et il y avait en particulier des *étrangers* — des négociants, des hommes d'affaire, des diplomates, et bien sûr (et surtout) des missionnaires. Après tout

¹² Il existait aussi une 上海慈善團體聯合會, apparemment depuis 1895, dont Wang Zhen 震 (i.e. Wang Yiting) était également responsable, qui fédérait toute une série de d'institutions shanghaiennes, et qui a existé jusqu'en 1951.

Shanghai était — et est restée pendant toute la période républicaine, y compris sans doute pendant la guerre du Pacifique — la ville de Chine où il y avait la plus grande concentration d'Européens et d'Américains, et aussi la plus grande concentration d'industries, d'institutions éducatives, et en général de capitaux contrôlés par les étrangers. Et qui plus est, ces étrangers, ou du moins un certain nombre d'entre eux, avaient un accès d'une certaine manière direct aux organisations charitables européennes et américaines susceptibles de venir en aide. Or, en 1919 ou 1920, si l'Europe avait été laissée exsangue par le premier conflit mondial, en revanche l'Amérique avait un gros potentiel charitable, si j'ose dire, et elle l'a en effet mis à contribution avec beaucoup de générosité et d'efficacité au moment de la grande famine de 1920 et 1921 : pour toutes sortes de raisons sur lesquelles il n'y a pas lieu d'élaborer aujourd'hui, c'était une époque où la Chine se vendait bien en Amérique et où il était relativement facile de faire appel aux sentiments de solidarité internationale, que ce soit ou non avec des connotations religieuses.

Le premier exemple d'institutionnalisation de la coopération sino-étrangère en matière de philanthropie date d'un peu avant, cependant : c'est la fondation de la branche shanghaienne de la Croix-rouge internationale (Shanghai wanguo hongshizi hui 上海萬國紅十字會), en 1904 — mais je reviendrai la prochaine fois sur la question de la Croix-rouge en Chine. Quelques années après, plusieurs organismes appelés Huayang yizhenhui (Association sino-étrangère de lutte contre la famine), avec chaque fois des comités de direction composés de Chinois et d'étrangers, sont créés à Shanghai et à Nankin en 1910 et 1911. Mais le premier à avoir une vocation réellement nationale, c'est la Shanghai huayang yizhenhui, qui est fondée, à Shanghai donc, en 1920, et où l'on retrouve d'ailleurs, parmi les dirigeants, nos bouddhistes laïcs du Zhejiang, notamment Wang Yiting ; la Shanghai huayang yizhenhui adhérera à la CIFRC au moment de sa fondation à la fin de 1921, puis elle s'en séparera, mais dans les années suivantes elle restera toujours une organisation influente, très sollicitée, et disposant de beaucoup de moyens.

Mais je parlais d'organismes de *coordination*, à l'instar de la Fédération des organismes charitables de Chine, et là on peut mentionner une autre instance sino-étrangère, également créée en 1920, qui semble avoir été assez influente et qui porte le nom de Commission internationale unifiée de secours contre les désastres (Guoji tongyi jiucai zonghui 國際統一救災總會). Et puis, donc, il y a la CIFRC, fondée l'année suivante, mais cette fois à Pékin, et qui au départ répond à la même définition : coordonner les efforts d'associations existantes, avec cette différence cependant que ces associations sont des organismes sino-étrangers pour la plupart, répartis dans plusieurs provinces, avec une forte proportion en Chine du Nord, et que la plupart se sont constituées à l'occasion de la famine de 1920-1921. Et avec cette différence aussi que la CIFRC deviendra rapidement une organisation centralisée, laissant relativement peu d'initiative à ses branches provinciales, et se concentrant, en principe au moins, sur des tâches de modernisation.

Cela étant, et comme je l'ai déjà annoncé, je reviendrai plus tard, et beaucoup plus en détail, sur l'histoire de la CIFRC, qui comme nous le savons a été très impliquée au Shaanxi dans les années vingt et trente, et qui est devenu l'organisme philanthropique le plus puissant en Chine pendant cette même période ; mais dès la prochaine fois je montrerai rapidement que les associations philanthropiques actives pendant la famine de 1920-1921 étaient en fait beaucoup plus nombreuses que celles que la CIFRC a prises sous son aile à la fin de 1921.

31/1/07

Lorsque je me suis interrompu il y a une semaine j'étais en train d'esquisser une sorte de panorama de la multitude d'organisations philanthropiques actives en Chine au début de la période républicaine ; et je parlais plus spécialement de certaines d'entre elles dont la vocation était de *coordonner*, ou même de *fédérer* les efforts des associations charitables de toute nature et de toute obédience qui se lançaient dans l'action lorsque le pays était confronté à un désastre naturel grave dans une ou plusieurs régions, et donc à la famine, aux surmortalités, à l'errance des populations, à la désorganisation économique, etc. ; ou plutôt (pour être plus précis), pour coordonner les efforts des associations qui ont *commencé* à se lancer ainsi dans l'action, loin de leurs bases, de façon en quelque sorte désintéressée, à partir de cette fameuse famine de Guangxu que j'ai déjà souvent mentionnée, donc dans la deuxième moitié des années 1870.

Parmi ces organisations philanthropiques, qu'elles fussent ou non fédératives, certaines, dont j'ai aussi eu le temps de dire quelques mots mais sur lesquelles je reviendrai plus en détail, étaient « sino-étrangères » ; c'est-à-dire qu'une partie de leurs cadres étaient des Occidentaux résidant en Chine, eux aussi des militants de la philanthropie, voire souvent de la « charité » au sens premier du terme puisque, comme je l'ai noté, il y avait beaucoup de missionnaires parmi eux. Et ce qui était également important, et même très important, c'est que ces associations sino-étrangères servaient de conduit aux fonds charitables et aux donations d'origine européenne ou américaine (ou japonaise dans certains cas) ; et cela, bien sûr, leur conférait une force de frappe financière particulière. Ce sera tout particulièrement le cas de la « Commission internationale de lutte contre la famine » (la CIFRC), qui comme nous l'avons déjà vu existe à partir de la fin de 1921. Mais le mouvement avait commencé plus tôt : c'est dès les dernières années de la dynastie des Qing (avant 1912, donc) qu'on relève la création de plusieurs organisations portant des noms comparables à celui de la CIFRC — c'est-à-dire toujours avec les mots *Huayang* 華洋 (sino-étranger) et *yizhenhui* 義賑會 (Association de secours philanthropique) —, et toujours dans cette même région du bas Yangzi, à Shanghai, où est née la philanthropie chinoise moderne (ou dans un cas à Nankin). J'en cite au moins une, parce que c'est une des plus notoires et des plus durables : il s'agit de la Shanghai Huayang yizhenhui, fondée en 1920¹³, au début de la grande famine provoquée par la sécheresse qui va affliger les cinq grandes provinces de Chine du Nord en 1920 et 1921 (le Zhili, le Shandong, le Henan, le Shanxi et le Shaanxi). La Shanghai Huayang yizhenhui restera très active pendant les années 1920 et 1930, et nous en entendrons encore parler ; en fait elle semble avoir entretenu une certaine rivalité avec la CIFRC, qui avait été fondée, elle, à l'issue de cette même famine et qui était basée au nord, à Pékin, à proximité du pouvoir politique plutôt que dans un grand centre économique comme Shanghai, et dont les dirigeants formaient en outre un groupe assez différent de ce que nous connaissons des principales associations shanghaiennes — une certaine rivalité, donc, mais qui n'excluait pas la coopération en cas de besoin.

Dans tous les cas, cette famine de 1920-1921 en Chine du Nord a de toute évidence marqué le début de la coopération philanthropique internationale à *grande échelle*, même si le mouvement avait été lancé depuis plusieurs décennies — même si ses origines remontent, comme je l'ai déjà mentionné, à la terrible famine de Guangxu dans les années 1870, à laquelle d'ailleurs la famine de 1920-1921 était souvent comparée à l'époque. Mais je reviendrai plus loin sur la question de la coopération philanthropique, aussi bien nationale qu'internationale, pendant les dernières années de l'empire et les deux premières décennies de la République — je

¹³ D'après Zhou Qiuguang 周秋光 et Zeng Guilin 曾桂林 il y avait déjà une Shanghai Huayang yizhenhui fondée à la fin des Qing, dont ils mentionnent des actions en 1909 et 1910 (inondations au Anhui) ; c'est sans doute la Huayang yizhenhui fondée à Shanghai fin 1910 par des responsables de la chambre de commerce. Cf. *Zhongguo cishan jianshi* 中國慈善簡史 (Pékin, Renmin chubanshe, 2006), chap. 8 section 6.

veux dire, de la coopération philanthropique *en général*, comme je suis en train d'en parler, sachant que l'objet de ces considérations générales est d'abord et avant tout de mettre en contexte l'examen plus approfondi de l'action philanthropique et charitable auquel je procéderai ensuite sur ce qui est notre terrain, c'est-à-dire au Shaanxi pendant la famine de 1930, ou plutôt 1928-1930.

Le droit à la survie

Mais j'interromps un instant ces considérations générales, car je voudrais d'abord revenir sur un point auquel j'avais brièvement fait allusion la semaine dernière. C'est un point théorique, si l'on veut, mais je crois qu'il a son importance. Vous vous souvenez peut-être que, pour mieux situer la philanthropie « moderne » dont je parle en ce moment, j'avais rapidement évoqué ce que j'appelle le « régime impérial classique », dont la forme la plus aboutie (dans le domaine des actions contre la famine) doit être située au 18^e siècle ; et à ce propos j'avais dit un mot de la façon dont s'articulaient entre elles les actions charitables privées, d'une part, et d'autre part les campagnes de secours d'État (ce que j'ai appelé l'« administration de la famine »). J'avais en particulier rappelé que, dans toutes les grandes campagnes de secours, l'essentiel des opérations était une prérogative de l'appareil d'État, et que si l'aide du secteur charitable était dûment sollicitée (et récompensée), elle n'en occupait pas moins une position tout à fait subalterne. C'est en tout cas indiscutable en ce qui concerne les deux grands volets de toute campagne de secours organisée dans les règles, à savoir, d'une part, l'enquête sur les pertes à la production (qui était conduite en principe champ par champ) et celle sur les besoins des populations sinistrées (qui procédait en principe foyer par foyer), et d'autre part, la distribution proprement dite des secours, de quelque nature qu'ils soient (grains ou monnaie), sur la base, justement, des résultats de cette enquête.

Or, à ce propos — et c'est là où je voulais en venir —, j'avais avancé au passage cette idée que l'enquête en question portait non seulement sur les besoins des victimes des calamités naturelles et de la famine, mais aussi sur ce qu'on pourrait être tenté d'appeler leur *droits*. Pourquoi des « droits » ? Parce que dans la première moitié du 18^e siècle s'était élaborée une réglementation extrêmement détaillée garantissant, à la limite (et pour simplifier), à tout paysan qui a subi une perte de tant, une compensation de tant, et ceci, de façon quasiment automatique, et que de ce fait les paysans avaient de bonnes raisons de considérer que ces compensations, ils y avaient « droit » ; en d'autres termes qu'ils disposaient d'une sorte de « droit à la sécurité », ou au minimum *à la survie*, sinon nécessairement à l'abondance et au confort. Mais le problème, justement, c'est de savoir si l'on peut vraiment dire qu'il s'agit d'un « droit ».

C'est en réalité une question assez complexe, à laquelle il se trouve que j'ai été ramené il y a quelques jours en corrigeant les épreuves d'un de mes chapitres pour le gros ouvrage dirigé par ma collègue Mireille Delmas-Marty et moi-même, sur « la Chine et la question de la démocratie », basé sur les deux années de séminaires auxquelles peut-être certains d'entre vous ont assisté en 2002 et 2003. (Cet ouvrage doit sortir aux éditions Fayard en avril prochain.) Le chapitre en question porte sur la contribution des représentants chinois à l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans le cadre de la Commission des droits de l'homme présidée par Eleanor Roosevelt, la veuve du président Roosevelt, en 1947 et 1948. Or, il y avait eu au sein de ladite Commission des débats fort animés sur ce qu'on appelle les droits économiques et sociaux (ou économiques, sociaux et culturels — i.e. en tant qu'ils se distinguent des droits civils et politiques), et, plus précisément, sur ce qu'il convenait d'y inclure exactement, et formulé de quelle manière. Ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans le détail, mais le point important est que plusieurs délégués avaient beaucoup insisté (encore que sans succès en fin de compte) pour qu'on rattache directement, dans la rédaction de la Déclaration universelle, la mention de ces droits économiques et sociaux — qu'on peut considérer comme autant de droits à la « qualité de la vie », ou comme le disaient certains, à une « vie digne d'être

vécue », par opposition à la simple survie — directement à la formulation du « droit à la vie », qui intervient dans un des articles liminaires de la Déclaration.

Les membres chinois de la Commission des droits de l'homme en 1948 n'ont pas été particulièrement en pointe sur cette question de la connexion entre les droits économiques et sociaux et le droit à la vie, alors que, comme je le remarque dans mon chapitre, ils auraient eu de bonnes raisons de l'être, car certains théoriciens très en vue des droits de l'homme dans la Chine d'avant-guerre l'avaient explicitement abordée ; et qui plus est, ils en avaient discuté en faisant directement référence au problème qui nous concerne en ce moment. Voici en effet ce qu'écrivait Luo Longji 羅隆基, l'un des plus connus d'entre ces théoriciens (qui étaient en même temps des militants de la démocratie), dans un article intitulé, simplement, « Sur les droits de l'homme » (Lun renquan 論人權), qui avait fait quelque bruit au moment de sa parution en 1929 : « Les secours dispensés aux citoyens en cas d'inondation, de sécheresse ou d'épidémie relèvent de la responsabilité de l'État au regard des droits de l'homme, *ce ne sont pas des activités charitables du gouvernement* envers les citoyens. Cette responsabilité doit avoir la priorité sur les autres, car la vie est à la base des droits de l'homme (*shengming shi renquan de genben* 生命是人權的根本) ». En d'autres termes, Luo Longji place résolument la protection de la vie au nombre des droits inaliénables de la personne humaine ; et plus spécifiquement il en fait une responsabilité de l'État (ce que ne feront en revanche pas les rédacteurs de la Déclaration universelle, d'où il est intéressant de constater que la mention de l'État est virtuellement absente) — il en fait une responsabilité de l'État, donc, sous la forme d'une sorte de garantie contre la ruine économique consécutive aux calamités naturelles.

Pour y revenir, les sujets de l'empire considéraient certainement que la garantie de leur survie en cas de désastre naturel — ou, pourrait-on dire en termes marxistes, la garantie de leur « reproduction », sachant qu'il s'agit non seulement de la survie des personnes, mais aussi de celle des patrimoines et de l'outil de production — était une responsabilité de l'État (ou plutôt de l'empereur, puisque tout ce que nous appelons aujourd'hui l'« État » procédait de l'empereur) ; mais en fin de compte je ne pense malgré tout pas qu'on puisse parler d'un « droit » au sens moderne, c'est-à-dire d'un droit inhérent à la personne humaine en tant que telle (i.e. à l'individu). Peut-être faudrait-il plutôt parler d'une *attente*, d'une exigence qui s'exprimait dans le cadre de la relation entre l'empereur et ses sujets, considérés, justement, en tant que sujets et non pas en tant qu'individus dans l'absolu.

Quoi qu'il en soit de ces subtilités, qui sont importantes, vous aurez remarqué que Luo Longji fait clairement la distinction entre les responsabilités de l'État, qui concernent le problème des droits de l'homme, et ce qu'il appelle les « activités charitables », qui sont quelque chose de différent. Or, en 1929, à l'époque où il écrivait, qui est aussi le moment où sévissait dans le Nord-Ouest la terrible famine que j'ai décrite l'année dernière — et non seulement à cette époque, mais en réalité depuis plusieurs décennies —, l'État chinois n'était plus capable de les assumer, ces responsabilités ; et d'ailleurs Luo Longji ne manque pas de proclamer dans le même texte que la prévalence des calamités et des épidémies que tout un chacun peut constater est la preuve de la faillite de l'État contemporain (républicain, donc) et de son incapacité à faire face à ses obligations en matière de droits de l'homme.

Les capacités des organisations philanthropiques comparées à l'État

Et nous retrouvons donc là notre sujet, puisque c'est aussi l'époque où les organisations philanthropiques ont été conduites à prendre la relève de l'État en matière de secours et de sécurité économique — c'est d'ailleurs ce qu'exprime d'une certaine façon, comme je l'avais noté, l'expression *yizhen* (« secours philanthropique », par opposition au « secours officiel », ou *guanzen*), qui fait son apparition dans le vocabulaire dès l'époque de la grande famine de Guangxu. Peut-on pour autant dire que la philanthropie a été capable historiquement de se

substituer à l'État, sur lequel la tradition faisait reposer, comme nous venons de le voir, de très lourdes responsabilités ? Voire, de faire mieux que lui ?

C'est en fait assez difficile à dire ; et surtout, il importe de bien savoir de quoi l'on parle. Sur un plan purement quantitatif (i.e. en termes de sommes engagées et de nombre de gens secourus, à quels taux et pendant combien de temps, et sur quel territoire), la mise en regard des actions de l'État impérial et de la philanthropie des années 1920, qui était particulièrement bien organisée et financée, et capable par là même d'optimiser ses efforts — cette mise en regard n'est pas facile à faire, sauf à prendre pour terme de comparaison les campagnes de secours les plus massives et les plus brillamment menées sous l'Ancien Régime, au 18^e siècle essentiellement — car aux alentours de 1920 tout cela n'était plus qu'un souvenir lointain ; mais dans ce cas (i.e. lorsqu'il fonctionnait à son rendement maximum), il ne semble guère niable que l'État impérial 1) était beaucoup plus systématique dans son approche, notamment au niveau de l'évaluation des dégâts et des besoins ; 2) que du fait même de l'autorité dont il disposait il lui était possible de mobiliser à la fois toute la structure administrative déjà en place et les bonnes volontés locales — en d'autres termes, la charité ; et 3) que dans les périodes d'ascendance dynastique au moins (mais ce ne sera plus vrai au 19^e siècle), il disposait d'une considérable force de frappe économique sous la forme de réserves du trésor, de surplus fiscaux, et de stocks de grains qu'il lui était possible de mobiliser à l'intérieur de vastes régions afin de les concentrer sur les zones souffrant de famine.

Mais il est important de ne pas oublier que cette intervention massive, bien organisée et efficace de l'État, qui à lire les textes réglementaires aurait dû être la norme, la routine en quelque sorte — même si dans la rhétorique officielle il s'agissait toujours de « bienfaisance impériale » (*huang'en* 皇恩), en d'autres termes d'une forme un peu spéciale de charité — cette intervention n'a réellement fonctionné au mieux de ses possibilités que pendant une période assez limitée — disons, entre 1730 et 1800 environ ; et même là, il y avait inévitablement des dysfonctionnements. C'était une opération bureaucratique, après tout, avec tout ce que cela implique de lourdeur et de lenteur, surtout si l'on se rappelle que c'était une opération bureaucratique *hautement centralisée*, au sens où rien ne pouvait être fait sans l'approbation préalable du trône ; et cela entraînait beaucoup de délais en raison de la lenteur des communications à l'époque prémoderne, même dans les situations exceptionnellement graves où l'on réduisait au minimum les délais de discussion et de prise de décision et où l'on recourait à la vitesse maximum pour faire passer les correspondances entre le gouvernement central et le terrain. Et à cela il faut ajouter que l'on n'était jamais à l'abri de ces défauts inhérents à la bureaucratie impériale, comme à beaucoup d'autres bureaucraties, qu'étaient l'indifférence et la corruption. Sans évoquer certains scandales fameux, dès les années 1780, qui mettaient au jour des détournements de fonds massifs et des rapports systématiquement trafiqués, il est assez clair qu'en dehors des quelques cas où l'empereur s'investissait personnellement, où il envoyait des émissaires spéciaux sur le terrain et où les fonctionnaires locaux étaient maintenus dans un état d'alerte permanent, il y avait toujours beaucoup de lenteur dans l'action, d'à peu près dans les comptes, et de gaspillage de ressources — de coulage, si l'on peut dire.

Transparence, publicité et rapidité

Or, c'est sur de tels points que, pratiquement dès ses débuts dans les années 1870, la philanthropie moderne (de type *yizhen*) a cherché à se distinguer des pratiques de l'administration. C'est tout particulièrement vrai en ce qui concerne la publicité et la clarté des comptes. Comme il était naturel, puisque leurs ressources provenaient entièrement de donations volontaires faites par des personnes privées, les responsables des organismes philanthropiques insistaient toujours sur le fait que leurs opérations étaient gérées avec la plus parfaite intégrité et que les donateurs n'avaient absolument pas à craindre que leurs dons se perdent en route, ou qu'ils soient gaspillés, ou même détournés par le personnel subalterne, comme on affirmait que

c'était toujours le cas dans l'administration. Or, la meilleure manière de garantir la transparence des comptes, c'était de les *publier*, et c'est ce que faisaient systématiquement les organisations charitables : on rendait publics la liste des donations, avec les noms des donateurs, ainsi que le détail des dépenses, tout en indiquant le nom des collaborateurs qui avaient été responsables des fonds et de leur utilisation ; et à la fin des opérations on publiait un fascicule qui exposait en détail tout ce qui avait été fait, qui récapitulait la comptabilité, ainsi que la liste des dons et des donateurs, et enfin celle du personnel qui avait été en charge des opérations.

Ces rapports de gestion financière portaient le nom de *zhengxinlu* 徵信錄 (*zhengxin* signifie littéralement « s'assurer de la véracité »). Et ce qui est intéressant, c'est que ces *zhengxinlu* n'étaient pas une nouveauté dans le monde de la charité. Comme l'a récemment souligné Xia Mingfang 夏明方, un professeur de l'Université du peuple à Pékin spécialiste de ces questions (sur lesquelles travaille toute une équipe de son institut), on trouve dans les archives et dans les collections de nombreux *zhengxinlu* datant d'avant la guerre de l'opium (de la première moitié des Qing, donc), qui de la même façon publient les comptabilités de toutes sortes d'opérations et d'institutions charitables¹⁴. Autrement dit, cette exigence de transparence financière, dont l'objet est de mettre en évidence la parfaite honnêteté de la gestion des responsables, n'est pas, comme on le dit souvent, une innovation de la philanthropie moderne, et une innovation qui serait apparue sous l'influence des missionnaires chrétiens — même si l'intégrité et la rigueur comptable des missionnaires étaient en effet notoires et qu'elles renforçaient beaucoup leur position dans la compétition avec les philanthropes bouddhiques à laquelle j'ai déjà fait allusion. Et puis, détail important, il ne faut quand même pas oublier que pour ainsi dire la totalité des *leaders* de cette philanthropie bouddhique étaient par profession des marchands, donc des gens qui étaient supposés savoir ce que c'est qu'une comptabilité bien tenue et une clientèle qui vous fait confiance — je veux dire, sans avoir à l'apprendre des missionnaires.

Un autre point fort des organisations charitables dans les opérations de secours, et dont elles se prévalaient également par rapport à l'administration, c'était la rapidité, laquelle était évidemment une qualité essentielle dans ces affaires où l'on était tout le temps en train de faire face à des situations d'urgence. La philanthropie pouvait être rapide parce qu'elle était décentralisée et qu'elle n'était pas sujette aux contrôles en cascade et aux lenteurs de la hiérarchie administrative. Il n'y avait pas de chaîne de commande compliquée, mais, simplement, d'un côté un quartier général, installé presque toujours à Shanghai, avec son secrétariat, sa comptabilité, ses archives, son service de communication et de propagande, etc., et qui comme on l'a vu coordonnait fréquemment les activités de plusieurs organisations ; et, de l'autre côté, les équipes envoyées sur le terrain, qui étaient en liaison constante aussi bien avec les organisations charitables locales qu'avec le quartier général, et qui en outre disposaient apparemment d'une assez grande liberté de manœuvre. Par contraste, les fonctionnaires impériaux qui géraient l'administration de la famine sur le terrain étaient corsetés par tout un appareil de règlements et de procédures, et étaient dans les faits encouragés à ne pas prendre d'initiative ; ou quand ils en prenaient, c'était toujours à leurs risques et périls.

Il faut aussi se souvenir du fait que les efforts des organisations charitables et philanthropiques à la fin des Qing et au début de la République ont beaucoup profité de la modernisation rapide des communications et des transports à cette époque. Pour la philanthropie la plus engagée, de tels développements étaient évidemment une incitation à sortir du cadre local où elle trouvait ses origines, à concevoir son action à l'échelle de tout le pays, et d'une manière plus générale à moderniser ses méthodes et ses procédures. Et à ce sujet, encore une fois, il n'est pas indifférent que les chefs de file de la philanthropie moderne aient été dans leur majorité des grands négociants, que c'étaient donc, par profession en quelque sorte,

¹⁴ Xia Mingfang, « 古今救災制度的差距與變遷 », interview dans la revue *Nanfeng chuang* 南風窗, 8 octobre 2006.

des gens ouverts aux innovations techniques et habitués à fonctionner en réseau entre des territoires distants ; et pour cette raison, donc, ils n'étaient certainement pas les derniers à tirer parti de ces nouvelles possibilités techniques.

Le télégraphe, qui a eu un tel impact en Chine dès la fin du 19^e siècle, et dans tous les domaines (administratif, économique, et aussi, bien sûr, politique et militaire — j'avais eu l'occasion d'en dire un mot lorsque j'ai parlé de la guerre civile au Shaanxi au début de la République) —, le télégraphe, donc, y fait son apparition en 1879, sous le patronage de Li Hongzhang 李鴻章 (1823-1901). Li Hongzhang est alors gouverneur général de la province métropolitaine, mais c'est surtout l'homme d'État le plus puissant de l'époque et l'un des grands promoteurs de la modernisation technologique, et notamment militaire, à la fin des Qing ; d'ailleurs les premières applications du télégraphe étaient réservées à la transmission des renseignements militaires entre Pékin et Tianjin, où Li Hongzhang avait sa base. Mais ensuite le télégraphe va très rapidement tisser sa toile entre toutes les villes importantes de Chine, et il va servir aussi bien à des usages civils, et notamment (puisque c'est cela qui nous concerne) aux communications des principales entreprises philanthropiques. Il se trouve en effet que plusieurs *leaders* de la nouvelle philanthropie étaient également associés aux entreprises semi-publiques de modernisation patronnées par Li Hongzhang et par plusieurs satrapes provinciaux de la fin du 19^e siècle — je veux parler de ces entreprises qui étaient la face la plus visible de ce qu'on appelle le « mouvement des affaires occidentales » (*yangwu yundong* 洋務運動), lequel se concentrait sur les aspects *matériels* de la modernisation et s'efforçait de combler le gouffre technologique qui séparait à l'époque la Chine des puissances occidentales ; et du fait même de cette association, ces chefs de la philanthropie disposaient d'un accès privilégié aux nouveaux moyens comme le télégraphe.

(Et à ce propos, si je puis m'autoriser une petite digression de nature, disons historiographique, s'il est une chose sur laquelle on ne saurait trop insister, c'est bien le côté multidimensionnel, ou polyvalent, de beaucoup de ces chefs de la philanthropie : à la limite le même individu pouvait être *à la fois* un riche marchand à la tête de nombreuses affaires, membre dirigeant de la chambre de commerce de Shanghai, etc., un bouddhiste laïc passionné investi dans le prosélytisme et dans la charité, un membre actif d'une de ces machines bureaucratiques informelles sur lesquelles s'appuyaient les plus puissants gouverneurs provinciaux de l'époque pour gérer leurs entreprises de modernisation industrielle, militaire, éducative, etc., et en plus de tout cela, pour beaucoup d'entre eux, un « fonctionnaire » au sens où il détenait un rang dans l'administration, qu'il avait acquis contre argent comme je l'ai expliqué. Or, le problème, pour l'historien, c'est que les sources ne saisissent pour ainsi dire jamais ces gens dans toutes leurs dimensions. Ce qu'elles nous présentent, suivant les cas, c'est le riche marchand du Zhejiang installé à Shanghai, le saint homme qui se dévoue à la promotion du bouddhisme, ou l'industriel chargé de gérer les projets de Li Hongzhang, de Zhang Zhidong ou de tout autre. Et il faut un certain effort intellectuel, et un minimum de recherche, pour réaliser que c'est en fait la même personne, et pour la restituer, cette personne, dans la totalité de ses activités et en prenant en compte toutes ses facettes. J'en ai fait il y a quelques temps l'expérience en lisant un gros manuscrit sur lequel le centre asiatique de Harvard m'avait demandé un avis, et qui portait sur l'organisation bureaucratique, mais informelle (hors du contrôle du gouvernement central), très vaste et très ramifiée, dont s'était entouré Zhang Zhidong 張之洞 (1837-1909), l'un de ces satrapes dont je parlais, qui a été l'homme fort du moyen Yangzi pendant une bonne partie de la fin des Qing. Le manuscrit n'était pas publiable, mais il était bourré de choses intéressantes ; or, justement, on y voyait apparaître une quantité de personnages que l'auteur présentait comme des bureaucrates ou des entrepreneurs exclusivement au service de Zhang Zhidong — parce que c'est ce que lui disaient ses sources, c'est-à-dire, principalement, les archives de Zhang Zhidong lui-même —, alors que je savais par ailleurs, pour plusieurs d'entre eux, qu'ils faisaient aussi beaucoup d'autres choses,

et en particulier que certains étaient des membres en vue, et très actifs, de la communauté philanthropique.)

Mais je referme là cette parenthèse et je reviens à mon sujet, le télégraphe — le télégraphe qui est devenu dès le début des années 1880 le moyen normal pour transmettre en temps réel des informations sur les zones touchées par des désastres, pour faire circuler les directives, les rapports, les comptes, etc., et pour transférer des fonds. À tel point qu'il arrivait que les immeubles des compagnies télégraphiques à Shanghai soient utilisés par les responsables des organismes de coordination philanthropique pour y installer un bureau de réception et de dispatching des fonds recueillis auprès des donateurs, et un centre de transmissions pour garder le contact avec le terrain, recueillir des informations, et diriger les opérations en cours. Il va de soi que tout cela améliorerait considérablement l'efficacité des opérations de secours et permettait de faire face aux urgences sans perdre un temps précieux, en procédant à des échanges d'informations précises et, encore une fois, en temps réel. Au reste, avec l'extension du télégraphe à la plupart des sous-préfectures de l'empire au début de la République (à quoi s'ajoute peu à peu le téléphone, d'ailleurs), c'est devenu le moyen normal auquel recouraient les gouvernements locaux pour appeler au secours lorsqu'ils étaient confrontés à une crise à laquelle ils n'arrivaient plus à faire face ; et là encore, nous en verrons un exemple particulièrement frappant au Shaanxi pendant la famine de 1930. Car les pouvoirs publics étaient les premiers à disposer du télégraphe, cela va sans dire ; mais la raison pour laquelle celui-ci a surtout profité aux entreprises philanthropiques, en tout cas pour régler ce genre de problème, c'est que les pouvoirs publics étaient largement réduits à l'impuissance par manque de moyens, et aussi parce qu'à cette époque le gouvernement central avait bien d'autres problèmes à régler que les crises de subsistances, lesquelles n'étaient pas vraiment une priorité dans la répartition des ressources qu'il contrôlait ; et que c'est donc la philanthropie qui a, comme je le disais, pris la relève en se montrant capable à la fois de mobiliser les ressources disponibles dans la société, par le biais de ses campagnes d'appel à la charité, et de mettre sur le terrain un personnel militant et motivé, beaucoup plus efficace que les machines administratives locales, avec lesquelles il tendait d'ailleurs à minimiser les contacts.

Je pourrais aussi dire un mot de l'apparition des moyens de transport modernes, dont l'impact, comme il est facile d'imaginer, a également été sensible sur la conduite des opérations de secours, surtout bien sûr quand il s'agissait de transférer des stocks de grains dans les régions souffrant de famine. Mais là, c'est un peu plus compliqué qu'avec le télégraphe, dont on peut dire que dans les premières années de la République il mettait en communication pratiquement toutes les régions du pays. Par contraste, le réseau de routes carrossables — c'est-à-dire accessibles aux camions dans des conditions raisonnables d'utilisation, et pas seulement aux charrettes, aux bêtes de somme ou aux chaises à porteurs — a mis beaucoup plus de temps que le télégraphe à s'étendre jusque dans les provinces périphériques et les zones reculées. Et la même chose est vraie s'agissant du réseau ferré, en dehors de quelques voies locales d'intérêt stratégique et de quelques grandes radiales achevées, ou au moins bien avancées, dès avant la fin de l'empire. Au reste, l'utilisation du chemin de fer par les philanthropes pour leurs opérations de secours n'allait pas toujours de soi, en particulier pendant les innombrables conflits entre seigneurs de la guerre qui émaillent la décennie 1920, lorsque les militaires monopolisaient le matériel roulant pour leurs propres usages — mais j'en avais dit un mot dans mon premier cours de cette année, lorsque je vous avais livré un bref aperçu des circonstances de la famine dans le Guanzhong en 1930. À cette date, en fait, il n'y avait pas un seul kilomètre de voie ferrée au Guanzhong, et il n'existait pratiquement pas de chaussées modernes en dehors de la route principale donnant accès à Xi'an depuis l'est — si bien que les trajets en camion, là où ils étaient possibles, étaient parfois extrêmement périlleux ; en revanche le télégraphe fonctionnait depuis longtemps dans une bonne partie de la province.

C'est probablement la navigation à vapeur qui s'est le plus rapidement imposée en Chine comme moyen de transport moderne, efficace et à bas coût, au moins sur les principaux axes fluviaux de l'empire, à commencer par le Yangzi, et le long de la côte. Les compagnies étrangères ont été les premières à occuper le marché, mais les compagnies chinoises les ont assez vite rejointes, et de façon assez concurrentielle, dès les années 1870, là encore grâce aux entreprises patronnées par Li Hongzhang. Mais la navigation traditionnelle, par barges ou par jonques, est restée dominante dans beaucoup de régions et sur la plupart des voies d'eau secondaires : une fois de plus le Shaanxi, où la seule voie navigable est le cours inférieur de la Wei, nous en donne l'exemple, et jusqu'au début des années 1930.

Mais je ne m'attarde pas là-dessus, et d'ailleurs, je n'ai pas l'impression, à en juger par tout ce que j'ai pu lire, que la modernisation des transports fluviaux, contrairement aux chemins de fer, ait fait une grosse différence en ce qui concerne le sujet qui nous occupe, du moins pour les entreprises philanthropiques en Chine du Nord. En revanche, il est un autre aspect de la modernisation des communications, ou plutôt de *la* communication, qui a eu un impact considérable, au même titre que le télégraphe : c'est l'apparition des médias modernes, c'est-à-dire essentiellement d'une *presse moderne*.

L'utilisation des médias

Je disais tout à l'heure que le télégraphe a beaucoup fait, dès la fin des Qing, pour assurer une information rapide, en temps réel en quelque sorte, sur tous les désastres survenant dans l'intérieur qui étaient susceptibles d'attirer l'attention des organisations philanthropiques basées à Shanghai, et ensuite pour permettre à celles-ci de coordonner le développement de leurs activités sur le terrain. Mais cette information, encore fallait-il la faire passer dans le public, surtout si l'on voulait que celui-ci réagisse en mettant la main à la poche, donc en versant des contributions, essentiellement, mais aussi en participant à des ventes de charité (certains lettrés connus, comme par exemple Kang Youwei 康有為 en 1922, faisaient don de leurs peintures ou de leurs calligraphies), ou en achetant des billets pour des spectacles dont les recettes étaient destinées aux œuvres (on trouve mention dans la littérature de l'un ou l'autre de ces spectacles pour lesquels les acteurs les plus célèbres de l'époque s'étaient déplacés), ou même en achetant des tickets de loterie dont le produit était spécialement destiné aux entreprises charitables. Pour réussir, tout cela demandait beaucoup de communication et de publicité. Or, il se trouve que les promoteurs de la philanthropie à Shanghai et dans les grandes villes du bas Yangzi se sont révélés de grands communicateurs, en ce sens qu'ils ont su se servir intensivement et efficacement de la presse pour médiatiser aussi bien les événements qui sollicitaient leur intervention que le déroulement de leurs propres efforts. Et pour ce faire, donc, ils font paraître article après article afin d'alerter le public et de solliciter les contributions, ils assurent la publicité des campagnes de donations dans les journaux, et ils y publient leurs comptes.

L'organe central (sans être pour autant unique) de ces campagnes de communication, c'était le doyen des journaux de Shanghai en langue chinoise, auquel j'ai déjà fait allusion la semaine dernière, le *Shenbao* 申報. Le *Shenbao* avait été fondé en 1872, il avait un propriétaire anglais, et il avait ses bureaux dans la concession internationale. Mais les journalistes qui le rédigeaient étaient tous chinois — en fait, surtout au début de son histoire, c'étaient plus des lettrés traditionnels intéressés par les idées modernes et donnant dans l'essayisme politique que des « reporters » au sens du terme qui nous est familier ; et ce qui les concernait à l'origine, c'était d'encourager l'opinion publique, c'est-à-dire leurs concitoyens, à s'exprimer (les textes envoyés par les lecteurs tenaient une grande place dans le journal), à réclamer un minimum de transparence dans la conduite des affaires de l'État, et à exercer un droit de critique et de remontrance dont il n'était pas difficile de justifier la légitimité historique en s'appuyant sur force citations extraites des classiques et des auteurs anciens ; d'ailleurs, avant la République la

rédaction du *Shenbao* était souvent surnommée « le censorat de Shanghai », et c'est un rôle qu'elle assumait de façon tout à fait explicite et avec beaucoup de conviction.

Quoi qu'il en soit, dès le moment de la famine de Guangxu (donc à une époque où il n'existait que depuis un tout petit nombre d'années), le *Shenbao* s'était constitué en tribune et en même temps, pourrait-on dire, en plaque tournante de la philanthropie, et c'est un rôle qu'il a conservé jusque pendant la période républicaine. En effet, non seulement le journal publiait tous les avis, informations, proclamations et appels à contributions des associations qui participaient aux efforts de lutte contre les désastres naturels et la famine — en plus d'articles généraux consacrés à la situation dans les zones concernées —, mais encore il avait constitué en son sein, et dès le début de la famine de Guangxu, un « bureau d'assistance aux secours » (le *Shenbaoguan xiezhensuo* 申報館協賑所). Ce bureau lançait lui-même ses propres campagnes de collecte des fonds auprès de son lectorat — disons, l'élite progressiste de Shanghai et des grandes villes du bas Yangzi —, en particulier ces ventes d'œuvres d'art et autres manifestations culturelles charitables dont j'ai parlé tout à l'heure ; et bien entendu il en publiait les comptabilités détaillées. Mais d'une manière plus générale le journal était le lieu naturel de publication de tous les matériaux communiqués par les organisations philanthropiques, tels que, encore une fois, les listes de donateurs, les comptes financiers, les rapports d'activité, et ainsi de suite.

La question du droit à l'information

Soit dit en passant, ce souci de la transparence et de la publicité, et tout simplement de l'information, tellement caractéristique de ce que j'appelle la philanthropie chinoise moderne, à la fin des Qing et sous la République, soulève un problème intéressant, qui est d'une certaine manière un problème *politique*. Mon attention a été attirée sur ce point à la lecture d'un court article sur lequel je suis tombé récemment, paru en 2005 dans l'édition en ligne d'un magazine juridique appelé *Fazhi zaobao* 法制早報 (*La revue juridique du matin*). Cet hebdomadaire, qui existe depuis 2004 dans sa forme papier, vient en complément du *Quotidien juridique* (le *Fazhi ribao*), publié sous l'égide du ministère chinois de la justice ; mais j'ai l'impression qu'en dépit de ce patronage c'est une revue assez ouverte au débat juridique, qui comme vous le savez est très actif aujourd'hui en Chine — à l'instar, par exemple, d'un autre magazine publié sous l'égide du même ministère, *L'Avocat chinois* (*Zhongguo lishi*), dont nous avons parlé certains de nos collègues pendant le séminaire de 2003. En tout cas l'article en question a pour titre « le droit du peuple à l'information sur les désastres » (人民的“災難知情權”, litt. le « droit de connaître les circonstances en cas de désastre ») ; et ce dont il s'agit plus précisément, c'est non seulement l'information du peuple sur les conséquences des désastres, mais encore l'information sur la façon dont le gouvernement y réagit, les mesures qu'il prend, etc.¹⁵ Le problème qui préoccupe évidemment l'auteur, c'est la façon dont les choses se passent *aujourd'hui* en Chine. Il commence par faire allusion aux cyclones qui venaient de toucher les côtes chinoises, au Fujian et ailleurs, à propos desquels il y a eu en effet une tentative de rétention de l'information de la part des autorités (il ne le dit pas, mais c'est bien connu, et il aurait aussi pu parler de la crise du SARS), ainsi qu'au cyclone Katrina qui a détruit la Nouvelle-Orléans, à propos duquel l'information a au contraire largement circulé (il ne le précise pas non plus, mais c'est sous-entendu), et certainement pas à l'avantage du gouvernement américain. Donc, conclut-il au bout de son premier paragraphe, la question, c'est celle du « droit à l'information sur les désastres ».

La dernière partie de l'article, quant à elle, s'étonne qu'en 2000 le « bureau des secrets d'État » dépendant du ministère de l'intérieur (le *Guojia baomiju* 國家保密局) ait décidé que

¹⁵ L'auteur de ce « commentaire » (*pinglun*) est un certain Zhi Zhenfeng 支振鋒 et il a été envoyé de Shaoyang (Hunan) le 19 septembre 2005.

les informations relatives aux dégâts et aux victimes des désastres naturelles devaient rester classifiées — ceci alors que, dit l'auteur, la Chine est héritière d'une glorieuse tradition (de « plusieurs milliers d'années », comme il se doit) d'administration de la famine et de protection des populations. Mais ensuite il se félicite de ce qu'en septembre 2005, à la suite des typhons dont je parlais, le gouvernement a au contraire décidé de *déclassifier* ces informations, ce que l'auteur de l'article interprète comme une manifestation d'ouverture du gouvernement et de plus grande confiance envers le peuple — exactement comme les décisions de déclassification et de droit à l'accès aux archives prises par le gouvernement américain depuis plusieurs années, auxquelles il fait allusion un peu plus haut.

Cela étant, si je parle de tout cela, c'est parce qu'avant d'arriver à ces conclusions l'auteur évoque, justement, la glorieuse tradition impériale d'administration de la famine, et pour ce faire il s'appuie sur mon ouvrage *Bureaucratie et famine en Chine au 18^e siècle*, dont la traduction chinoise venait à l'époque de sortir, et qui présente en effet les choses à une époque où elles fonctionnaient plutôt bien. Mais il regrette que je n'aie pas abordé, justement, la question de l'information, et il affirme n'avoir lui-même rien trouvé sur cet aspect des choses dans l'histoire officielle des Qing (le *Qingshigao*) ; et il en conclut qu'en effet, aussi bien sous l'empire que sous la république, le peuple n'était probablement pas en mesure d'obtenir la moindre donnée et la moindre information sur les actions du gouvernement en cas de désastre naturel.

Ce n'est en fait pas exact, même sous l'empire. (L'auteur de cet article est peut-être un juriste, mais ce n'est certainement pas un historien.) En dehors des correspondances privées qui circulaient à travers tout l'empire — il n'y avait bien sûr pas de « presse » au sens où nous l'entendons —, beaucoup de données étaient diffusées par le canal de ce journal officiel qu'on appelle la *Gazette de Pékin* (*dibao* 邸報), sous la forme, d'une part, de mémoires de gouverneurs rendant compte de la situation, ainsi que de leurs actions, et d'autre part sous la forme d'édits impériaux qui leur répondaient, qui leur donnaient des instructions, et qui tiraient éventuellement un bilan. Après tout un empereur comme Qianlong (au 18^e siècle), qui se flattait d'être un parangon de « bienfaisance envers le peuple » (*huang'en*) et un des meilleurs souverains de tous les temps, s'entendait à faire sa propre publicité ; et il s'entendait aussi à dénoncer les turpitudes des mauvais fonctionnaires, par exemple ceux qui géraient mal les désastres naturels, dont il considérait qu'ils l'avaient personnellement trahi. Si bien que la population, et pas seulement l'élite lettrée, pouvait tout à fait être au courant de ce qui se passait, même si ce n'était pas avec le même degré de rigueur dans l'information que c'est le cas, normalement, sous un gouvernement démocratique et moderne et avec les moyens d'information dont nous disposons.

Mais surtout, s'il avait été un peu plus sophistiqué historiquement, et s'il avait été mieux au courant de cette tendance récente à la réhabilitation de l'époque républicaine dont j'ai parlé la dernière fois, l'auteur de cet article n'aurait pas laissé entendre, juste en passant, que sous la République la population n'avait pas le moyen d'être informée sur ces problèmes — parce que c'est tout simplement faux. Il y avait sur le marché, bien au contraire, une vaste quantité d'information, et le plus souvent très précise, sur les désastres naturels et les famines et sur les mesures prises pour y faire face. J'en ai déjà pas mal parlé : il y avait la presse, qui était très active, et en général très libre, surtout les journaux basés dans les concessions des ports ouverts, il y avait toute cette documentation extrêmement précise publiée par les organismes philanthropiques, rendant compte de leurs enquêtes sur le terrain et de la situation qui y régnait, de leurs actions de toute nature, de leurs recettes et de leurs dépenses, et ainsi de suite ; et puis, il y avait les publications gouvernementales ; car, si le gouvernement républicain était rarement en mesure de déployer une action très efficace, et surtout à grande échelle, dans ce genre de circonstances, en revanche il n'hésitait pas à publier toutes les données dont il disposait.

Certes, le gouvernement républicain dit du Beiyang 北洋, c'est-à-dire le gouvernement de Pékin, considéré par les puissances étrangères comme seul gouvernement légitime de la Chine jusqu'à sa disparition en 1928, n'a jamais exercé de contrôle direct que sur une très petite partie du pays — en gros, il contrôlait la province métropolitaine, qu'on continuait d'appeler le Zhili 直隸 comme sous l'empire (et qui est devenue à partir de 1928 la province du Hebei) ; le reste de la Chine était soit en dissidence (comme le Guangdong, où Sun Yat-sen et ses héritiers — ou parfois rivaux — étaient à la tête d'un régime prétendant détenir la légitimité républicaine), soit aux mains de gouverneurs militaires théoriquement nommés, ou au moins confirmés, par Pékin, mais qui étaient en réalité des seigneurs de la guerre indépendants. Cela étant, le gouvernement du Beiyang disposait à Pékin de plusieurs ministères technocratiques d'un plutôt bon niveau, qui publiaient beaucoup de données et de statistiques, même si leur origine n'était pas toujours d'une très grande fiabilité.

Quant au gouvernement du Guomindang, installé à Nankin en 1928 après la réunification théorique du pays, il avait lui aussi une grande activité d'enquête et de publication de données. Une commission nationale sur les désastres naturels avait été mise en place, et pendant la famine de 1928-1930 en Chine du Nord, par exemple, cette commission a publié plusieurs recueils massifs de données chiffrées sur les conséquences du désastre, basés sur les informations transmises par les administrations locales, lesquelles compilaient et publiaient elles aussi toutes les données dont elles disposaient. J'en avais dit un mot l'année dernière, et j'avais souligné que ces chiffres, qui sont toujours d'une grande précision sur le nombre des victimes de la famine, sur les dégâts matériels, etc., sont pour cette raison même assez douteux lorsqu'on connaît les circonstances chaotiques dans lesquelles les données étaient supposés avoir été recueillies. Je donnerai d'ailleurs quelques exemples de ces publications locales lorsque nous reviendrons sur notre terrain du Shaanxi.

Au total, donc, et encore une fois, contrairement à ce que laisse entendre l'auteur de l'article sur le « droit à l'information » dont je parlais à l'instant, l'information sur les calamités naturelles dans la Chine républicaine était abondante, publiée, et reprise par des médias extrêmement actifs, cela même si elle était plus ou moins fiable (d'un point de vue strictement scientifique) en raison même des circonstances que traversait alors le pays. En bref, les citoyens qui avaient accès aux sources officielles ou au médias n'étaient pas du tout maintenus dans l'ignorance sur les malheurs qui s'abattaient sur une bonne partie d'entre eux ; et par ailleurs ils étaient tenus au courant dans le plus grand détail des actions poursuivies par les associations civiles — les organismes philanthropiques, donc — pour combattre les calamités naturelle et la famine, puisque aussi bien c'était sur elles que reposait l'essentiel de l'effort.

L'internationalisation de la famine en Chine

Mais ce n'est pas tout : l'une des raisons majeures pour lesquelles il eût été impossible dans la Chine républicaine d'entretenir une culture du secret comme celle que déplore l'auteur dont je parlais en ce qui concerne la Chine d'aujourd'hui — du moins jusqu'à cette heureuse décision prise en 2005 de déclassifier les données relatives aux conséquences des désastres naturels, décision qui est d'ailleurs loin de régler tout le problème de l'information sur les désastres, naturels ou autres, comme l'ont encore montré un certain nombre d'événements plus récents — l'une des raisons majeures, donc, c'est que la Chine républicaine, et de même la Chine des dernières décennies de l'empire, était un pays essentiellement *ouvert* — je veux dire, ouvert aux étrangers — et ce, même si c'était pour des raisons qu'elle n'avait pas toujours choisies ; alors que la Chine actuelle, où l'on continue de pratiquer assez assidûment la culture du secret d'État, n'a de toute évidence pas encore fini de sortir de la condition de pays *fermé* qui a été la sienne pendant toute la période maoïste. (Il suffira de rappeler, pour en rester au même sujet, que la terrible famine du grand bond en avant, à la fin des années 1950, s'est déroulée pour ainsi dire dans l'ignorance du monde extérieur.)

Et là, je voudrais revenir, de façon peut-être un peu plus systématique que je ne l'ai fait jusque là, sur un aspect des choses auquel j'ai déjà eu l'occasion de faire allusion plusieurs fois et que j'aurai encore à développer. Et cet aspect, dont je commencerai par traiter la semaine prochaine, c'est ce que j'appellerai peut-être *l'internationalisation de la famine* dans la Chine moderne — j'entends, avant 1949.

7/2/07

Le problème de l'information (rappel)

Vous vous souvenez que j'avais terminé mon dernier exposé en évoquant le problème de l'information du public (ou mieux, des citoyens) aussi bien sur les conséquences précises des désastres naturels susceptibles d'affliger l'une ou l'autre région de la Chine, hier et aujourd'hui, que sur la façon dont le gouvernement y fait face. Et à ce propos j'avais remarqué qu'à la fin de l'empire, et plus encore au début de la période républicaine, la question de la *réétention de l'information*, qu'un auteur que j'avais cité mentionnait à propos de la Chine actuelle, ne semble pas s'être réellement posée. L'information sur ces problèmes circulait de façon abondante, et souvent précise (dans la mesure du possible, bien sûr), au moins dans les grandes villes de la côte et dans la Chine en train, disons, de se moderniser. Et il y avait à cela plusieurs raisons, que je voudrais vous rappeler en deux mots avant de poursuivre

La première raison, c'est une certaine tradition impériale de publicité sur les actions du gouvernement en cas de désastre ou de famine ; une publicité dont on pourrait dire, quitte à simplifier un peu, qu'elle découlait de la nécessité, pour l'empereur régnant et pour la dynastie qu'il incarnait, de manifester à ses sujets qu'il se souciait de leur bien-être d'abord et avant tout et qu'il mettait tout en œuvre pour que la « générosité impériale » (*huang'en*) soit pour eux une réalité tangible. Après tout, la légitimité du souverain repose en premier lieu sur la sécurité matérielle du peuple : c'était, comme vous savez, un vieux thème de la monarchie chinoise, dont l'expression remontait au philosophe Mencius (soit quelque deux siècles avant la fondation de l'empire) ou même plus tôt encore. Tant et si bien que lorsque le souverain s'avère impuissant à remplir ses obligations dans ce domaine — que le climat se détraque, que les gens meurent de faim sans qu'on leur porte secours, etc. — il lui incombe de s'accuser lui-même, et d'accuser ses fonctionnaires par la même occasion (et, bien souvent, surtout ses fonctionnaires, mais c'est toujours lui le responsable ultime) : autrement dit, on ne cache pas les difficultés de l'empire, on les proclame, on les déplore, on menace les bureaucrates qui ne font pas leur travail, et on promet d'être plus vertueux afin que les choses s'arrangent. Et quand au contraire les choses vont bien, on le fait aussi savoir, bien sûr. Une bonne partie de cette communication (qui n'était pas que de la propagande) passait dans la *Gazette de Pékin*, qui, de proche en proche et de copie en copie, touchait un vaste public dans tout l'empire. Même si l'information la plus précise, ou la plus technique, était à usage interne, je ne pense pas qu'on puisse parler à l'époque impériale d'une « culture du secret » sur ce genre d'événements.

Cela étant dit, les choses sont un peu différentes dans les dernières décennies du régime impérial ; et là, le principal facteur, c'est ce que j'ai exposé la semaine dernière, c'est-à-dire le fait qu'à partir du règne de Guangxu la philanthropie privée a assez rapidement pris le pas sur les actions administratives pour combattre la famine, et que pour diverses raisons que j'avais exposées, incluant une certaine tradition de transparence comptable typique des associations charitables chinoises, les organisations philanthropiques engagées dans ce type d'action mettaient un point d'honneur à publier en détail leurs recettes et leurs dépenses, et en général leurs comptes rendus d'activité ; et pour ce faire, comme je l'avais aussi indiqué — et c'est une autre raison fondamentale de cette incontestable abondance d'information — pour ce faire elles ont eu systématiquement recours à la presse moderne en chinois, dont la naissance et le rapide développement dans les principaux ports ouverts (mais avec une circulation qui allait bien au-delà de ces zones protégées) coïncident assez exactement avec l'apparition et le développement de ce que l'on est convenu d'appeler la philanthropie moderne en Chine. Et bien sûr cette nouvelle presse ne servait pas que de support d'information et de propagande aux organismes philanthropiques de Shanghai ou d'ailleurs : elle remplissait aussi ce qui est la fonction normale d'une presse indépendante (et ces journaux chinois basés dans les concessions

étrangères étaient incontestablement indépendants, même si à partir de la fin du 19^e siècle il en existait aussi qui étaient patronnés par l'un ou l'autre de ces puissants gouverneurs provinciaux dont j'ai parlé), c'est-à-dire, tout simplement, fournir une information indépendante. Le lectorat de cette presse était donc très informé de ce qui se passait dans les régions frappées par des désastres naturels : il l'était par des correspondances publiées dans les journaux, et à partir d'un certain moment, à l'époque républicaine surtout, ceux-ci sont aussi allés recueillir l'information sur place, en y envoyant leurs propres reporters. Et à tout cela s'ajoute — là encore, autant que je puisse en juger, essentiellement sous le régime républicain — la multiplication des matériaux publiés par les autorités, sous forme de rapports, de bilans, de statistiques, etc.

Cela étant (et c'est la deuxième raison), j'avais terminé en rappelant ce fait important que, de gré ou de force, depuis 1860 la Chine était un pays *ouvert*, c'est-à-dire un pays dont le gouvernement n'avait tout simplement plus la possibilité d'interdire le territoire aux étrangers, comme avant les guerres de l'opium, autrement dit quand le commerce étranger était limité à une petite enclave près de Canton, qu'en principe les missionnaires n'étaient admis, et sous haute surveillance, qu'à la capitale, et que les ambassades qui traversaient occasionnellement le pays étaient étroitement encadrées : une situation, si l'on veut, qui n'est pas sans rappeler la Chine maoïste.

L'internationalisation de la famine

Et c'est à ce point que je voudrais revenir, de façon peut-être un peu plus systématique que je ne l'ai fait jusque-là, sur cet aspect des choses que je suggère d'appeler « l'internationalisation de la famine » dans la Chine moderne — j'entends, avant 1949. L'internationalisation de la famine en Chine remonte, comme beaucoup d'autres choses dont j'ai parlé, à la catastrophe climatique et humaine du début du règne de Guangxu ; et il semble d'ailleurs assez clair que l'émergence de cette philanthropie chinoise moderne dont j'ai déjà abondamment parlé — donc, à vocation nationale, et avec une très forte connotation bouddhique — a été jusqu'à un certain point la conséquence de cette internationalisation. Disons que la famine qui a ravagé la Chine du Nord dans les années 1870 a été la première à avoir, en quelque sorte, une *visibilité internationale*. Les missions chrétiennes (et notamment les missions protestantes), dont la littérature de propagande destinée à mobiliser la charité en Europe et en Amérique était pleine de descriptions déchirantes sur les malheurs qui s'abattaient sur les populations de Chine du Nord, ont bien sûr joué un rôle prépondérant dans ce sens ; mais en plus des missionnaires il y avait aussi tous les étrangers qui résidaient dans les ports ouverts et qui, depuis les traités de 1860, étaient autorisés à circuler un peu partout dans l'empire, que ce soit pour des raisons diplomatiques, commerciales ou, justement, religieuses ; il y avait les représentations diplomatiques à Pékin et dans un certain nombre de grandes villes (et parfois de pas tellement grandes villes : les ports ouverts, toujours), qui essayaient de se renseigner sur la situation et qui envoyaient des rapports (à quoi il faudrait d'ailleurs ajouter les employés occidentaux de l'administration des douanes impériales, qui publiaient des rapports annuels très détaillés auxquels j'avait fait allusion dans un précédent cours) ; et enfin il y avait la presse locale en langue anglaise, qui contribuait largement à faire l'opinion parmi les étrangers des ports ouverts, et dont le contenu passait dans la presse en Occident.

Dès janvier 1878 les résidents étrangers de Shanghai mettent en place un organisme appelé le China Famine Relief Fund, dont le but est de centraliser les donations d'origine étrangère, et qui ouvre aussitôt un bureau à Londres pour faire de la propagande en Angleterre et en Amérique et collecter des fonds¹⁶. L'ambassadeur chinois à Londres, le fameux Guo Songtao

¹⁶ Paul Richard Bohr, *Famine in China and the Missionary: Timothy Richard as Relief Administrator and Advocate of National Reform 1876-1884*, East Asian Research Center, Harvard University, 1972, p. 17 sq., reproduit un certain nombre de gravures chinoises sur la famine, extraites de The China Famine Relief Fund (ed.), *The Famine in China*, Londres, Kegan Paul & Co., 1878.

郭嵩燾 (1818-1891) (qui est en fait le premier ambassadeur qu'ait jamais eu la Chine dans un pays étranger), exprime dûment ses remerciements dans le *Times*, tout en regrettant que la Chine ne soit pas capable de se débrouiller toute seule dans de telles circonstances. En d'autres termes, la terrible famine de Guangxu est devenue une affaire internationale.

Mais, pour y revenir, c'est la publicité qu'a reçue en Chine même l'intervention des missions européennes et américaines, et tout particulièrement les efforts déployés avec une extraordinaire énergie, touchant au fanatisme, par une organisation protestante inter-dénominationnelle appelée la China Inland Mission, qui avait été fondée en Angleterre en 1865 et dont l'objectif était d'implanter la vraie religion (c'est-à-dire la religion protestante) dans les provinces de l'intérieur (les catholiques étant nettement en avance de ce point de vue) —, c'est cette publicité, donc, qui a de toute évidence eu un effet d'émulation sur les organisations charitables chinoises traditionnelles, et qui par là même a beaucoup contribué à les transformer et à les moderniser ; et ce, même si, contrairement à ce qu'on dit parfois, la philanthropie chinoise moderne n'a certainement pas tout appris des missionnaires. Mais, encore une fois, leur impact n'est pas discutable. Andrea Janku, qui a publié une étude intéressante sur la question, à laquelle j'avais d'ailleurs fait allusion il y a un an¹⁷, cite ainsi un article du *Shenbao* paru en mars 1878 qui, certes, encourage le public chinois à contribuer par ses donations à l'effort pour combattre la famine dans les provinces du Nord, et qui le fait en invoquant de la façon la plus traditionnelle les rétributions que sont en droit d'espérer les généreux donateurs (guérison des maladies, naissance de fils, longévité, succès aux examens, etc.) — et non seulement qu'ils sont en droit d'espérer, mais que confirment absolument de nombreuses anecdotes qui sont citées à l'appui dans le journal ; mais aussi qui souligne qu'il serait peut-être souhaitable de prendre exemple sur la générosité de ces Occidentaux qui, eux, n'attendent même pas de récompense. Le *Shenbao* propose donc les Occidentaux en modèle. Et, comme le remarque encore Andrea Janku (qui a beaucoup travaillé sur les débuts de la presse chinoise moderne), les journaux de Shanghai insistent : dès le départ ils s'étendent en longueur sur les contributions versées par les étrangers (et ils donnent des chiffres précis, impliquant donc de leur part une comptabilité rigoureuse et une intégrité parfaite) ; et ils le font volontiers en exprimant le regret que lesdits étrangers sachent se montrer plus généreux et plus impartiaux que les Chinois. Il faut croire que la leçon a porté, car ce n'est qu'avec un léger décalage que les responsables de la philanthropie chinoise des villes du bas Yangzi se mettent à leur tour à faire la propagande de leurs propres actions dans les mêmes journaux, et en publiant eux aussi des chiffres destinés à démontrer l'importance et la rigueur de leurs efforts.

Le débat sur les causes de la famine

Quoi qu'il en soit, cette internationalisation de la famine ne s'est pas seulement traduite par l'intervention directe de la philanthropie occidentale pendant la catastrophe des années 1870 et par un certain effet d'entraînement sur la philanthropie chinoise. Elle a aussi donné lieu, au sein de la communauté étrangère en Chine, à des débats sur les causes véritables de la famine et sur la meilleure façon de la combattre, ou si possible de la prévenir ; et à cette occasion les méthodes chinoises traditionnelles, qu'elles fussent mises en œuvre par l'administration ou par les organisations charitables, se sont trouvées sévèrement critiquées. En gros, on considérait que, d'une part, vendre aux victimes de la famine des grains à prix réduit — à des prix charitables, justement — gênait le fonctionnement naturel du commerce ; et que d'autre part leur distribuer des secours gratuits, sans contrepartie, simplement pour les aider à survivre, ou à survivre un peu plus longtemps, ne faisait que prolonger le problème ; ou si l'on veut, que cela ne faisait que le reporter en maintenant les masses dans le même état de dépendance. Ce qu'il

¹⁷ « Sowing happiness : spiritual competition in famine relief activities in late nineteenth-century China », *Journal of Chinese Ritual, Theatre and Folklore* / 民俗曲藝, 143 (2004), p. 89-118. Voir déjà Bohr, *Famine in China*, p. 81, qui pose la question.

fallait faire, c'était combattre la famine par des méthodes qu'on appelait « positives », c'est-à-dire par la modernisation, en édifiant des infrastructures productives, en construisant des routes et des chemins de fer, en élevant le niveau d'éducation, et ainsi de suite.

Je crois que j'avais déjà fait allusion à cela l'an passé ; mais ce qu'il faut également rappeler, c'est que cette critique des méthodes traditionnelles de secours et de la charité à fonds perdus, considérées donc comme des méthodes « négatives » (c'est un mot qu'on rencontre déjà chez les auteurs de l'époque), avait certains antécédents à l'époque impériale. Il ne faut pas oublier en effet qu'on rencontre très tôt (dès l'époque des Song, en fait) des partisans de la liberté du marché, même en temps de famine — ou de ce qui serait l'équivalent, toutes choses égales par ailleurs, de la liberté du marché pour un économiste moderne ; et d'autre part on savait très bien qu'il est préférable, quand c'est possible, d'employer les victimes de la famine à des travaux publics utiles, susceptibles d'améliorer la productivité et la sécurité de l'agriculture, et donc de diminuer l'occurrence de la famine. C'était la méthode dite *yi gong dai zhen* 以工代賑 ; mais, même en dehors des épisodes de crises de subsistances, la nécessité d'assurer l'avenir en édifiant des infrastructures de sécurité était une évidence pour tous les fonctionnaires territoriaux un tant soit peu responsables. Il n'en reste pas moins vrai que l'administration de la famine traditionnelle restait dominée par ces méthodes dites « négatives » ; et la critique à leur endroit s'est exprimée avec une véhémence nouvelle dans les milieux étrangers de Chine au moment de la famine de Guangxu. Mais ce qui est surtout important, c'est que cette critique a introduit un argument lui aussi nouveau, qui est celui de la *modernisation* : ce que disent les journaux anglais de Shanghai, c'est qu'il ne faut pas seulement s'efforcer de maintenir les facteurs de production, ou de les améliorer, il faut encore les changer, il faut faire intervenir les sciences et les techniques de l'Occident pour permettre à la Chine de sortir une bonne fois du cycle sans fin des crises de subsistances et des famines. Et le personnage-clé, dans cette vision des choses, ce n'est pas le philanthrope militant ou l'ordonnateur de la charité, ce n'est même pas le missionnaire chrétien, c'est l'ingénieur.

Et bien sûr ce thème va sans cesse revenir dans le discours sur la Chine et en Chine pendant toute la période qui nous occupe, jusqu'en 1930 et au-delà ; j'en ai déjà un peu parlé dans le passé, mais j'y reviendrai surtout lorsque j'en arriverai enfin à aborder de front cette question de l'émergence de la profession d'ingénieur en Chine, de son impact social et intellectuel, de son rôle politique, de la façon dont elle a acclimaté en Chine une certaine culture techniciste occidentale, et, occasionnellement, de son association avec la philanthropie. Cela étant, et pour y revenir, l'impact sur la philanthropie chinoise de ces critiques formulées par les résidents étrangers en Chine dès la fin des années 1870 a été très progressif. Certes, et comme nous l'avons déjà vu, on voit très vite s'élaborer une sorte de culture commune, partagée par les intervenants étrangers aussi bien que par les Chinois, y compris par cette philanthropie bouddhiste dont j'ai parlé — une culture qui intéresse à la fois les principes d'intervention sur des terrains éloignés (lesquels principes se distinguent nettement des méthodes traditionnelles de l'administration de la famine bureaucratique), et tout ce dont j'ai parlé la dernière fois, c'est-à-dire la propagande dans la presse, la publicité des comptes, etc. ; une culture commune où, encore une fois, les apports venaient des deux côtés, mais qui présentait incontestablement des éléments innovants par rapport à la tradition charitable chinoise — des éléments dont le plus décisif est sans doute cette vocation nouvelle à intervenir, justement, sur des terrains éloignés, cet activisme à l'échelle nationale qui se fait jour dès la famine de Guangxu, et qui confère de ce fait à la philanthropie une dimension et un statut tout à fait nouveaux aux yeux de la société comme de l'État — statut manifesté avec éclat une vingtaine d'années plus tard, au moment de la catastrophe des Boxeurs en 1900, lorsque la cour s'était réfugiée à Xi'an alors même que le Shaanxi souffrait d'une grave famine et que la situation y était explosive, et qu'elle n'avait eu d'autre recours que de faire appel aux philanthropes de Shanghai pour qu'ils viennent prendre les choses en main.

L'éducation et les grands travaux

En ce sens on peut parler, comme je l'ai fait, et comme le font tous les auteurs, de la naissance d'une philanthropie chinoise moderne dès l'époque de la famine de Guangxu. Mais d'autres éléments de cette modernité ne se sont imposés qu'au bout d'un certain temps. C'est le cas, notoirement, dans le domaine de l'éducation. L'un des principaux griefs des Occidentaux contre les méthodes chinoises traditionnelles d'assistance aux victimes des désastres naturels, c'est qu'elles ne cherchaient qu'à conserver les choses en l'état — à permettre aux gens de survivre, si l'on veut, c'est-à-dire de retrouver leur condition antérieure, de ne pas être privés de leurs moyens de production, etc. ; un retour à l'équilibre, en quelque sorte. Or, pour beaucoup, la Chine n'échapperait au cycle des famines qu'en sortant de son arriération, c'est-à-dire en élevant drastiquement le niveau d'éducation des populations et en leur donnant accès à des savoirs et à des comportements modernes. L'idée, en quelque sorte, c'est de combiner la mission nourricière de l'État et de l'élite (le *yang* 養) et leur fonction éducative (le *jiao* 教) — le binôme *jiaoyang* résume classiquement les responsabilités du souverain et de l'État vis-à-vis du peuple —, mais de les combiner avec des contenus nouveaux ; ou plutôt, comme disent certains responsables de la philanthropie, l'idée est (en quelque sorte) d'« intégrer la nourriture à l'éducation » (*yu yang yu jiao* 寓養于教), autrement dit de donner la priorité à l'éducation et d'en faire un *moyen* de l'assistance matérielle, en inculquant à ceux à qui elle est dispensée des compétences et des attitudes qui leur assureront l'indépendance et la sécurité économique. C'est donc toute la différence entre la charité qu'on critiquait comme « négative », qui encourageait la passivité, et un mode positif d'intervention philanthropique qui est en même temps un facteur de modernisation et de progrès par la façon dont il transforme les individus. Ce thème revient sans cesse dans le discours des philanthropes à partir du tournant du 20^e siècle.

Il semble en effet que les militants de la philanthropie chinoise n'aient commencé à se préoccuper sérieusement des problèmes d'éducation qu'à l'extrême fin du 19^e siècle. Je me réfère ici à ce qu'en disent en particulier deux auteurs, Zhou Qiuguang 周秋光 et Zeng Guilin 曾桂林, qui ont publié l'année dernière une histoire générale de la philanthropie en Chine¹⁸ que je n'ai pas encore eue entre les mains, mais à laquelle on peut accéder par internet. (Zhou Qiuguang, qui est professeur à l'université normale du Hunan, est aussi l'auteur de plusieurs travaux importants sur Xiong Xiling 熊希齡, cet ancien premier ministre et financier devenu philanthrope bouddhiste, que j'avais mentionné il y a quinze jours ; et Zeng Guilin est son étudiant.) Cette histoire de la philanthropie en Chine, donc, comporte une section sur le contenu et les spécificités de la philanthropie chinoise moderne, dont ils avaient d'ailleurs fait paraître dès 2004 une version abrégée dans le journal *Guangming ribao* (Clarté), que j'avais lue en premier. (Bien que dépendant du département de la propagande du Parti communiste, le *Guangming ribao*, qui s'adresse plutôt à un public d'intellectuels, est relativement ouvert dans ses opinions et dans ses approches, ce qui tient peut-être à ses origines, puisqu'il avait été créé par la Ligue démocratique de Chine juste à la veille de la fondation de la République populaire ; j'y ai trouvé plus d'une fois — grâce à Internet, toujours — des articles intéressants sur les sujets qui me concernent.) Mais la version complète de cet essai sur la philanthropie moderne est nettement plus substantielle, et, surtout, elle est abondamment annotée.

Or, d'après Zhou et Guang, et comme je le disais à l'instant, ce n'est qu'au moment de la réforme dite des Cent jours, en 1898, ou juste avant — donc pendant une période de débats très intenses sur l'avenir de la Chine —, que dans les milieux de la philanthropie chinoise, à Shanghai et ailleurs, le développement de l'éducation moderne est devenu un thème d'actualité, qu'il a même été considéré comme une des tâches les plus urgentes de l'époque, et que l'on a donc commencé de mettre sur pied et de financer des institutions d'enseignement dont le

¹⁸ *Zhongguo cishan jianshi* 中國慈善簡史, Pékin, Renmin chubanshe, 2006.

contenu et les méthodes s'inspiraient directement des modèles occidentaux que l'on avait sous les yeux dans les grandes villes, où les missionnaires protestants en particulier étaient très actifs sur le front de l'éducation. C'était dans l'air, comme je viens de le dire. La défaite catastrophique de la Chine face au Japon, en 1895, avait sonné le glas de l'approche purement instrumentale et technocratique caractéristique du « mouvement des affaires occidentales » (*yangwu yundong*), auquel j'ai fait allusion la dernière fois ; si bien que, du côté des intellectuels et des fonctionnaires réformateurs, on s'est pris à considérer qu'il était urgent de s'atteler à une transformation beaucoup plus en profondeur des institutions aussi bien que des mentalités et des savoirs, et à une transformation qui devrait toucher l'ensemble de la société chinoise — de ce qui était en train de devenir la *nation chinoise*, laquelle apparaissait désormais comme menacée —, et non pas seulement une petite élite de technocrates spécialisés dans lesdites « affaires occidentales ». C'est à ce moment qu'ont démarré pour de bon la réforme progressive de l'éducation, la création d'écoles nouveau style, l'introduction de matières dites « occidentales » (langues, philosophie, sciences, etc.), et enfin l'ouverture de l'enseignement sur le monde extérieur (par l'histoire et la géographie, notamment). On en a un exemple tout à fait significatif, et très vivant, dans l'autobiographie d'un personnage dont nous nous sommes déjà beaucoup occupés, l'ingénieur Li Yizhi 李儀祉. Li Yizhi (qui était né en 1882) nous raconte comment son père et son oncle, qui étaient des petits lettrés locaux de la région de Xi'an, donc indiscutablement très à l'écart des grands centres de réforme intellectuelle, s'étaient pris de passion pour les mathématiques et pour la géographie, qu'ils inculquaient à Li Yizhi et à son frère (les deux sont d'ailleurs devenus des mathématiciens de premier ordre), comment ils cherchaient par tous les moyens à se procurer des livres, et comment ils enseignaient également ces nouvelles matières dans les écoles progressistes qui étaient en train de se mettre en place un peu partout, d'ailleurs avec l'encouragement des responsables officiels de l'éducation dans la province. (Des écoles qui n'étaient pas des écoles charitables, en l'occurrence.) Et ce mouvement irrésistible d'occidentalisation — au moins partielle — de l'éducation ne s'est plus arrêté, malgré le coup d'État conservateur de septembre 1898 et la brutale mise au placard du train de réformes très audacieuses patronnées par l'empereur Guangxu ; non seulement il ne s'est plus arrêté, mais il s'est considérablement accéléré pendant la période des « nouvelles politiques » (*xinzheng*) — c'est-à-dire les dix dernières années de la dynastie des Qing, qui marquent le début de la modernisation en grand de la Chine —, et bien sûr sous la République.

Et donc, pour y revenir, la philanthropie a joué un rôle important là-dedans, surtout dans la région du bas Yangzi. On trouve, dans les exemples que citent Zhou et Zeng, les noms d'un bon nombre de *leaders* de la philanthropie shanghaienne à l'époque, et notamment de la philanthropie bouddhiste (ce que s'abstiennent d'ailleurs de mettre en valeur ces deux auteurs, et c'est très typique d'une bonne partie de la littérature sur la philanthropie publiée en Chine populaire) — comme par exemple Jing Yuanshan 經元善 (considéré dans ces années comme le chef de file de la philanthropie à Shanghai)¹⁹, Wang Yiting 王一亭 (dont j'ai déjà parlé), ou Shi Zejing 施則敬, l'un des fondateurs de la Croix-rouge chinoise dont je commencerai à parler tout à l'heure ; et on rencontre encore les noms de grands bureaucrates modernisateurs et entrepreneurs, comme Sheng Xuanhuai 盛宣懷 (1844-1916) ou Zhang Jian 張謇 (1853-1926) — l'un et l'autre, soit dit en passant, fondateurs d'universités techniques (l'Université des communications 交通大學 à Shanghai, le Collège d'ingénierie He-Hai 河海工程專門學校 à Nankin) où ont été formés de nombreux ingénieurs chinois — mais là on sort du domaine de la philanthropie, bien que Sheng Xuanhuai et Zhang Jian y aient été très actifs eux aussi ; ou enfin (un peu plus tard) on rencontre Xiong Xiling, que j'évoquais à l'instant, qui

¹⁹ Jing Yuanshan (1840-1903), originaire du Zhejiang, gérant de la société télégraphique de Sheng Xuanhuai, obligé d'aller se réfugier à Macao au début 1900 pour avoir fait passer un mémoire télégraphique collectif protestant contre l'intention de Cixi de déposer Guangxu ; le Portugal lui accorde le statut de réfugié politique.

s'est beaucoup occupé d'éducation à Pékin après avoir quitté la politique en 1917 (je vais en redire un mot).

Ce sont donc Jing Yuanshan et ses collègues qui ouvrent ce qui, nous dit-on, a été la première école de filles du pays (*nü xuetaang* 女學堂), en 1897, où l'on enseigne le calcul, la médecine, le droit et l'éducation, plus les métiers de l'artisanat. (Le mot *xuetaang*, bien qu'ancien, était plus particulièrement employé pour désigner les écoles modernes à la fin des Qing.) En 1898 ils mettent sur pied un autre *xuetaang*, mais agricole et artisanal celui-là (le *Nonggong xuetaang* 農工學堂), qui est un établissement technique où l'on apprend à fabriquer toutes sortes de spécialités, aussi bien celles que produisent déjà les différentes régions de Chine que d'autres qui viennent de l'étranger. De tels établissements sont destinés aux pauvres, et ils sont gratuits (c'est en quoi ce sont des écoles charitables, bien sûr), et ils sont parfois doublés d'orphelinats. Certes, il faut bien voir qu'ils ne représentent qu'une fraction du grand mouvement de création d'écoles modernes (ou modernisées) qui s'empare alors de la Chine, et de façon particulièrement spectaculaire pendant la décennie des nouvelles politiques, lorsqu'on voit fleurir les écoles techniques, professionnelles, spécialisées, etc., donc orientées vers la pratique et la production — en parallèle avec des établissements d'enseignement supérieur formant les étudiants aux disciplines modernes (ainsi la future université de Pékin, alors appelée *Jingshi daxuetaang* 京師大學堂, où Li Yizhi, encore lui, étudiera à partir de 1904). Ils ne représentent qu'une fraction, dis-je, mais c'est une fraction influente, parce que bon nombre de ces établissements charitables d'enseignement sont patronnés par des personnages en vue, par des « *leaders sociaux* », pourrait-on dire, qui occupent des positions dirigeantes dans toutes sortes d'entreprises philanthropiques et dont beaucoup sont en même temps des chefs de la communauté marchande dans les principales villes, et d'abord à Shanghai, qui jouent un rôle politique important, et qui sont aussi, nous l'avons vu, des représentants éminents du nouveau bouddhisme laïc qui émerge à la fin du 19^e siècle et dont on ne saurait trop souligner l'importance, même si, encore une fois, beaucoup d'auteurs tendent à passer sous silence cette facette de leur personnalité. Une mention spéciale pourrait être faite ici de l'école charitable (*ciyouyuan* 慈幼院) établie par Xiong Xiling dans les collines de l'Ouest à Pékin (les Xiangshan), qui a fonctionné pendant une trentaine d'années et qui a formé quelque 6 000 élèves au total. Une mention spéciale, car cet établissement, auquel Xiong Xiling a consacré la plus grande partie de sa considérable fortune (au grand dam de ses héritiers), réunissait tous les traits de cet enseignement charitable moderne dont je suis en train de parler : il était gratuit, il offrait un cursus complet à ses pensionnaires, avec une forte insistance sur l'enseignement professionnel et sur l'introduction de techniques et d'idées nouvelles, tout en accordant une grande place à la religion, et son fonctionnement, tout comme l'enseignement qu'il dispensait, reposaient sur l'idéal de service communautaire qui se trouve au centre de la culture philanthropique²⁰.

Et puis, toujours à propos de ces aspects dits « positifs », et en même temps modernisateurs, de la philanthropie chinoise, il faut rappeler qu'à l'époque républicaine l'organisation de grands travaux, dans le domaine de l'hydraulique en particulier (curage de canaux, réparation de digues, construction de nouveaux systèmes d'irrigation, etc.) — c'est-à-dire de chantiers où l'on faisait travailler les hommes valides en échange d'une allocation journalière, et qui étaient dirigés par des ingénieurs qui étaient eux aussi des philanthropes puisqu'ils acceptaient de travailler sans salaire — que cet aspect des choses, donc, a pris une importance croissante, et même majoritaire, dans le dispositif général de l'intervention philanthropique contre la famine et les calamités naturelles. Et là, bien sûr, nous retrouvons un domaine qui nous est familier, puisqu'une des clés de la sortie de famine au Shaanxi en 1930 sera le démarrage d'un tel

²⁰ Cf. Zhou Qiuguang 周秋光, *Xiong Xiling yu cishan jiaoyu shiye* 熊希齡與慈善教育事業, Changsha, Hunan jiaoyu chubanshe, 1991 ; CR in *JAS* 51-2.

chantier, celui du canal Jinghui 涇惠渠, dont j'ai déjà eu l'occasion de parler souvent et sur lequel nous reviendrons.

La référence aux modèles occidentaux est constante dans toutes ces entreprises — les entreprises éducatives, les travaux publics, et bien sûr les campagnes de secours —, et c'est en ce sens qu'on peut dire que toutes ces activités contribuent à élaborer cette « culture commune » dont je parlais tout à l'heure, résolument orientée vers la modernisation, et que les représentants de la philanthropie internationale basés en Chine partageaient avec leurs collègues chinois. Bien entendu cette culture commune s'élaborait aussi, et même surtout, par le canal des coopérations directes entre Chinois et étrangers ; et c'est là que je retrouve le thème, que je n'ai pas perdu de vue en dépit de toutes ces digressions, des organisations philanthropiques sino-étrangères.

Les organisations philanthropiques sino-étrangères

J'avais fait allusion la dernière fois à toutes ces associations dont le nom comporte toujours les mots *huayang* et *yizhenhui* (signifiant que ce sont des associations « sino-étrangères », et des « associations de secours philanthropique »). On en voit apparaître dès les dernières années de la dynastie des Qing dans la région du bas-Yangzi. Par exemple, une Huayang yizhenhui (appelée parfois Shanghai Huayang yizhenhui dans les sources) est fondée à la fin de 1910 par des dirigeants de la chambre de commerce de Shanghai associés à un missionnaire américain d'origine canadienne, John Calvin Ferguson (1866-1945) (un homme qui a passé en tout 57 ans en Chine), à la suite de graves inondations le long du Yangzi, au Jiangsu et au Anhui ; son premier siège social est installé, de façon typique, dans l'immeuble d'un journal, en l'occurrence le *Xinwenbao* 新聞報, et son comité directeur est une combinaison de marchands (ou nous retrouvons certains de nos laïcs bouddhistes) et de résidents étrangers dont les noms (en dehors de celui de Ferguson) ne sont malheureusement pas donnés par la source à laquelle j'ai eu accès (i.e. le site du bureau d'histoire locale de Shanghai) ; l'année suivante l'association renouvelle son comité, qui comprend désormais dix Chinois et dix étrangers. Et cette combinaison de notables chinois (de *shenshang*) et d'activistes appartenant à la communauté étrangère de Shanghai, qui se réunissaient chaque semaine, est manifestement très efficace : ils envoient lettres et télégrammes pour solliciter des prêts ou des dons non seulement aux autorités chinoises, mais encore aux représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, de l'Amérique et du Japon ; et bien sûr ils font une publicité intensive dans les journaux. Leur appel auprès du public chinois, soit dit en passant, est assez intéressant dans la mesure où il est tout à fait typique de la façon dont on essayait de « persuader » (le mot utilisé est *quan* 勸) les habitants de la métropole la plus riche de Chine de se défaire d'un peu de superflu pour aider les malheureux paysans qui mouraient de faim à quelques centaines de kilomètres de là. J'avais évoqué les ventes de charité et les spectacles offerts par des vedettes de l'opéra de Pékin, mais ici, ce qu'on suggère aux gens, c'est de « réaffecter telle ou telle dépense à l'aide aux secours au Anhui » (*yizhu Wan zhen* 移助皖賑) — puisque le Anhui a en effet été le principal site d'intervention de la Shanghai Huayang yizhenhui en 1910 ; et ces dépenses sur lesquelles ils pourraient économiser, ce sont les banquets de nouvel an dans les boutiques et les entrepôts (*hangzhan* 行棧, une institution typiquement shanghaienne), les réceptions pour les anniversaires ou les mariages, les jeûnes commémoratifs, etc. ; et on leur suggère aussi de faire un « effort proportionné », ou « calculé » pour aider aux mêmes secours (*zhuoliang juanzhu Wan zhen* 酌量捐助皖賑) à l'occasion de divers événements fastes tels que promotions dans l'administration, gros bénéfices dans les commerces et les entreprises, obtention d'une guérison, et ainsi de suite. Et en effet la Huayang yizhenhui de Shanghai a réuni suffisamment de moyens pour pouvoir intervenir plusieurs fois et, est-il dit, avec beaucoup d'efficacité, au Anhui.

On mentionne, presque exactement à la même époque, et toujours pour secourir les victimes des inondations dans la vallée du Yangzi, une autre Huayang yizhenhui, créée, elle, par un missionnaire américain appartenant à l'Église presbytérienne, nommé Joseph Bailie (1860-1935), dans le cadre de l'Université de Nankin (Jinling daxue 金陵大學), qui avait été fondée par des missionnaires en 1888, en association avec le lettré entrepreneur et philanthrope Zhang Jian, que j'ai cité tout à l'heure ; et cette association philanthropique sino-étrangère ne tarde pas à pouvoir se prévaloir du patronage (au moins moral) de tous les *leaders* politiques de la République naissante, à commencer par Sun Yat-sen et Yuan Shikai. Ce qui est intéressant dans ce cas, c'est que l'ambition éducatrice et modernisatrice est en quelque sorte à la base du projet, puisque cette Huayang yizhenhui était au départ une Zhongguo yinonghui 中國義農會 — une « Association philanthropique chinoise pour venir en aide aux paysans » —, et qu'à partir de son expérience de terrain au moment de cette campagne de secours, qui l'a convaincu du retard de la paysannerie chinoise, Bailie a fondé un département d'agronomie à l'Université Jinling, qui s'est beaucoup développé dans les années suivantes, jusqu'à devenir en 1921 le célèbre département d'économie agricole dont le patron était John Lossing Buck. Donc, là encore, on a cette combinaison de philanthropie à la chinoise, d'activisme missionnaire, et de politiques de modernisation et de développement.

Enfin, j'ai déjà dit un mot la semaine dernière de la Shanghai Huayang yizhenhui fondée en 1920, qui est restée extrêmement active et influente pendant toutes les années 1920 et 1930. Je n'y insiste donc pas, mais je souligne simplement qu'en même temps que la Shanghai Huayang yizhenhui, et contemporaines d'elle, il faut signaler l'existence des associations provinciales de secours répondant à cette même appellation — Huayang yizhenhui —, qui semblent s'être multipliées pendant la famine de 1920-1921 en Chine du Nord. Il y a une différence importante, cependant, qui est que ces associations, qui portaient le nom de leurs provinces respectives, limitaient en effet leur champ d'action aux dites provinces — à leurs propres ouailles, si vous voulez —, en quoi elles étaient d'une certaine façon dans la ligne des associations charitables de l'ancien temps ; à ceci près, bien sûr, qu'étant « sino-étrangères » elles s'associaient des résidents locaux étrangers (des missionnaires, presque toujours), et qu'elles essayaient par ce canal d'avoir accès à l'aide internationale. Comme je l'ai déjà rappelé, un bon nombre de ces associations provinciales sino-étrangères vont être regroupées peu de temps après sous la bannière de la CIFRC, qui est, comme l'indique son nom chinois, une *zonghui* 總會 (son nom complet est Zhongguo Huayang jiuzai yizhen zonghui), donc une association non seulement sino-étrangère, mais encore « de Chine », et « générale » ; ou si l'on veut, une sorte de *fédération* de toutes ces associations provinciales — mais, comme je l'ai déjà remarqué, une fédération très centralisée et où la plus grande partie des ressources, tout comme la définition des politiques, étaient directement contrôlées par les responsables de Pékin.

Mais avant de parler plus en détail de la CIFRC, qui est devenue dans l'historiographie l'archétype de la coopération sino-étrangère dans le domaine de la philanthropie, et sur laquelle nous disposons à présent d'une quantité de données, je voudrais consacrer quelques considérations à un type un peu différent, encore que lié à beaucoup d'égards, d'organisme philanthropique sino-étranger — différent par la mission qu'il s'assignait, en tout cas : je veux parler de la Croix-rouge chinoise. La Croix-rouge, comme nous allons le voir, occupe une place importante dans le dispositif général de la philanthropie moderne en Chine ; et nous verrons en outre qu'on la retrouve dans la longue liste d'associations charitables actives à Xi'an et autour de Xi'an pendant la famine qui culmine en 1930. Il faut encore ajouter que, dans certaines circonstances au moins, la Croix-rouge chinoise n'a pas été la seule en Chine à mettre en œuvre ce concept. Il y avait aussi une variante bouddhique de la Croix-rouge, fondée au début des années 1920, elle aussi à vocation internationale, et qui s'appelait non pas la « croix-rouge » (*hongshizi hui* 紅十字會), mais la « swastika rouge » (*Hongwanzi hui* 紅卍字會). Cette

« [International] Red Swastika Society » 世界紅卍字會 existe encore, et d'ailleurs elle se répand beaucoup sur Internet ; mais elle est extérieure au système de la Croix-rouge internationale, dont les symboles, comme vous savez, sont la croix rouge et le croissant rouge.

Et puis il y avait la Croix-rouge américaine, qui a été très active en Chine pendant la famine de 1920-1921 en Chine du Nord, mais qui en revanche, et comme je l'avais déjà mentionné l'année dernière, a décidé de ne pas s'impliquer pendant la famine de 1929-1930 ; et si elle a décidé de ne pas s'impliquer, c'est après avoir analysé les *causes* du désastre humain dont la Chine du Nord était alors le lieu, et s'être interrogée sur le rôle et les responsabilités respectives des différentes sortes d'associations philanthropiques. On ne peut d'ailleurs manquer de relever un certain paradoxe dans l'attitude de la Croix-rouge américaine à ce moment, puisque son principal argument pour ne pas bouger (c'est-à-dire pour ne pas faire campagne auprès du public américain) était que les populations de Chine du Nord souffraient d'abord des conséquences de la guerre civile et du désordre généralisé, et secondairement seulement de la sécheresse — alors que la vocation première de la Croix-rouge, c'est, justement, de secourir les victimes des conflits.

Quoi qu'il en soit (et je reviendrai certainement sur ces discussions), l'opposition même entre causes humaines et causes naturelles est classique dans la littérature chinoise consacrée aux calamités en tous genres, comme je l'avais d'ailleurs rappelé dans mon premier exposé : l'historiographie chinoise traditionnelle, dont on peut dire que la forme annalistique lui est consubstantielle, et qui comporte entre autres genres des traités spécialisés se présentant comme des énumérations chronologiques, s'est aussi intéressée aux calamités et aux catastrophes, auxquelles on attribuait en outre une signification cosmique (au sens où les catastrophes étaient interprétées comme le résultat des errements des hommes et de la colère du Ciel). Or, ces traités ou ces chapitres sur les catastrophes (ou plus généralement sur les événements anormaux) font dûment, et souvent dans leur forme même, la distinction entre, d'une part, les « désastres naturels » (*tianzai* 天災), et d'autre part les « calamités d'origine humaine » (*renhuo* 人禍). C'est par exemple le cas — pas toujours, mais souvent — dans les monographies locales chinoises traditionnelles (*difangzhi* 地方志), qu'on qualifie souvent de « chroniques locales », ou de « géographies locales » — en fait c'est les deux choses à la fois. Les monographies locales, dont il existe sous les Ming et surtout sous les Qing des éditions pour toutes les provinces et pour ainsi dire pour toutes les préfectures et toutes les sous-préfectures de l'empire, ont presque toutes un chapitre consacré aux « événements extraordinaires » (ou « anormaux ») qui ont affecté la localité ou la région en question, où l'on retrouve ces deux types d'événements ; au reste, les « calamités d'origine humaine » y sont parfois regroupées sous une rubrique dont le nom indique clairement de quoi il s'agit : les « événements militaires » (*bingshi* 兵事), autrement dit tous les type de troubles — invasions, rébellions, banditisme, etc. — qui se traduisent par des affrontements armés et qui impliquent donc, inévitablement, des victimes, comme on dit, « collatérales », c'est-à-dire des victimes civiles, ou non combattantes si l'on préfère. Or, porter assistance aux « victimes de la guerre et de la violence armée », combattantes ou non-combattantes, sans distinction d'appartenance, de confession, de race, ou de quoi que ce soit, c'est, comme on sait, l'objet principal de la Croix-rouge internationale depuis sa fondation par un groupe de philanthropes genevois en 1863, et c'est aussi celui des organisations nationales qui se réclament d'elle.

J'évoquerai donc dans mon prochain cours la naissance et le développement de la Croix-rouge en Chine, où l'on verra que les facteurs indigènes et les modèles étrangers sont étroitement combinés.

21/2/07

Parlant la dernière fois de l'apparition, dès la fin de la dynastie des Qing, d'un certain nombre d'organisations philanthropiques sino-étrangères vouées à l'organisation de secours au bénéfice des victimes de la famine, j'avais eu le temps de dire quelques mots d'une catégorie un peu différente d'organisations de ce type : celles qui s'inspirent du mouvement international de la Croix-rouge — mouvement né, comme vous le savez, avec la création du Comité international de la Croix-rouge (CICR) en 1863 à Genève, et dont la vocation première était, suivant la définition officielle, de « protéger la vie et la dignité des victimes de la guerre et de la violence interne », autrement dit de venir en aide aux victimes des conflits armés, aussi bien les combattants (dès lors qu'ils sont, si je puis dire, hors de combat) que les civils, partout dans le monde, sans distinction de statut ou de nationalité, et dans un but exclusivement humanitaire. La différence entre la Croix-rouge et les autres associations philanthropiques de secours n'est que relative, cependant, dans la mesure où, en temps de paix, les associations appartenant à la Croix-rouge sont également susceptibles de venir en aide aux victimes des calamités naturelles, et pas uniquement sous forme d'assistance médicale ; et à partir de là on se retrouve donc dans le même cas de figure qu'avec les associations philanthropiques dont j'ai parlé jusqu'ici.

C'est bien ce qui s'est passé avec les différentes versions de la Croix-rouge chinoise, qui sera mon sujet aujourd'hui²¹. En effet la Croix-rouge chinoise est beaucoup intervenue à l'occasion des grandes famines de l'époque républicaine ; et l'un des moments forts de cette intervention a été, justement, la terrible famine des années 1928-1930 dans le Nord-Ouest, laquelle reste (je vous le rappelle) à l'horizon de mes propos. C'est d'ailleurs de là que j'étais parti : j'avais noté la présence de plusieurs associations philanthropiques chinoises au Shaanxi (sur ce que j'appelle « notre terrain ») en 1929 et 1930, telle que la révèlent des sources locales en général inconnues des historiens ; et cette présence modifie notablement l'image que j'avais jusque là de la situation, sur la base à la fois des ouvrages généraux consacrés aux événements de ces années et de la documentation émanant de la CIFRC. Et c'est donc à partir de cette constatation que je me suis lancé ces dernières semaines dans une digression peut-être un peu longue, mais à mon avis indispensable — et j'espère intéressante —, sur les origines et le développement de ce qu'on est convenu d'appeler la *philanthropie chinoise moderne*. Et c'est ce que je vais finir de faire aujourd'hui, en parlant, donc, de la Croix-rouge.

Les origines de la Croix-rouge en Chine

Et d'abord, première question, comment le concept de la Croix-rouge a-t-il été introduit en Chine ? La naissance officielle de la Croix-rouge chinoise date de 1904 — à Shanghai, comme il se doit. Jusque récemment l'événement était le plus souvent interprété comme un effet direct de l'influence occidentale, ce qui n'a rien de surprenant dans la mesure où cette façon de voir les choses est tout à fait typique d'un modèle qui a longtemps dominé l'historiographie de la Chine moderne (sous l'influence, principalement, de l'école américaine fondée à Harvard par John Fairbank dans les années 1950), mais qui est aujourd'hui nettement passé de mode. Ce modèle, c'est celui de l'impact et de la réponse — de l'impact (ou du défi) occidental et de la réponse chinoise : l'Occident offre ses modèles, ou les impose par la force, ou simplement par l'évidence de leur efficacité, et la Chine réagit en essayant de les imiter, tout en les soumettant à des degrés variables d'adaptation. Et c'est ainsi que la Chine serait passée, non sans résistances et non sans crises, de la tradition à la modernité — les deux catégories s'entendant bien sûr, dans cette façon de penser, comme *exclusives l'une de l'autre*.

²¹ Sur la Croix-rouge chinoise, voir aussi Caroline Reeves, « The power of mercy : the Chinese Red Cross Society, 1900-1937 », PhD, Harvard, 1998.

Il va sans dire qu'on en est aujourd'hui à des vues un peu plus subtiles que cela. On a pu montrer, en particulier, que pendant la période de transition de la fin de l'empire et du début de la République les Chinois ont tenté avec un certain succès, et aussi avec un certain enthousiasme, de construire une modernité qui était d'abord et avant tout une modernité *chinoise*, fondée dans une tradition également *chinoise*, repensée et réinterprétée (au besoin réinventée), et en même temps ouverte sur le monde — il eût évidemment été difficile de faire autrement —, et intégrant sans difficultés particulières la plupart de ces « nouveaux savoirs » (comme on disait) introduits en Chine par l'Occident. Je pense en particulier, là-dessus, à un essai extrêmement substantiel et sophistiqué de mon collègue Yves Chevrier, qui paraîtra sous peu dans le volume sur la Chine et la démocratie dirigé par Mireille Delmas-Marty et moi-même, où il parle de l'émergence de ce qu'il appelle une « culture moderne » en Chine pendant cette époque de transition — ou encore d'une « première modernité », qui a cependant été remise en question et, d'une certaine manière, discréditée, par le modernisme beaucoup plus radical et anti-traditionnel (anti-confucéen, notamment) du mouvement du quatre mai 1919. En fait, cette construction d'une culture moderne originale, dès la fin de l'empire, c'est un peu ce dont je suis aussi en train de traiter en ce moment, dans ce domaine bien circonscrit qu'est l'émergence d'une philanthropie moderne.

Pour y revenir, plusieurs historiens chinois se sont intéressés assez récemment à l'histoire de la Croix-rouge chinoise — alors que je n'ai pas connaissance d'études en langues occidentales sur ce sujet, même si l'on en rencontre des mentions çà et là. Pour ne mentionner que les principales parmi ces études publiées en Chine, dont je me suis beaucoup inspiré pour mon exposé, il y a d'abord (pour suivre l'ordre chronologique) un assez long article sur la Croix-rouge chinoise à la fin des Qing, paru en 2000, dont l'auteur est Zhou Qiuguang, que j'ai déjà cité la dernière fois pour ses travaux sur la philanthropie chinoise moderne²² ; ensuite, un ouvrage sur « la Croix-rouge et la Chine moderne », paru en 2004, dont l'auteur est Chi Zihua 池子華²³ ; également un volume intitulé *Cent ans de Croix-rouge*, paru en 2003, qui est une publication plus officielle, dirigée par une responsable de la Croix-rouge chinoise dans les années 1990, et dont l'un des principaux auteurs est le même Chi Zihua²⁴ ; et enfin, un article assez bref mais très intéressant, paru en ligne en 2006 sur le site de l'Académie des sciences sociales de Chine, dont l'auteur est Zhu Hu 朱滢, et qui s'intéresse à ce qu'il appelle les « origines locales » de la Croix-rouge chinoise²⁵. (Il existe également un gros recueil de matériaux publié dès 1992 par la Croix-rouge chinoise elle-même, mais je n'ai pas encore pu le consulter²⁶.) Zhou Qiuguang, Chi Zihua et Zhu Hu, soit dit en passant, sont l'exemple même de ces historiens récents dont je parlais l'autre fois, qui ont en quelque sorte sorti de l'oubli l'histoire de la philanthropie chinoise moderne et à qui l'on doit de ce fait une nouvelle appréciation (nouvelle en Chine, en tout cas) de la société civile entre la fin de l'empire et l'avènement du régime communiste. Ils ont d'ailleurs publié de nombreux autres travaux sur la philanthropie moderne, comme je l'ai déjà signalé pour Zhou Qiuguang.

Un terrain favorable

Quoi qu'il en soit, ces auteurs montrent que la Croix-rouge chinoise n'est pas née un beau matin de la rencontre entre quelques activistes de la charité en Chine et un modèle extérieur

²² Zhou Qiuguang 周秋光, « Wan Qing shiqi de Zhongguo Hongshizi hui shulun » 晚清時期的紅十字會述論, *Jindaishi yanjiu*, 2000/3, p. 134-192.

²³ Chi Zihua, *Hongshizi yu jindai Zhongguo* 紅十字與近代中國, Hefei, Anhui renmin chubanshe, 2004.

²⁴ Sun Boqiu 孫柏秋 (éd.), *Bainian Hongshizi* 百年紅十字, Hefei, Anhui renmin chubanshe, 2003.

²⁵ Zhu Hu, « Zhongguo Hongshizi hui de difangxing qiyuan » 中國紅十字會的地方性起源.

²⁶ Zhongguo Hongshizi hui zonghui, éd., *Zhongguo hongshisihui lishi ziliao xuanbian 1904-1949* 中國紅十字會歷史資料選編, Nankin, Nanjing daxue chubanshe, 1993.

auquel ils auraient été initiés par les Occidentaux de Shanghai. Pour commencer, la Croix-rouge fait son apparition dans le paysage chinois avant 1904 — pas très longtemps avant, mais le concept comme l'appellation sont déjà là, et mis en œuvre par des Chinois, dès 1894 ; ensuite, il est important de remarquer que les principes et les méthodes de la Croix-rouge n'avaient *a priori* rien de surprenant ou de dérangeant pour les militants de cette philanthropie chinoise moderne qui s'élaborait dans les grandes villes du bas Yangzi depuis environ une génération. Par exemple, l'internationalisme et le non-alignement qui sont au fondement même de la Croix-rouge telle que l'avaient conçue ses fondateurs genevois au 19^e siècle trouvent sans peine un écho dans l'esprit de solidarité interprovinciale qui est aux origines de la philanthropie chinoise moderne, ainsi que nous l'avons déjà vu : les organismes charitables créés au moment de la famine de Guangxu, à la fin des années 1870, et qui se sont multipliés dans les décennies suivantes, capitalisaient, certes, sur une longue tradition de charité locale, mais leur raison d'être, justement, c'était d'aller porter secours aux « frères » (aux *tongbao* 同胞) en perdition à l'autre bout de la Chine ; et, de même — et de cela on rencontre des exemples particulièrement éloquentes pendant les guerres civiles des années 1920 —, il étaient « non-alignés » au sens où ils portaient leur action partout où c'était nécessaire, et humainement possible, sans se préoccuper de qui contrôlait la région en question ; et cela les conduisait bien souvent à franchir la ligne de front entre tels seigneurs de la guerre en train de se combattre, ou, en 1930, entre les forces de Chiang Kai-shek et celles de Feng Yuxiang, les secondes occupant le Shaanxi et les premières cherchant à les en déloger. D'ailleurs les envoyés des organismes philanthropiques étaient toujours bien accueillis et pourvus de tous les passeports nécessaires (c'est d'ailleurs la même chose pour les envoyés de la CIFRC, comme on le voit sans cesse dans les archives de l'ingénieur Todd). Mieux encore, la notion d'une philanthropie sans frontières ne leur était pas nécessairement étrangère, comme l'attestent les statuts de la Fédération des organismes charitables de Chine (Zhonghua cishantuan lianhehui), il est vrai fondée en 1919 seulement, dont j'avais parlé le mois dernier — statuts qui affichaient une vocation à intervenir partout dans le monde, de façon peut-être un peu don-quichottesque, mais après tout ils ont bien envoyé des secours et des équipes à Tokyo au moment du grand tremblement de terre de 1923.

Sun Yat-sen et son Manuel de premiers secours

De façon intéressante, et inattendue, l'un des tout premiers Chinois à avoir eu une connaissance relativement exhaustive de ce que c'est que la Croix-rouge n'est autre que Sun Yat-sen. En 1896, Sun Yat-sen, dont la tête était mise à prix depuis l'échec d'un coup d'État qu'il avait fomenté à Canton l'année précédente, et qui vivait en exil, se trouve à Londres ; à Londres où il se fait kidnapper et séquestrer par des agents de la Légation de Chine, dans des circonstances d'ailleurs mal élucidées. En tout cas, après que ses amis anglais, alertés au bout de quelques jours, ont réussi à l'extraire de l'ambassade chinoise et donc à le faire échapper à une « exfiltration » vers la Chine qui lui aurait certainement coûté la vie, Sun Yat-sen est devenu une « cause célèbre » et une vraie vedette en Angleterre, où il séjourne pendant plusieurs mois. Il élargit ses connaissances en fréquentant assidûment les musées et les bibliothèques, mais il voit aussi le beau monde et fait beaucoup de rencontres intéressantes, parfois décisives pour son évolution future (comme ce botaniste japonais travaillant à l'Université de Londres qui lui aurait affirmé que son plus ardent désir était de bouter les Occidentaux hors d'Asie — et l'on sait à quel point Sun Yat-sen deviendra proche des panasiatistes japonais quelques années plus tard). Et en plus de cela — et c'est un détail qui n'est pas mentionné dans les quelques pages très bien enlevées consacrées par Marie-Claire Bergère au séjour londonien dans sa biographie de Sun Yat-sen — son ami et protecteur à Londres le Dr James Cantlie, qui est aussi son ancien professeur de médecine à Hong Kong, lui expose les principes de la Croix-rouge (dont il est membre) et lui remet un manuel de premiers secours dont il est l'auteur et qui est publié par la Croix-rouge britannique. Ce *First Aid Manual*,

qui a déjà été traduit en plusieurs langues, il lui suggère d'en faire une traduction chinoise qu'il pourrait offrir à la reine Victoria en l'honneur du soixantième anniversaire de son règne (qui tombe en 1897). Sun Yat-sen s'exécute, et sa traduction est publiée l'année suivante par la Croix-rouge de Londres sous le titre *Hongshizi hui jiushang diyi fa* 紅十字會救傷第一法.

Les auteurs que je citais tout à l'heure font grand cas de cette traduction — après tout Sun Yat-sen est le père de la patrie — et lui attribuent une véritable influence sur la naissance de la Croix-rouge chinoise en 1904. On est en droit d'éprouver quelques doutes à ce sujet car, si l'ouvrage était en effet connu en Chine à cette époque (un petit article lui est consacré dans le *Shenbao* en mars 1904), il semble avoir surtout circulé dans les communautés chinoises des colonies britanniques ; et de toute façon son contenu passablement élémentaire, essentiellement technique, n'était certainement pas de nature à provoquer une prise de conscience soudaine parmi les philanthropes sophistiqués de Shanghai qui ont en effet fondé la Croix-rouge chinoise cette même année 1904 en association avec des diplomates et des hommes d'affaires européens et américains. Ce qui est intéressant, malgré tout, c'est que dans sa préface Sun Yat-sen assimile les principes fondateurs de la Croix-rouge internationale à l'idéal de compassion formulé par le philosophe Mencius, l'ancêtre de ce qui deviendra l'orthodoxie confucéenne en Chine, dont il cite (encore qu'approximativement) l'aphorisme : « l'esprit de compassion, tous les hommes en sont doués » (惻隱之心，人皆有之 ; Sun écrit 人人有之) — mais il le cite pour ajouter qu'en revanche les *techniques* qui permettent de sauver les gens, tout le monde ne les connaît pas, d'où l'utilité d'un tel ouvrage ; mais enfin, on reste à un niveau d'assez grande généralité. Ce qui est intéressant aussi, et que personne n'a relevé, c'est que la notion de « secours d'urgence » n'était pas du tout inconnue des Chinois. Le célèbre manuel chinois de médecine légale, le *Xiyuan lu* 洗冤錄, dont le texte remonte à l'époque des Song (bien qu'il ait été passablement modifié par la suite) et dont il existait au 19^e siècle une quantité d'éditions, aussi bien populaires que savantes, contient une annexe intitulée *Yijiu sishang fa* 醫救死傷法 (méthodes à l'usage des médecins pour sauver les mourants et les blessés) : c'est donc un peu le même objet ; mais il faut croire que Sun Yat-sen n'en avait jamais entendu parler, et après tout, ce n'était pas exactement la même médecine que celle qu'il avait apprise à Hong Kong.

La guerre sino-japonaise

En réalité — et c'est ce sur quoi insiste en particulier Zhu Hu —, les premiers contacts des philanthropes chinois avec la Croix-rouge sont nettement plus anciens que cela. Ils remontent aux deux premières des trois guerres qu'a connues la Chine sur son territoire au tournant du siècle : la guerre sino-japonaise de 1894-1895, d'abord ; et ensuite l'expédition de l'Armée alliée des huit nations (*baguo lianjun* 八國聯軍) partie délivrer les légations de Pékin assiégées par les Boxeurs à l'été 1900. (La troisième guerre, à l'occasion de laquelle la Croix-rouge chinoise sera formellement créée, est la guerre russo-japonaise de 1904-1905, dont la phase terrestre s'est déroulée en territoire chinois.)

Dès la fin 1894, alors que les combats entre les forces japonaises et chinoises faisaient rage dans la péninsule du Liaodong (au sud de la Mandchourie), plusieurs notables et organisations charitables de Shanghai avaient été contactés par des missionnaires qui étaient allés installer un hôpital de la Croix-rouge à Yingkou 營口 (également appelé Niuzhuang 牛莊), un port ouvert (donc avec une présence occidentale et une concession étrangère) situé sur la côte ouest de la péninsule, pour soigner les blessés chinois. Et cet hôpital avait effectivement reçu des aides chinoises qui étaient coordonnées, comme si souvent, par le bureau d'assistance aux secours du *Shenbao*, le *xiezhensuo* 協賑所 dont j'ai parlé la dernière fois. L'homme qui avait servi d'intermédiaire était un missionnaire anglais, William Muirhead (1822-1900), qui était basé à Shanghai depuis, semble-t-il, près d'un demi-siècle, et à qui l'on devait certaines des premières traductions grâce auxquelles le public chinois avait commencé de s'initier à l'histoire et aux

institutions de l'Occident. Et d'autres contributions plus importantes sont levées par la suite, toujours par le canal d'annonces publiées dans le *Shenbao*, grâce à l'action d'un des philanthropes les plus connus de la place, Shi Shanchang 施善昌 (un bouddhiste, comme tant d'autres), qui représente en l'occurrence deux organisations charitables également très connues, le Renji shantang 仁濟善堂 et, plus intéressant, le Bureau d'organisation des secours de la Guilde des soyeux de Shanghai (Shanghai siye huiguan chouzhen gongsuo 上海絲業會館籌賑公所). Tous ces fonds étaient ensuite remis au consul anglais à Shanghai pour être transférés à l'hôpital de Yingkou²⁷.

Autrement dit, dès 1894 on savait très bien à Shanghai ce que c'était que la Croix-rouge, et la coopération avec les Anglais sur ce terrain était déjà bien engagée. À quoi il faut ajouter que les témoins chinois présents sur le champ de bataille avaient été très impressionnés par l'efficacité sur le terrain, le dévouement, et aussi l'impartialité de la Croix-rouge japonaise (la *sekijūjisha* 赤十字社, qui était déjà une organisation très importante) : le contraste avec l'indifférence des autorités chinoises aux souffrances de leurs ressortissants, avec l'absence totale de secours et de soins, tout cela pouvait difficilement ne pas être ressenti comme un rappel humiliant de l'arriération de la Chine par rapport aux grandes nations dites civilisées.

Premiers mouvements en faveur d'une adhésion de la Chine

En tout cas, l'idée est poursuivie dans les années qui suivent : la presse chinoise de Shanghai en parle, et plusieurs associations charitables invoquant le nom et les buts de la Croix-rouge font une apparition éphémère²⁸ ; mais le point intéressant, surtout, c'est que l'un des arguments importants invoqués à l'époque est que la Chine *en tant que nation* devrait se joindre au mouvement de la Croix-rouge pour manifester son adhésion à l'idéal d'universalité défendu par celui-ci, pour s'intégrer à l'ordre international et, justement, pour cesser d'être considérée comme un pays de sauvages par la communauté internationale (c'est bien l'expression utilisée : *bi zhi wei yeman* 鄙之為野蠻) ; et c'est aussi que, par voie de conséquence, les philanthropes qui défendent cette idée attendent une initiative *du gouvernement* : autrement dit, la création d'une branche chinoise du mouvement de la Croix-rouge internationale est considérée par l'opinion informée comme une affaire d'État.

Tous les auteurs citent à ce propos un certain Sun Gan 孫淦, un marchand et philanthrope de Shanghai établi à Osaka au Japon qui réussit, au début 1898, à faire passer par l'intermédiaire de l'ambassadeur mandchou au Japon un mémoire adressé au Zongli yamen (l'équivalent d'un ministère chinois des Affaires étrangères à l'époque) recommandant la création officielle d'une Croix-rouge chinoise ; en annexe, Sun Gan fournissait aussi une traduction des statuts de la Croix-rouge japonaise, à laquelle il avait lui-même adhéré. Or, Sun Gan insistait beaucoup dans son mémoire sur le mépris dans lequel était tenue la Chine en général, et plus particulièrement (en l'espèce) en raison de son indifférence aux souffrances des soldats et des civils en temps de guerre. Il ne semble cependant pas que la cour ait réagi d'une quelconque façon — alors qu'on était dans une période de réformisme intense, juste à la veille du fameux épisode des Cent Jours (à l'été 1898). Mais le mémoire de Sun Gan n'a pas fini au fond d'une archive ; bien au contraire, il fit pas mal de bruit dans les milieux concernés grâce à sa publication dans deux grands journaux de Shanghai, le *Shiwubao* 時務報 et le *Shenbao*.

Il est manifeste (et bien connu) que l'argument de la légitimité et de la respectabilité internationales était absolument central pour les réformateurs chinois des dernières années du 19^e siècle et du début du 20^e siècle. Pour ne mentionner qu'un seul exemple — auquel je pense parce que c'est un sujet dont nous nous occupons en ce moment dans un autre séminaire —, la réforme du Code pénal chinois entreprise à la même époque était en partie motivée par le souci

²⁷ Cet épisode est relaté par Zhu Hu mais pas par Zhou Qiuguang.

²⁸ Chi Zihua, *Hong zhizi yu jindai Zhongguo*, p. 14-15.

d'éliminer de l'appareil répressif les aspects susceptibles d'être considérés comme « barbares » par la communauté internationale ; d'ailleurs, comme chacun sait, l'élaboration d'un droit qu'elles pussent considérer comme « civilisé » était une des conditions mises par les Puissances occidentales à l'abolition du privilège d'extraterritorialité dont jouissaient leurs ressortissants en Chine sous le régime des traités inégaux. Et pour en mentionner malgré tout un autre, d'exemple, lorsque je vous avais parlé l'année dernière de la politique de prohibition de l'opium inaugurée par un édit impérial de 1906, j'avais beaucoup insisté sur le souci de l'image internationale de la Chine, au sein de la cour et encore plus dans l'opinion publique, qui avait en fin de compte été la principale raison de ce qui se présentait après tout, de la part des autorités, comme un virage à 180 degrés dans leur façon d'aborder le problème de l'opium.

Quoi qu'il en soit, en 1898 (date du mémoire de Sun Gan), 32 pays avaient rejoint le mouvement international de la Croix-rouge. Aux yeux des réformateurs chinois, ces pays constituaient une sorte d'élite de nations modernes (c'est-à-dire civilisées) liées entre elles par un ensemble de règles et de traités, une élite où le Japon figurait d'ores et déjà en bonne place et dont il était bien sûr urgent que la Chine y soit admise. Et parmi ces règles et ces traités qui liaient les nations avancées il y avait les conventions de Genève, dont la première date de 1864 et qui ont jeté les bases du droit international humanitaire. Il se trouve d'ailleurs qu'à la fin 1899 un ambassadeur chinois, un certain Yang Ru 楊儒, avait signé à la Haye la deuxième de ces conventions, relative à la protection des blessés et naufragés victimes des combats navals²⁹, et que lui aussi avait adressé à son gouvernement un mémoire où il défendait ardemment la création d'une Croix-rouge chinoise sur le modèle japonais.

Or, pour qu'une telle création ait lieu, il fallait déjà que le gouvernement chinois sanctionne son adhésion à la Croix-rouge internationale en signant la convention originale de Genève (celle de 1864). Il semble bien que la chose aurait pu se faire, puisque le Zongli yamen s'était montré favorable aux premières propositions de Yang Ru ; mais toutes ces bonnes intentions se sont perdues dans la tourmente des Boxeurs, en 1900, si bien que dans les cercles gouvernementaux on n'a recommencé à s'y intéresser qu'en 1904, comme nous le verrons dans un instant.

Mais là encore la philanthropie shanghaienne était toujours sur le front. En 1900, plusieurs organisations shanghaiennes, qui sont en partie les mêmes que celles que je citais plus haut à propos de la guerre sino-japonaise, prennent l'initiative d'organiser des secours, en adoptant exactement le style et les méthodes de la Croix-rouge, en faveur des victimes originaires du Sud-Est (des provinces du bas-Yangzi) bloquées au Nord par l'expédition des Huit nations. Des militants se rendent sur place depuis Shanghai entre septembre 1900 et mars 1901, donc immédiatement au lendemain de la prise de Pékin par les alliés et à un moment où la région métropolitaine est encore plongée dans le chaos. C'est en fait le premier exemple d'une initiative civile chinoise à grande échelle en temps de guerre. (En 1894 l'initiative était venue des missionnaires anglais qui avaient sollicité les philanthropes chinois de Shanghai). Et, de façon caractéristique, l'un des organismes philanthropiques shanghaiens au cœur de cet effort, une association appelée la Jiuji shanhui 救濟善會, utilisait systématiquement l'insigne de la croix rouge pour ses agents et ses véhicules et était présentée dans les journaux comme étroitement associée à la Croix-rouge : on disait que c'était pareil à la Croix-rouge occidentale, et certains appelaient même la Jiuji shanhui la *Jiuji hongshizi hui* 救濟紅十字會. Au moins un journal affirme aussi que les officiers des armées alliées, tout en ordonnant aux militants de la Jiujihui d'arborer une croix *bleue*, parce qu'elle n'a pas encore adhéré à la Croix-rouge internationale de Genève, ne gênent en rien ses activités.

²⁹ 1^{ère} Conférence de la paix (保和會) de la Haye (mai-juillet 1899), où est signée la 1^{ère} Convention de la Haye sur les lois de la guerre, dont la 3^e section est l'adaptation de la convention de Genève de 1864 à la guerre navale.

La guerre russo-japonaise et la Croix-rouge internationale de Shanghai

Cette adhésion formelle à la Croix-rouge internationale doit donc attendre 1904, et l'événement qui va y conduire est de nouveau un conflit armé en Mandchourie : la guerre russo-japonaise, dont la phase terrestre, extrêmement meurtrière, se déroule en territoire chinois et fait de nombreuses victimes civiles chinoises, en même temps qu'elle entraîne un afflux massif de réfugiés dans le port ouvert de Niuzhuang. Les appels à la création d'une branche chinoise de la Croix-rouge apparaissent dès le début du conflit, dans les premiers mois de 1904, aussi bien à Shanghai (dans le *Shenbao*) que dans plusieurs correspondances officielles adressées au gouvernement. Et là, l'initiative gouvernementale et l'initiative des philanthropes semblent s'être combinées d'une façon qui n'est pas absolument claire.

Ce qui s'est passé, c'est que dans un premier temps un certain nombre de philanthropes shanghaiens en vue, réunis au siège d'une des associations charitables de la concession internationale, ont mis sur pied une « Association charitable de la Croix-rouge pour secourir les trois provinces du Nord-Est » (東三省紅十字普濟善會), dont l'objet était de recruter d'urgence des responsables chinois et occidentaux (ces derniers devant prendre langue avec les missionnaires déjà basés en Mandchourie), d'installer des branches à Tianjin et à Pékin et d'intervenir sur le terrain conformément aux principes et aux méthodes de la Croix-rouge internationale. Le problème, c'était que pour avoir accès en Mandchourie sans avoir à s'engager dans des négociations compliquées avec les puissances combattantes (les Russes bloquaient tous les ports), il fallait avoir un label « Croix-rouge internationale » en bonne et due forme, ce qui n'était en l'occurrence pas le cas, malgré le nom donné à cette association. De là, la décision prise une semaine plus tard (le 10 mars 1904 pour être précis) de remplacer ce qui n'était encore qu'une association charitable de type chinois par un nouvel organisme appelé « Association de la Croix-rouge internationale de Shanghai » (Shanghai wanguo hongshizi hui 上海萬國紅十字會) qui pourrait, lui, se prévaloir du droit international pour accéder au champ de bataille.

Les deux initiateurs de cette démarche semblent avoir été, d'une part, le principal dirigeant de la première association, un certain Shen Dunhe 沈敦和 (1866-1920), un homme aux compétences et aux responsabilités multiples, natif de Ningbo au Zhejiang comme tant d'autres philanthropes shanghaiens, et qui avait fait des études en Angleterre³⁰ ; et d'autre part un missionnaire baptiste anglais, Timothy Richard (1845-1919) — un autre de ces missionnaires protestants publiant massivement en langue chinoise pour introduire les savoirs occidentaux en Chine et entretenant des liens étroits avec les réformateurs chinois ; Timothy Richard, qui est bien connu des historiens par ailleurs, avait en outre fait ses premières armes dans la philanthropie de terrain (si je puis dire) près de trente ans plus tôt, pendant la grande famine de Guangxu, au Shandong et au Shanxi.

Or — et c'est un détail significatif —, le comité directeur de la Croix-rouge de Shanghai qui est alors mis en place est, cette fois, largement dominé par les étrangers qui ont été associés à l'entreprise, et qu'apparemment on a réussi à mobiliser de façon quasiment instantanée. Il y a en effet 35 Français, Anglais, Allemands et Américains sur un total de 45 dirigeants ; et ils sont importants parce qu'on attend de leurs ambassades et de leurs gouvernements — qui sont neutres dans le conflit en cours — qu'ils fassent pression sur les belligérants pour faciliter les opérations de secours et légitimer la nouvelle Croix-rouge shanghaienne. L'un des aspects de cette prépondérance étrangère au sein du comité directeur, soit dit en passant, c'est que les débats et les comptes rendus se font en anglais et qu'ils doivent être traduits pour les participants chinois. Mais les Chinois et les Occidentaux se partagent en quelque sorte la tâche : tout en organisant la publicité habituelle dans les journaux de Shanghai et d'ailleurs, les Chinois lancent un appel aux gouverneurs de toutes les provinces pour qu'ils collectent des

³⁰ Voir esquisse biographique dans Chi Zihua, *Hongshi zi yu jindai Zhongguo*, p. 20.

contributions et les adressent à la Croix-rouge de Shanghai ; et les Européens et les Américains font de même auprès de la communauté étrangère en Chine.

Le rôle du gouvernement

C'est sur le rôle exact du gouvernement de Pékin que les auteurs que je citais divergent quelque peu. D'après Zhou Qiuguang et Chi Zihua, la cour était effectivement désireuse d'intervenir directement et publiquement en faveur des victimes chinoises du conflit, ne serait-ce que pour des raisons d'image de la dynastie ; mais du fait du blocus imposé par les Russes en Mandchourie — d'où la Chine s'était elle-même exclue en proclamant sa neutralité dans le conflit —, et aussi parce que la Chine n'avait pas encore adhéré à l'organisation internationale de la Croix-rouge, le gouvernement aurait décidé de sous-traiter la création d'une section chinoise de la Croix-rouge aux philanthropes de Shanghai, associés aux étrangers de la place ; et c'est sur ses instructions, discrètement transmises aux chefs de la philanthropie shanghaienne, dont la plupart possédaient d'ailleurs des titres officiels (sans être bien sûr des fonctionnaires en poste), que la Croix-rouge internationale de Shanghai aurait été fondée le 10 mars 1904. En revanche le soutien officiel de la cour n'est publié qu'au mois de mai sous la forme d'un édit de l'impératrice douairière Cixi accompagné d'une subvention de 100 000 taels.

Or, si d'après Zhou Qiuguang et Chi Zihua le gouvernement impérial a été le principal instigateur de l'opération, quoique en coulisses, en revanche Zhu Hu affirme sur la base d'une analyse serrée des documents, et surtout de leurs dates, que lorsque le gouvernement a décidé d'agir l'affaire était déjà conclue à Shanghai, et qu'en outre les commissaires impériaux qui le représentaient dans cette ville n'ont pas pris l'initiative de donner instruction aux philanthropes de créer une Croix-rouge internationale à Shanghai, comme l'a ensuite affirmé l'un d'entre eux, Sheng Xuanhuai 盛宣懷 (que j'ai déjà eu l'occasion de mentionner), mais ont au contraire été sollicités par ces derniers pour intervenir dans ce but auprès des étrangers de la ville. (Parmi de nombreuses fonctions officielles Sheng Xuanhuai avait celle de « négociateur des traités de commerce », basé à Shanghai, ce qui lui donnait un accès permanent et privilégié aux diplomates et aux négociants étrangers³¹.) En d'autres termes, Zhu Hu défend avec force la thèse d'une origine d'abord et avant tout *locale et philanthropique* de la Croix-rouge chinoise (et non pas gouvernementale et occidentale) : ce sont, affirme-t-il, les mêmes dirigeants que l'on retrouve pendant toute la période des premiers contacts avec la Croix-rouge et des premières opérations invoquant ses méthodes et ses principes, dès 1894 ; par ailleurs, pour lever des fonds ces dirigeants mettaient en œuvre les méthodes de mobilisation et de propagande de la philanthropie de type *yizhen* éprouvées depuis longtemps à Shanghai ; et enfin, même le *lieu* d'où ils opéraient est resté pendant toute cette période le siège de la guilde des soyeux, localisé dans la concession internationale de Shanghai, qui s'occupait de secours philanthropiques depuis 1883 et d'où étaient parties les premières campagnes de levée de fonds en rapport avec la Croix-rouge, dès 1894. Autrement dit, le gouvernement n'a eu qu'un rôle adventice, et il a cherché après coup à recueillir le mérite d'une initiative qui avait été prise indépendamment de lui, à Shanghai, et par des gens qui s'intéressaient à la Croix-rouge depuis déjà une dizaine d'années.

Il me semble assez clair que dans cet article Zhu Hu s'inscrit explicitement contre l'interprétation de Zhou Qiuguang et Chi Zihua, même s'il ne les cite pas nommément. Et à vrai dire je ne sais pas trop que penser de tout cela, car ces différents auteurs ne citent pas toujours

³¹ Cf. Albert Feuerwerker, *China's Early Industrialization : Sheng Hsuan-huai (1844-1916) and Mandarin Enterprise* (Harvard University Press, 1958), p. 72 : en janvier 1901 Sheng est nommé 會辦商務大臣 (« associate imperial commissioner for negotiating commercial treaties »), et commissaire en titre un peu plus tard. Mais il a des ennuis politiques, et il semble qu'en 1904 il ne faisait que représenter un groupe d'hommes d'État (Yuan Shikai et al.) dans ces responsabilités (p. 77) ; il était d'ailleurs en période de deuil pour son père.

les mêmes documents, ou ils les citent en les interprétant différemment, et il y a des contradictions de dates. En réalité il faudrait reprendre tout le dossier pour arriver à se faire une idée un peu plus précise. Mais quoi qu'il en soit, j'insiste sur le fait que ces questions n'ont rien de trivial, même si de prime abord elles peuvent vous sembler un peu loin du sujet. Elles n'ont rien de trivial parce qu'elles concernent tout le problème des *relations entre la philanthropie et le pouvoir politique* à la fin des Qing et sous la République.

J'ai beaucoup insisté, dans mes précédents exposés, sur la faiblesse organisationnelle et financière de l'État face aux désastres naturels et à leurs conséquences, depuis le milieu du 19^e siècle au moins. Or, d'un côté le gouvernement n'était certes que trop content de pouvoir se décharger d'une large part de ses responsabilités dans ce domaine, qu'il n'arrivait de toute façon plus à assumer, sur cette nouvelle élite symbolisée par les notables-marchands de Shanghai et, occasionnellement, sur leurs collègues étrangers, et il ne ménageait pas les encouragements et les récompenses (symboliques, là encore) ; mais d'un autre côté ce transfert de responsabilités au bénéfice des élites socio-économiques avait nécessairement un coût en termes de légitimité politique. Telle est la raison pour laquelle le pouvoir aussi bien impérial que républicain (mais surtout impérial) essayait de préserver au moins les apparences en accordant son patronage très officiel à toutes ces affaires, voire en délivrant des autorisations qu'il ne pouvait de toutes façons pas refuser, ou alors que les choses étaient déjà engagées — bref, en donnant l'impression qu'il était l'autorité et le décideur ultimes. À l'inverse, et dans certaines circonstances au moins, les entreprises philanthropiques ne pouvaient qu'être renforcées et légitimées par la sanction des autorités. Au reste, au niveau des personnes au moins la distance n'était pas toujours si grande puisque, comme je l'ai plusieurs fois rappelé, bon nombre de chefs de file de la philanthropie étaient eux-mêmes détenteurs de titres de fonctionnaires, acquis contre finances, certes, mais qui ne les mettaient pas moins dans la même catégorie statutaire que les fonctionnaires en titre, et que certains avaient même derrière eux une carrière académique et bureaucratique relativement classique (c'est le cas par exemple de Shi Zejing 施則敬, l'un des fondateurs de la Croix-rouge chinoise, que j'ai mentionné la dernière fois³²) ; si bien que la distinction entre État et société civile n'est pas toujours aussi facile à faire que ne veulent le croire les historiens (ou certains historiens).

En tout cas, ces considérations s'appliquent particulièrement bien au cas de la Croix-rouge. Les promoteurs de la Croix-rouge ne pouvaient pas se dispenser de la sanction et de l'appui du gouvernement, parce que, pour être réellement opérationnelle dans des circonstances comme la guerre russo-japonaise, la nouvelle organisation devait être reconnue par les puissances belligérantes ; et d'ailleurs, pour ce faire, les responsables de la Croix-rouge de Shanghai ont dès le début demandé au ministère chinois des Affaires étrangères de négocier avec les ambassadeurs du Japon et de la Russie, sans se priver par ailleurs de télégraphier directement (est-il dit) « aux gouvernements de tous les pays » afin qu'elle soit reconnue par eux. Mais pour jouir pleinement de son statut d'organisation neutre et indépendante, accéder aux terrains où elle voulait intervenir et arborer les insignes et les drapeaux qui désignaient son personnel et le protégeaient, la Croix-rouge chinoise devait être homologuée par Genève, et là encore cette homologation passait nécessairement par une démarche officielle de Pékin. Et en effet il semble qu'assez rapidement le gouvernement des Qing ait donné instruction à son ambassadeur à Londres de se rendre en Suisse pour signer la convention originale de Genève et faire reconnaître la Chine par la Croix-rouge internationale — la signature de la convention est d'ailleurs mentionnée dans un mémoire du ministère des Affaires étrangères en date du 25 avril

³² Esquisse biographique dans Chi Zihua, *Hongshi zi yu jindai Zhongguo*, p. 35.

1904³³. (Dans un texte de 1911 Shen Dunhe affirmera que le gouvernement avait fait la démarche à la demande expresse du comité de la Croix-rouge de Shanghai.)

Mais d'un autre côté il est assez clair que les véritables initiateurs de la Croix-rouge de Shanghai (les philanthropes, donc) tenaient à leur autonomie, et qu'en dépit de l'extrême déférence qu'ils manifestaient dans toutes leurs relations avec le trône et le gouvernement ils se revendiquaient comme une organisation *civile*, c'est-à-dire, pour reprendre les termes de Shen Dunhe un peu plus tard, « financée et gérée par le peuple » (*minjuan minban* 民捐民辦), à l'instar de toutes les entreprises de la philanthropie chinoise moderne dont j'ai parlé jusqu'ici. Le même Shen Dunhe fait d'ailleurs remarquer que dans ses édits approuvant la Croix-rouge de Shanghai (il en mentionne deux, promulgués en 1904), l'impératrice douairière en parlait bien comme d'une « entreprise charitable » (*shanju* 善舉).

Et de fait, la mainmise de la dynastie des Qing sur la Croix-rouge « chinoise » (et non plus « de Shanghai »), pendant les années suivantes, ne semble pas avoir été particulièrement bien vécue par les initiateurs de la Croix-rouge internationale de Shanghai, dont je viens de parler. Celle-ci a eu en fait une vie assez brève, puisqu'elle a cessé de fonctionner en tant que telle deux ans après la fin du conflit entre la Russie et le Japon, sanctionnée par le traité de Portsmouth le 5 septembre 1905 — conflit pendant lequel elle a quand même réussi, à la fin du compte, à faire beaucoup de choses à travers ses branches locales, qui étaient au nombre d'environ une dizaine et étaient localisées en Mandchourie ou à proximité, notamment sa filiale de Niuzhuang (où le comité exécutif était au départ entièrement composé de résidents étrangers). (Ces branches locales étaient coordonnées par le siège de Shanghai, et entièrement financées et équipées par lui.) Mais ce n'est pas de ces réalisations que je veux parler aujourd'hui ; c'est plutôt de la façon dont la Croix-rouge chinoise a finalement échappé à l'emprise de l'État pour devenir, sous le régime républicain, l'une des principales organisations non-gouvernementales engagées dans la lutte contre les désastres de toute espèce qui affligeaient la population chinoise.

L'émergence de la Croix-rouge chinoise

L'idée de mettre en place une Croix-rouge purement chinoise (et non pas « internationale », comme l'était la Croix-rouge de Shanghai telle que je viens d'en parler) était déjà formulée dans les « Règlements provisoires simplifiés » (暫行簡明章程) adoptés en juillet 1904 par le comité directeur de la Croix-rouge de Shanghai, puisque ceux-ci prévoyaient que les membres chinois dudit comité auraient entre autres tâches celle de préparer des règlements de la Croix-rouge chinoise (tout court), qui seraient ensuite soumis pour approbation au gouvernement³⁴. La réalisation de ce projet a quand même pris un certain temps : la proposition de créer une « Croix-rouge chinoise » n'est en effet soumise à la cour qu'en juillet 1907, le nouveau comité n'est appointé que l'année suivante — c'est à ce moment que la Croix-rouge de Shanghai semble avoir définitivement fermé ses portes —, et en fait la nouvelle Croix-rouge chinoise n'a formellement commencé à fonctionner avec des statuts définitifs qu'au début de 1910.

Le nouveau projet avait été soumis en juillet 1907 par ce qu'on pourrait appeler les patrons bureaucratiques de la Croix-rouge de Shanghai, à savoir Sheng Xuanhuai (tout de suite élu président) et un autre commissaire impérial, Lü Haihuan 呂海寰, dont nous avons vu que l'un et l'autre avaient été étroitement associés à sa création en mars 1904, même s'ils n'en étaient pas nécessairement les initiateurs. L'idée était de s'inspirer à la fois du modèle japonais et des principes édictés par le Comité international de Genève, ce qui impliquait que la nouvelle organisation aurait son siège social en propre, qu'elle édifierait un hôpital et une école médicale,

³³ *Guangxu shilu*, j. 528 (GX 30/3/己丑, 25/4/1904) : 外務部奏、補畫瑞士紅十字會原約。并請批准保和會畫押各款。從之。

³⁴ Chi Zihua, p. 37.

qu'elle recruterait des étudiants en médecine et les enverrait étudier à l'étranger, qu'elle acquerrait des véhicules et du matériel, et ainsi de suite. Et ce n'est donc qu'au début de 1910, une fois toutes ces choses déjà bien engagées, que les nouveaux statuts de la Croix-rouge chinoise ont été approuvés pour une période d'essai par rescrit impérial (je rappelle qu'à ce moment l'empereur était le bébé Puyi 溥儀 et que le pouvoir était assumé en son nom par un régent — son père — appuyé sur un groupe d'aristocrates mandchous) ; et Sheng Xuanhuai est alors officiellement désigné par la cour comme président de la nouvelle organisation. Et l'une de ses premières requêtes est de rebaptiser celle-ci « Croix-rouge de l'empire des grands Qing » (Da Qing diguo hongshizi hui 大清帝國紅十字會, requête acceptée par le trône et sanctionnée quelques mois plus tard par la réception à Shanghai d'un sceau officiel confectionné au palais impérial et portant ce titre.

On ne saurait donc mieux manifester le projet, explicitement formulé dans d'autres sources, de récupérer ce qui était au départ une entreprise philanthropique pour en faire une institution d'État, et qui plus est une institution qui dans ce projet aurait dû être rattachée à l'armée de terre : certes, la vocation première de la Croix-rouge était de s'occuper des blessés et des morts en temps de guerre, mais il va de soi que c'eût été en dévoyer complètement l'intention que de la mettre au service d'une armée *particulière*, en violation flagrante du principe de neutralité ; et c'est bien cette tentation que dénoncera en 1911, et dans les termes les plus vifs, Shen Dunhe, dont nous avons vu tout à l'heure qu'il avait été un des principaux initiateurs de la Croix-rouge shanghaienne en 1904, et qui était toujours un des responsables de la Croix-rouge désormais « impériale » : c'est alors qu'il rappelle que la Croix-rouge chinoise était à l'origine une organisation « financée et gérée par le peuple », et qu'il affirme qu'elle doit rester telle, c'est-à-dire indépendante, et qu'elle peut d'autant moins être annexée par le gouvernement qu'elle reste en partie financée par les contributions des étrangers.

C'est que des événements graves se sont produits entre temps, qui n'auront pas laissé aux derniers représentants de la dynastie des Qing le temps de réaliser leurs intentions. La mutinerie d'où est partie la révolution de 1911 éclate le 10 octobre de cette même année à Wuchang, la capitale du Hubei, à quelques centaines de kilomètre en amont de Shanghai sur le Yangzi. Les combats qui s'ensuivent font énormément de victimes et de dégâts, et la « Croix-rouge de l'empire des grands Qing » est alertée 13 jours plus tard par un télégramme qui réclame des médecins. Or, à cette date, cette Croix-rouge officielle fonctionne mal : ses cadres sont mécontents de la mainmise du gouvernement, elle ne dispose pas encore d'une organisation bien rodée, elle manque cruellement de moyens (les quelques ressources léguées par la Croix-rouge shanghaienne ont été absorbées par la construction du siège, de l'hôpital, etc.), et surtout elle n'a encore que très peu de militants à aligner sur le terrain. Shen Dunhe prend donc, sous sa propre responsabilité, et sans même en référer à Sheng Xuanhuai, une décision drastique, qui est de la transformer en une organisation à l'image de la Croix-rouge shanghaienne de 1904, c'est-à-dire administrée par une assemblée collégiale composée de notables chinois et étrangers appuyée sur un secrétariat administratif ; ou plus précisément, par une assemblée de « gestionnaires » (*dongshi* 董事), puisque tel est le terme employé — un terme qui renvoie au système depuis longtemps consacré des associations civiles gérées par des notables locaux, par opposition aux organismes bureaucratiques, hiérarchisés et placés sous la coupe de l'administration : ce sera donc le « Comité international des dirigeants (ou gestionnaires) de la Croix-rouge chinoise » (中國紅十字會萬國董事會), où le poids relatif des Chinois est d'ailleurs nettement plus important qu'en 1904. Ce comité a pour objectifs de réduire les dépenses, d'accroître l'efficacité et, surtout, d'agir rapidement, en mobilisant des missionnaires et des médecins étrangers et en s'appuyant sur le réseau des hôpitaux des missions.

Si la cour n'a pas réagi à cette initiative qui remettait complètement en cause sa mainmise sur la Croix-rouge chinoise (et qui en outre omettait toute référence dynastique dans le nom

même de l'organisation), c'est de toute évidence parce que le régime était alors aux abois et qu'il avait bien d'autres soucis que la Croix-rouge. Il faut croire en tout cas que le projet répondait à une attente, car, littéralement du jour au lendemain, Shen Dunhe réussit à réunir 700 volontaires chinois et étrangers pour mettre en route sa nouvelle organisation ; et celle-ci semble avoir été fort bien administrée, et avoir démontré une assez grande efficacité pour coordonner les secours aux victimes civiles et militaires des combats de la révolution de 1911. Entre 50 et 65 branches (suivant les auteurs) sont créées dans une dizaine de provinces, toutes situées dans la moitié Sud de la Chine. C'est aussi à ce moment qu'est mise en place, pour la première fois, une procédure pour recruter des adhérents de la Croix-rouge, admis sur recommandation et après paiement d'une cotisation ; il est vrai que le rendement en semble pas avoir été énorme au départ, puisque les campagnes de recrutement des deux premiers mois n'auraient produit que quelque 2 000 adhérents : la comparaison avec les effectifs de la Croix-rouge japonaise à la même époque, qui se montent à une centaine de milliers d'adhérents, suggère le chemin qui reste à parcourir — ou si l'on préfère le dire autrement, elle suggère le potentiel de croissance que recèle encore la toute jeune Croix-rouge chinoise³⁵. Enfin, en janvier 1912 la Croix-rouge chinoise est formellement admise au sein de la Croix-rouge internationale de Genève, et dès le mois de mai elle envoie des délégués au 9^e congrès international de la Croix-rouge, qui se tient à Washington.

Mais une fois la situation politique en Chine stabilisée (pas pour très longtemps, il est vrai), le comité international décide de se dissoudre, en juillet 1912, après juste neuf mois de fonctionnement : en effet ses responsables non chinois considèrent désormais leur mission accomplie. La voie est donc ouverte pour une sinisation définitive de la Croix-rouge en Chine et la constitution d'un organisme national, mais non gouvernemental, qui va être accomplie dans les mois suivants.

³⁵ En 1924 la Croix-rouge chinoise aurait 40 000 membres et 286 branches locales. Cf. Reeves, « Holding hostages... », p. 45.

28/2/07

J'ai consacré la totalité de mon exposé de la dernière fois aux origines de la Croix-rouge chinoise, qui correspondent aux quinze et quelque dernières années de la dynastie des Qing. Le point de départ, comme nous avons vu, ce sont les premiers contacts entre quelques philanthropes connus de Shanghai et un groupe de missionnaires anglais qui viennent d'ouvrir un hôpital de la Croix-rouge dans le Liaodong (au sud de la Mandchourie), en 1894, alors que la guerre sino-japonaise vient d'éclater. Les missionnaires avaient besoin d'aide, et la machine philanthropique shanghaienne — les associations charitables ainsi que leur relais naturel pour la propagande et la collecte des fonds, à savoir le bureau des secours du *Shenbao* — s'était mise en branle et avait levé parmi le public des donations qui avaient été dûment transférées au Liaodong. Et le point d'arrivée (c'est là que je m'étais arrêté), c'est la révolution de 1911. En octobre 1911, lorsqu'on fait appel à la « Croix-rouge de l'empire des Qing », comme elle s'appelle depuis peu — toujours basée à Shanghai, mais plus ou moins récupérée par le gouvernement impérial —, l'un de ses dirigeants, un représentant éminent de la philanthropie shanghaienne nommé Shen Dunhe 沈敦和, fait une sorte de coup de force : ignorant le système de commande très centralisé mis en place par les nouveaux statuts depuis à peine plus d'un an, il rétablit pour parer à l'urgence une direction collégiale de « gestionnaires » (*dongshi*) aussi bien chinois qu'étrangers — mais, surtout, indépendants du gouvernement ; ce faisant il crée une nouvelle structure qui est *de facto* indépendante des autorités, même si elle ne s'en est pas coupée, et qui fonctionne de la même façon que les autres entreprises de ce que j'ai appelé la philanthropie chinoise moderne.

Comme j'avais eu le temps de l'indiquer, ce qui est réalisé par ce nouvel avatar de la Croix-rouge de Shanghai, qui n'est plus « impériale » mais de nouveau « chinoise », pendant les quelques mois plutôt chaotiques de la chute des Qing et de la fondation de la République est assez remarquable. Elle envoie des équipes sur le terrain pour venir en aide aux victimes civiles et militaires des combats entre forces révolutionnaires et loyalistes, mobilise des fonds, ouvre de nombreuses branches dans plusieurs provinces, met en place des procédures régulières d'adhésion pour ses membres, et réussit enfin à se faire reconnaître par l'organisation internationale de la Croix-rouge à Genève. J'avais dit un mot de tout cela, et j'avais aussi mentionné le fait que, une fois la révolution apparemment accomplie, l'ordre plus ou moins revenu, et la République instaurée, le comité directeur sino-étranger de la Croix-rouge s'était dissout (juillet 1912). Autrement dit, le moment était désormais venu de mettre définitivement en place les structures d'une Croix-rouge purement chinoise, non-gouvernementale, internationalement reconnue, et jouissant d'une existence légale auprès des autorités du pays. C'est donc de cela qu'il me faut dire un mot avant d'évoquer rapidement les activités de la nouvelle Croix-rouge chinoise à partir de là, pour la retrouver enfin au Shaanxi en 1930.

Les nouveaux statuts de la Croix-rouge chinoise (1912)

L'assemblée constitutive de ce qui va être la version définitive de la Croix-rouge chinoise est convoquée fin septembre 1912 à Shanghai, sous la présidence du même Shen Dunhe, qui apparaît donc là encore comme l'âme du mouvement pendant toute cette période de transition. Cette assemblée réunit 1 352 personnes représentant non seulement les diverses branches de la Croix-rouge qui avaient été actives pendant les événements de l'année écoulée, mais également certaines associations se considérant comme appartenant à la Croix-rouge mais indépendantes de la direction shanghaienne, qui s'étaient créées pendant la même période, au Guangdong et à Tianjin notamment : c'est pourquoi cette assemblée est dite « unifiée » (c'est une *tongyi dahui* 統一大會) ; et elle va tout de suite jeter les bases de sa croissance future en se dotant d'institutions dirigeantes permanentes, plus formalisées que le système d'assemblée collégiale

ressuscité en 1911 par Shen Dunhe — lequel système répondait plutôt aux besoins d'une situation de crise —, et aussi plus conformes aux normes internationales. Les statuts définitifs, qui resteront en vigueur jusqu'en 1922, instaurent une sorte de comité central permanent de 34 personnes, élu par bulletins secrets, et élisant en son sein un président, un directeur et un secrétaire général.

Les décisions qui sont prises le mois suivant (en octobre 1912) par le comité permanent et par l'assemblée générale modifient considérablement la physionomie de ce qui est désormais en passe de devenir une organisation philanthropique majeure en Chine, avec, encore une fois, une reconnaissance légale, un statut reconnu internationalement, et des relations claires avec le pouvoir politique. On relève d'ailleurs certaines similitudes avec d'autres associations civiles auxquelles j'ai eu l'occasion de m'intéresser, telles que la CIFRC (fondée en 1921) ou, dans un registre quelque peu différent, l'Association des ingénieurs chinois et américains (fondée en 1920), que j'ai eu l'occasion d'évoquer dans le passé. Comme l'Association des ingénieurs, par exemple, la Croix-rouge chinoise sécurise ses relations avec le pouvoir en nommant président d'honneur un homme politique puissant : en l'occurrence, le comité de la Croix-rouge décide de nommer présidents d'honneur (*mingyu zongcai* 名譽總裁) aussi bien le Président de la République de Chine (le *dazongtong*), c'est-à-dire Yuan Shikai, que le vice-président Li Yuanhong 黎元洪 ; et en outre l'on demande à Yuan Shikai, qui accepte de le faire, de bien vouloir sanctionner par un ordre présidentiel la nomination du président (*huizhang* 會長) et du vice-président de la Croix-rouge chinoise que le même comité vient d'élire, à savoir Lü Haihuan 呂海寰 et Shen Dunhe. Le choix de ces dirigeants est d'ailleurs intéressant, si l'on considère que Lü Haihuan représentait plutôt la tradition bureaucratique, puisqu'à la fin de 1911 déjà, alors qu'il était ministre des Affaires étrangères du régime des Qing (qui n'en avait plus pour deux mois à vivre), il avait été nommé par celui-ci président de la Croix-rouge (alors qu'à présent le pouvoir ne fait que reconnaître un président élu par ses pairs) ; tandis que Shen Dunhe, pour sa part, symbolisait plutôt la tradition philanthropique pure et dure, comme nous l'avons déjà vu.

Quant à l'assemblée générale de la Croix-rouge, réunie quelques jours plus tard, elle décide d'implanter les instances dirigeantes de la Croix-rouge à la fois à Pékin, à proximité directe du gouvernement — ce qui est évidemment une innovation importante — et à Shanghai. Le siège de l'association (le *zonghui* 總會) sera à Pékin, et le président, qui est chargé des relations internationales et des relations avec le gouvernement, y résidera en permanence. En revanche la direction administrative (le *zong banshichu* 總辦事處) reste à Shanghai ; elle est placée sous la direction du vice-président, qui réside à Shanghai, et c'est aussi là que se réunit le comité permanent, lequel prend en fait toutes les décisions importantes concernant les activités de l'Association. Autrement dit, Lü Haihuan, l'ancien ministre des Qing, restera dans l'environnement pékinois qui lui est familier, et où il sait probablement où tirer les ficelles. (Il faut cependant noter qu'au moment de l'installation du gouvernement nationaliste à Nankin, en 1928, le siège de Pékin sera réduit au statut de filiale et les fonctions de la présidence seront transférées à Shanghai. La Croix-rouge n'est certainement pas la seule association de ce genre à avoir été temporairement déstabilisée en 1927 par la disparition corps et biens du gouvernement du Beiyang, avec qui elle s'était appliquée à cultiver de bonnes relations, et à avoir eu besoin d'un certain temps pour s'adapter au nouveau pouvoir du Guomindang à Nankin.) Quant à Shen Dunhe, le *leader* idéal-typique de la philanthropie shanghaienne, anglophone de surcroît (et formé au droit international à Cambridge), on peut dire qu'en étant nommé à la tête de l'appareil administratif à Shanghai il reste lui aussi dans un environnement qui lui est familier, et où il va de soi qu'il connaissait tous les gens qui comptaient. (Shen restera dans ses fonctions

jusqu'en 1919, un an avant sa mort³⁶ ; pour sa part le président Lü Haihuan quitte ses fonctions en 1920 et devient président honoraire.)

Enfin, dernière chose, l'Assemblée générale vote, entre autres textes, un règlement concernant les branches (ou filiales) de la Croix-rouge dispersées dans les provinces ; et ce règlement les place résolument et étroitement sous le contrôle de l'administration centrale du mouvement : il les contraint à lui soumettre leurs propres règlements internes, lesquels sont tenus de se conformer strictement aux modèles de la Croix-rouge nationale, à lui remettre régulièrement des rapports d'activité, et à lui reverser au moins la moitié des cotisations qu'elles ont collectées. Cette reprise en main est importante, car, apparemment, les relations s'étaient beaucoup distendues entre les filiales et la maison mère pendant la période de transition entre l'empire et la République (et dès avant la révolution de 1911) : les filiales jouissaient d'une quasi-indépendance tout en continuant de recevoir des subsides de Shanghai. Au total, donc, grâce à ces diverses décisions la Croix-rouge chinoise est devenue une organisation fortement centralisée et structurée, très réglementée, dont les procédures de fonctionnement sont conformes aux normes internationales, et qui a réussi à se placer sous la protection du nouveau pouvoir politique tout en restant implantée dans son terroir naturel, c'est-à-dire à Shanghai.

L'action de la Croix-rouge dans les années 1910 et 1920

À partir de là la Croix-rouge chinoise va intervenir dans tous les conflits civils qui émaillent l'histoire de la République de Chine, dès 1913 (pendant ce qu'on appelle la « seconde révolution », qui dresse un certain nombre de provinces du Sud contre Yuan Shikai) et jusqu'en 1930 et au-delà. Ces guerres civiles, j'ai déjà eu souvent l'occasion de les évoquer (au moins certaines d'entre elles) et je n'y reviens bien sûr pas. En tout cas il suffit de parcourir la chronologie placée à la fin de l'ouvrage de Chi Zijing pour voir que la Croix-rouge n'a pas eu à chômer de ce point de vue. Et dès le début de la décennie 1930, bien sûr — bien avant l'invasion de la Chine du Nord en 1937 —, les hostilités avec le Japon vont être une nouvelle cause de destructions et de souffrances nécessitant une mobilisation permanente de la part de la Croix-rouge, comme par exemple pendant les bombardements très violents contre les quartiers chinois de Shanghai au début de 1932.

Cela étant, les activités de secours médical et d'assistance alimentaire de la Croix-rouge — qu'elle confie le plus souvent à ses multiples filiales, tout en les supervisant et en les finançant — sont loin de se limiter aux seules circonstances de guerre. Il y a déjà ce qu'on pourrait appeler ses interventions routinières dans la vie quotidienne : la gestion de ses hôpitaux (il y en a au moins quatre à Shanghai), la formation médicale de ses militants, etc., sans parler des campagnes de formation au secourisme ou à l'hygiène publique, dans certaines grandes villes tout au moins. La chronologie de ses activités pendant les années dix et vingt mentionne aussi certaines catastrophes urbaines comme les incendies, ou les effondrements d'immeubles, où les secouristes de la Croix-rouge sont bien sûr requis ; et il n'est pas jusqu'à l'attaque fameuse de l'express Pékin-Shanghai par des bandits, quelque part en rase campagne au Shandong (en 1923), qui fut en son temps un grand scandale parce les étrangers ne se sentaient plus protégés en Chine, et où, là encore, la Croix-rouge dépêche depuis Shanghai son

³⁶ En fait il aurait été cassé de sa charge par le gouvernement, sous la pression des Américains et d'abord de la Croix-rouge américaine en Chine, qui a monté une campagne de dénigrement contre lui : cf. Reeves, « Holding hostages... » (note suivante), p. 49. Son successeur, un certain Cai Tinggan (« Admiral Ts'ai » dans les sources américaines), est au contraire très amis des Américains et affirme qu'il faut purger la Croix-rouge chinoise de la corruption qui y règne et la « dé-siniser » ; également Brewer (note suivante), qui ne semble pas mettre en doute les accusations d'incompétence et de corruption de Cai et de la Croix-rouge américaine.

médecin-chef avec une équipe médicale³⁷. Enfin il faudrait citer certaines interventions à l'occasion de catastrophes survenues à l'étranger, soit sous la forme d'aides financières, soit même des interventions directes, comme en 1923 (toujours), lorsque la Croix-rouge chinoise envoie une équipe médicale au Japon après le tremblement de terre de Tokyo.

Mais ce qui nous concerne plus spécialement ici, bien sûr, ce sont les interventions de la Croix-rouge à l'occasion des famines et des désastres naturels, tout aussi fréquents pendant la période républicaine que les épisodes de guerre civile (quand ils peuvent s'en distinguer), et pendant lesquels la Croix rouge associe le plus souvent ses efforts avec ceux d'autres organisations philanthropiques plus spécialisées dans ce genre d'opération — où elle leur vient en quelque sorte en appui. Au moment de la grande sécheresse qui dévaste les cinq provinces de Chine du Nord à partir de l'automne 1920, par exemple, la Croix-rouge joue un rôle central dans la mise en place d'une « Association générale pour combattre les désastres en Chine du Nord » (Zhongguo beifang jiu'ai zonghui 中國北方救災總會), qui regroupe quatorze associations et qui invitera peu après les associations philanthropiques étrangères à la rejoindre au sein d'un « Comité international unifié de Pékin pour lutter contre la famine » (Beijing guoji tongyi jiu'ai zonghui 北京國際統一救災總會, Peking United International Famine Relief Committee)³⁸. L'Association de Chine du Nord (la composante chinoise, donc) a son siège dans les locaux de la Croix-rouge à Pékin, et par ses initiatives cette dernière semble avoir joué un rôle important de mobilisation et de gestion, même si ses interventions sur le terrain se limitent à la mise en place de quelques dispensaires dans la province du Zhili.

La Croix-rouge chinoise et la famine de 1928-1930

Mais c'est de l'action de la Croix-rouge pendant la grande famine en Chine du Nord à la fin de la décennie 1920 que je voudrais surtout parler, car nous allons voir qu'elle a été présente au Shaanxi, en 1929 et en 1930, et que pendant une partie au moins de cette période elle a été, selon toutes les indications, un intervenant sinon majeur, du moins très actif.

Et si c'est surtout de cet épisode que je voudrais parler, c'est parce que, je le rappelle, le Shaanxi en 1930 était mon point de départ au début de cette année. En fait je peux bien dire que l'année 1930 au Shaanxi est l'articulation forte de mon exposé *en général* (et pas seulement de la série que je présente en ce moment). La raison à cela, c'est déjà que c'est en 1930 que la famine culmine au Shaanxi, certes, et comme je l'avais décrit l'année dernière ; mais, dans une

³⁷ Sur cet « incident de Lincheng 臨城 », voir Joseph Confavreux, « L'incident de Lincheng : des bandits diplomates. Contribution à l'étude du banditisme en Chine, mai 1923 », mémoire de maîtrise, Université Paris VIII, 1996 (communiqué par Alain Roux) ; Karen Lynn Brewer, *From Philanthropy to Reform : The American Red Cross in China, 1906-1930*, PhD Case Western University, 1983, p. 316-317 ; Caroline Reeves, « Holding hostages in China, holding China hostage : sovereignty, philanthropy, and the 1923 "Lincheng outrage" », *Twentieth-Century China*, vol. 27, 1 (2001), p. 39-69. En 1918 la Croix-rouge américaine avait installé un China Central Committee à Shanghai (pour coordonner ses nombreux chapitres dans les provinces) en ignorant l'existence de la Croix-rouge chinoise (contrairement aux usages de la Croix-rouge internationale) car elle considérait cette dernière comme incapable de fonctionner en conformité avec les normes internationales (sur ce CCC, Brewer chap. 9). Pendant l'incident de Lincheng ils s'installent sur place, en ignorant plus ou moins la Croix-rouge chinoise, et envoient des secours dans le repaire des bandits (uniquement pour les otages étrangers) jour après jour. Les représentants de la Croix-rouge chinoise ont le plus grand mal à obtenir l'autorisation de se rendre sur les lieux. La différence de traitement entre les prisonniers étrangers et chinois est soulignée avec indignation par la presse chinoise. Sur le mépris des Américains pour la Croix-rouge chinoise, v. aussi Brewer, p. 232-235 : Shen Dunhe, qui proteste contre une concurrence déloyale pour recruter les Chinois pendant la 1^{ère} guerre mondiale, se fait accuser de détournements de fonds et d'actions contraires aux principes de la Croix-rouge ; en général la Croix-rouge américaine ignore la Croix-rouge chinoise et ne la tient pas au courant de ses activités. Et p. 304 sq. sur un effort de coopération avec la Croix-rouge chinoise, que les Américains veulent aider à se réorganiser, en 1922-1923, mais ça tourne court. Le CCC américain et dissout en 1924 à la suite d'une décision générale de la Croix-rouge américaine (sous la pression du Département d'État) de ne plus entretenir de chapitres à l'étranger.

³⁸ Chi Zihui, p. 218-219. Cf. aussi *The North China Famine of 1920-1921* (Pékin, 1922), p. 2.

plus longue perspective, la raison, c'est aussi que cette année-là la région sort enfin du cycle de la guerre civile, qui durait pratiquement depuis la révolution de 1911 et que j'ai longuement évoqué les années précédentes ; c'est qu'à la fin de 1930 l'autorité est enfin rétablie à Xi'an et dans la région sous un gouverneur (ou « président de la province », *sheng zhuxi* 省主席) désigné par le gouvernement de Nankin et qui n'est plus, comme ses prédécesseurs, un seigneur de la guerre (ou la créature d'un seigneur de la guerre) ; et enfin, c'est également au même moment que le vaste programme de reconstruction économique, administrative, éducative, culturelle, etc. que le régime du Guomindang s'efforce depuis 1928 de mettre en œuvre dans tout le pays commence, timidement certes, d'être appliqué dans le Nord-Ouest. Et à cela je devrais encore ajouter, pour ne pas perdre de vue ce qui reste le fil conducteur de mon exposé, que c'est aussi en 1930, quelques semaines seulement après l'installation d'une administration nationaliste à Xi'an, que le fameux chantier du canal Jinghui 涇惠渠 est démarré pour de bon — grâce à l'intervention, justement, de la CIFRC. Et c'est quand j'analyserai cet épisode un peu en détail (l'année prochaine), ainsi que ses effets en termes de développement économique, que je serai conduit à aborder pour de bon — c'est-à-dire autrement que par allusion, comme je l'ai fait jusqu'ici — la question de l'ingénierie civile et du métier d'ingénieur dans la Chine des années 1920 et 1930. Au reste — et pour des questions de temps — c'est également à ce moment (et non pas cette année, comme je pensais le faire au départ) que je reviendrai de façon systématique sur l'histoire institutionnelle et politique de la CIFRC, dont j'avais signalé il y a quelques semaines que nous en avons désormais une compréhension beaucoup plus détaillée et contrastée que ce n'était auparavant le cas, grâce à plusieurs publications chinoises récentes qui s'appuient sur des archives conservées en Chine et restées longtemps inutilisées.

Mais ce dont je voudrais parler pendant le temps qui me reste cette année, c'est de la présence et de l'action des organismes philanthropiques autour de Xi'an pendant la famine de 1928-1930 — et je dis bien *des* organismes, considérés dans leur pluralité, et non pas de la seule CIFRC, même si celle-ci a incontestablement joué un rôle très important, en tout cas à partir de l'été 1930. Dès mon premier cours de cette année j'avais introduit la question en évoquant le nombre et la variété inattendus des associations civiles, c'est-à-dire philanthropiques, et souvent religieuses, présentes à Xi'an et s'efforçant, malgré des conditions incroyablement difficiles, d'alléger les souffrances des habitants du Nord-Ouest pendant ces deux ou trois terribles années — sans parler de celles qui étaient instamment sollicités pour participer à de tels efforts, ou pour aider à les financer, et qui n'ont pas toujours eu la possibilité ou la volonté de le faire.

Pourquoi ce nombre et cette variété sont-ils inattendus ? Ils le sont parce qu'on ne peut en prendre conscience qu'à travers une documentation locale qui a presque toujours échappé aux historiens, y compris les historiens chinois qui ont publié ces dernières années des compilations de matériaux sur la famine en Chine à l'époque républicaine. J'avais souligné, par exemple, que dans les documents émanant de la CIFRC, dont je me suis surtout servi au début de ma recherche, on a l'impression qu'il n'y a pour ainsi dire personne au Guanzhong pour combattre la famine en dehors de la CIFRC elle-même et de quelques missionnaires chrétiens. La présence d'organismes charitables purement chinois n'est pas totalement ignorée, pour être juste, mais elle reste toujours en pointillé, et surtout on a l'impression qu'il n'y a guère de collaboration ni de coordination avec la CIFRC. Or, ce qui m'intéresse, justement, c'est de voir si cette impression est justifiée ; et d'une manière plus générale, c'est de voir, autant qu'il est possible de le faire, comment les choses se passaient effectivement et concrètement sur ce terrain bien délimité que constitue la plaine du Guanzhong pendant la famine de 1928-1930 ; c'est de saisir un peu du détail et du vécu de cette intervention philanthropique multiforme, difficile, désespérée même, et dont les effets étaient limités par toutes sortes de problèmes dont le premier était tout simplement l'énormité du désastre et l'accumulation des conditions

contraires à une action efficace et rapide. Et encore une fois — et comme nous allons le voir —, c'est dans certaines sources locales que l'on peut commencer de se faire une idée de ces choses.

Vous vous souvenez que l'an passé, alors que mon sujet était la famine elle-même, j'étais remonté assez loin en arrière pour mieux comprendre comment on en était arrivé à une telle situation ; autrement dit, pour comprendre les raisons proches et lointaines, structurelles et conjoncturelles, pour lesquelles les populations du Guanzhong avaient subi de façon aussi catastrophique un accident climatique — la sécheresse qui débute à l'automne 1928 et dure jusqu'à l'automne 1930 — dont il aurait été possible de limiter considérablement les conséquences si les conditions politiques, militaires, sociales et économiques avaient été normales par ailleurs, autrement dit si elles n'avaient pas été aussi dégradées et chaotiques — du moins, c'est ce qu'affirmaient beaucoup d'observateurs, aussi bien chinois qu'étrangers. Et j'avais consacré pas mal de temps à cette remontée historique. Si cette année j'ai passé autant de temps sur les origines de la philanthropie moderne en Chine — si c'est finalement devenu une assez longue digression, nettement plus que je ne le prévoyais —, c'est exactement pour la même raison : c'est parce qu'il m'a paru que sans avoir un minimum de compréhension de cet arrière-plan historique, le rôle et les méthodes de la philanthropie au Shaanxi en 1929 ou 1930 ne peuvent être appréciés que de façon passablement superficielle.

Quoi qu'il en soit, j'en ai à peu près fini avec cette rétrospective sur les origines de la philanthropie moderne en Chine, dont nous avons vu qu'un bon nombre d'éléments cruciaux remontent aux années 1870 et à la famine de Guangxu, c'est-à-dire à un événement que les contemporains comparaient volontiers à la famine de 1928-1930 qu'ils étaient en train de subir, pour dire que cette dernière était encore bien pire. Mais puisque j'ai évoqué en dernier lieu l'histoire de la Croix-rouge chinoise, je voudrais rester encore un moment avec cette institution pour examiner ce que les monographies qui lui ont été consacrées ont à nous dire de son intervention pendant la famine de 1928-1930 dans le Nord-Ouest. C'est après avoir parlé de cela que j'aborderai la question de l'action philanthropique au Shaanxi au même moment, mais sous toutes ses formes et en prenant en compte tous ses acteurs, dont la Croix-rouge n'a été qu'un parmi d'autres, et pas nécessairement le plus important.

Un premier point qu'il est important de souligner, et qui distingue nettement la teneur et, pourrait-on dire, le ton de l'action philanthropique à ce moment, c'est qu'à partir de 1929 le gouvernement chinois est redevenu, pour la première fois depuis longtemps, un acteur important dans l'intervention contre la famine — ou à tout le moins qu'il a manifesté clairement et officiellement sa volonté de le redevenir. En avril 1929, en effet, le gouvernement de Nankin (le gouvernement nationaliste) met en place une « Commission du gouvernement pour les secours » (*Guomin zhengfu zhenzai weiyuanhui* 國民政府賑災委員會) chargée de coordonner les efforts de lutte contre la famine en Chine. Et l'année suivante il promulgue une loi prévoyant un fonds de réserve pour les secours (*jiuzai zhunbeijin fa* 救災準備金法)³⁹. Dès lors la Croix-rouge chinoise va considérer que son action dans le domaine des secours contre la famine a surtout un rôle d'appoint, même si ses branches locales sont susceptibles de continuer d'œuvrer dans ce domaine ; et ses interventions contre la famine vont diminuer en échelle comme en fréquence. Mais cela ne l'empêche pas de rester très présente à l'occasion de certaines crises graves, dont la grande sécheresse de 1928-1930 est certainement le meilleur exemple.

En 1929, donc, toute une série d'associations ou de commissions entrent en action pour essayer de faire quelque chose contre la famine en Chine du Nord (i.e. le Henan, le Shanxi, le Shaanxi, le Gansu et les provinces de Mongolie intérieure) : outre la commission gouvernementale dont je viens de parler (qui a pris sous son aile deux grandes commissions

³⁹ Texte dans le n° 1 du *Shaanxi zhoubao*, section *fagui*. Il s'agit d'un prélèvement de 1% du revenu régulier annuel de l'État, jusqu'à concurrence de 50 millions de yuan.

interrégionales), on en cite plusieurs autres, dont la CIFRC, une « Commission shanghaienne des secours au Shaanxi » (probablement animée par des natifs du Shaanxi résidant à Shanghai), une autre semblable pour le Shanxi, basée à Pékin, une autre qui s'occupe du Hebei et du Shandong, une Huabei zaizhenhui 華北災賑會, ou encore la Zhongguo jishenghui 中國濟生會, cette association d'inspiration bouddhique extrêmement active, fondée à Shanghai en 1916 ou 1917 par Wang Yiting 王一亭, dont j'ai parlé dans un précédent cours. La Croix-rouge se joint au mouvement, avec un petit secours d'urgence au début (5 000 yuan et 2 000 vêtements de coton matelassé) ; dans un second temps elle lance une série d'appels dans le *Shenbao* (Chi Zijing n'en cite pas moins de neuf), qui semblent avoir rencontré une certaine réponse si l'on en juge par les communiqués de remerciement publiés dans le même journal (ces remerciements s'adressent soit à des contributeurs individuels, soit à des groupements de personnes, soit à des entités professionnelles, ou encore à des associations charitables) ; mais c'est au total peu de choses, dans la mesure où les montants ne dépassent jamais quelques centaines de yuan.

Aussi, dès le mois de mai de cette même année 1929, la direction de la Croix-rouge (sous l'impulsion de son nouveau président, Yan Huiqing 顏惠慶, alias W.W. Yen [1877-1950], un diplomate shanghaien qui a étudié en Amérique et qui a été en charge dans de nombreux ministères et ambassades avant et après cette période⁴⁰) décide de monter une structure *ad hoc* en bonne et due forme — un « bureau pour s'occuper des secours » (*chouzhen chu* 籌賑處) dirigé par un comité en propre, et spécifiquement dédié à la mobilisation des contributions. Ce comité est mis en place peu après, et pour lui donner plus de « visibilité » on met à sa présidence un personnage jouissant d'un certain prestige social, qui n'est autre que le petit-fils de Li Hongzhang, Li Guojie 李國杰. (On pense à l'arrière-petit-fils de Lin Zexu qui avait été mis à la tête de la campagne d'éradication de l'opium au Fujian au début du siècle⁴¹.)

La méthode choisie pour arriver à lever des fonds en quantité significative, c'est ce qu'on appelle « accumuler des grains de sable pour édifier une pagode » (*jusha chengta* 聚沙成塔) — l'équivalent de notre expression « les petits ruisseaux forment les grandes rivières », si vous voulez. De quoi s'agit-il exactement ? Comme son nom l'indique, cette méthode consiste à solliciter des toutes petites contributions, mais en ratisant très large. En l'occurrence, la Bureau des secours se propose de vendre un petit ouvrage publié par la Croix-rouge, dont le titre est *Jiuming gongde* 救命功德 (Actions charitables pour sauver des vies), et dont on nous dit qu'il est « facile à comprendre et propre à susciter la compassion » ; et l'on va aussi vendre des images et des colifichets bouddhistes (des maquettes de pagode, des images de Guanyin, etc.) que les gens peuvent offrir en cadeau et qui sont susceptibles d'« augmenter l'intérêt des donateurs »⁴². En d'autres termes on emprunte au bouddhisme une méthode apparemment classique de mobilisation qui consistait à solliciter dans toutes les couches de la société, même chez les gens les plus humbles, des donations qui pouvaient se monter à quelques sous mais dont l'addition permettait de produire l'équivalent d'une « pagode ». Et c'est bien pourquoi la Croix-rouge baptise sa campagne « contribuer pour la pagode » (*juan baota* 捐寶塔 ; ou encore ce que je traduirais par « contribuer pour la pagode et acquérir des mérites en sauvant des vies », *jiuming gongde baota juan* 救命功德寶塔捐).

⁴⁰ Yan Huiqing sera également président de la CIFRC de 1931 à 1934.

⁴¹ Cf. cours du 22/3/06.

⁴² Pour un exemple à la fin des Ming, cf. Joanna Handlin, ms. chap. 7, p. 24 : « [Ni Yuanlu] therefore took it upon himself to set up a 'Life-saving Pagoda society', which circulated subscription charts shaped like a pagoda, each floor of which represented one life to be saved. According to his guidelines, donors could sign on individually or in groups for one floor (one life) and would then accept responsibility for making grain contributions every ten days, for roughly four months, until the next harvest. » Donne plusieurs références, notamment au *Deyi lu*, éd. 1869, 2/44a, avec une illustration (救命浮圖) [in *Guanzhenshu jicheng*, vol. 8, p. 494].

On voit donc, une fois de plus, l'omniprésence du bouddhisme dans la philanthropie de l'époque — et en l'occurrence d'une forme plutôt populaire de bouddhisme, puisque ce à quoi l'on essaye ici de faire appel, c'est l'aspiration classique à « accumuler des mérites (*gongde*) ». (*Gongde* désigne à la fois les bonnes actions et les mérites acquis.) Les foyers qui auront donné 2,5 yuan et auront réussi en outre à susciter pour au moins 25 yuan de contributions se verront délivrer un « certificat de mérite » (*gongde quan* 功德券). Des infirmiers des différents hôpitaux de la Croix-rouge à Shanghai sont donc organisés en « équipes de propagande » que l'on dépêche dans tous les quartiers de la ville pour dresser des étals dans les rues et vendre images et certificats. L'opération aurait eu un rendement moyen, et sans précédent dans l'histoire de la Croix-rouge chinoise, de 1 000 yuan par jour rien qu'à Shanghai (c'est-à-dire sans tenir compte des autres villes)⁴³. En tout cas, lorsque les campagnes de vente de *baota juan* prennent fin, en février 1930, le total des contributions levées de la sorte se monte à presque 250 000 yuan.

Et c'est grâce à l'enthousiasme populaire suscité par cette opération, grâce surtout aux fonds qu'on arrive à lever de la sorte (à partir du milieu de 1929, donc), que la Croix-rouge réussit, en quelque sorte, à passer à la vitesse supérieure et à intervenir de façon plus systématique et moins dispersée qu'avant ; et d'abord, à agir beaucoup plus sur le terrain, alors que jusque là les interventions de ce type s'étaient limitées à un petit nombre de distributions de secours organisées par les branches locales en recourant à la méthode traditionnelle des « soupes populaires » (*zhouchang* 粥廠). Or, l'une des conséquences de la famine auxquelles s'attaque alors la Croix-rouge, c'est le trafic des enfants vendus à des marchands d'esclaves par les familles en perdition, et plus généralement l'errance sur les routes des enfants abandonnés. Pour essayer d'en sauver au moins quelques-uns la Croix-rouge ouvre six centres d'accueil pour les garçons et les filles (appelés respectivement *zaitong liuyangyuan* 災童留養院 et *zainü jiaoyangyuan* 災女教養院) dans trois capitales provinciales de Chine du Nord, à Pékin, à Kaifeng (le Henan est particulièrement touché par la famine en 1929) et à Xi'an, avec un quota d'un millier d'enfants par établissement. Les branches locales de la Croix-rouge et si besoin est d'autres organismes philanthropiques sont chargées de convoier jusqu'aux centres les enfants qu'on a recueillis ; et parmi les philanthropes en vue qui auraient également prêté la main à l'opération on cite Xiong Xiling 熊希齡, dont j'ai déjà parlé, ainsi que Zhu Qinglan 朱慶瀾, l'ancien général converti aux bonnes œuvres que nous retrouverons bientôt au Shaanxi.

Un peu plus tard un autre centre sera ouvert à Shanghai, capable en principe d'accueillir 500 enfants de Chine du Nord pour prendre soin d'eux et leur donner une éducation. Le président d'honneur du conseil d'administration n'est autre que le célèbre Du Yuesheng 杜月笙, le chef de la pègre shanghaienne, par ailleurs complice en affaires des autorités de la Concession française et allié politique de Chiang-Kai-shek, qui cherchait aussi à se donner une stature de grand notable charitable. Enfin, le Bureau de gestion des secours de la Croix-rouge met aussi en place des centres (des *jiejisuo* 接濟所) pour recueillir les réfugiés fuyant la famine dans plusieurs villes du Nord où le problème apparaît particulièrement aigu — dont, encore, Xi'an : les gens sont fournis en vêtements, reçoivent une petite somme d'argent, des provisions de voyage, ainsi qu'une sorte de passeport supposé les aider à aller chercher du travail dans les provinces épargnées par le désastre. Enfin, la Croix-rouge envisage d'ouvrir des chantiers de travaux publics pour les victimes de la famine en collectant des fonds auprès des Chinois d'outre-mer, mais là il semble que ce soit resté à l'état de projet. En tout cas, au 14 juillet 1929 le Bureau des secours aurait dépensé un total de 50 000 yuan, à la fois en fonds de secours destinés au Shaanxi et au Gansu et pour mettre sur pied ses centres d'accueil pour les enfants.

⁴³ Chi Zijiang, p. 259-260.

À cette date, en fait, le Bureau décide de concentrer l'essentiel de ses efforts sur le problème des réfugiés, et d'abord des femmes et des enfants ; et, tout particulièrement, l'objectif proclamé est (ce sont les termes employés) de « prévenir la tragédie de l'extinction de la race au Shaanxi et au Gansu » (*fang Gan Shaan you miezhong zhi huo* 防甘陝有滅種之禍) — faisant allusion non seulement à l'énorme mortalité qui était signalée dans ces provinces, mais également aux cas de kidnapping d'enfants et d'anthropophagie.

L'antonyme de *miezhong* (littéralement, « anéantir la race »), c'est *baozhong* 保種 (« protéger la race »), et pour désigner en général sa campagne pendant cette période la Croix-rouge emploie les mots *jiuzai baozhong* 救災保種, « intervenir contre le désastre et (pour) protéger la race ». Ces expressions peuvent surprendre ; mais en réalité le thème de la « protection de la race », dont la Croix-rouge fait alors un de ses chevaux de bataille, a une très grande résonance en Chine depuis la fin du 19^e siècle — essentiellement, depuis la défaite aux mains du Japon en 1895, laquelle avait donné le signal de départ à la ruée des puissances occidentales et du Japon pour se tailler des concessions ou, comme on dit parfois, pour « dépecer la Chine ». Le discours des révolutionnaires anti-mandchous, en particulier proclamait que le destin de la Chine en tant que groupe ethnique et que civilisation était menacé par la complicité des barbares mandchous et des impérialistes. Mais cette notion n'a pas disparu avec la chute de la dynastie des Qing (i.e. des Mandchous). Le slogan « sauver le pays » (*jiuguo* 救國) est réitéré de manière obsessionnelle pendant toute la période qui nous concerne, et je crois qu'il n'a pas seulement une valeur politique (en gros, réunifier la Chine et la doter d'un gouvernement fort pour la rendre riche et puissante) : il va beaucoup plus loin que cela, c'est de l'entité Chine qu'on parle, et c'est elle que l'on persiste à voir menacée par la coalition objective des puissances étrangères et, en Chine, des forces réactionnaires symbolisées par les seigneurs de la guerre et par ce que je serais tenté d'appeler les « forces sociales du mal ». Ces forces sociales du mal, les « bandits locaux » (*tufei* 土匪) en sont d'une certaine manière l'incarnation ultime, à cause de leur cruauté aveugle, de leur cynisme et, justement, de leur absence totale de « civilisation » ; or, si la figure du *tufei* date plus ou moins du milieu du 19^e siècle, jamais peut-être n'a-t-elle été aussi présente dans le discours que pendant les grandes famines des années 1920 — où elle ne se distingue d'ailleurs pas toujours de celle du soldat, en tout cas du soldat appartenant à une des innombrables troupes des seigneurs de la guerre. Le texte de Kang Tianguo 康天國, publié à Shanghai en 1931 sous le titre *Xibei zuijin shinianlai shiliao* 西北最近十年來史料, que j'ai cité déjà plusieurs fois, me semble un exemple particulièrement virulent de cette vision du monde dans laquelle la nation chinoise tout entière est en train de sombrer sous l'action combinée des seigneurs de la guerre, des bandits locaux et des désastres naturels.

C'est donc, encore une fois, un thème très fort, et il est assurément frappant que la Croix-rouge ait choisi de parler d'extinction ou, par opposition, de protection de la race à propos de ses centres d'accueil pour les enfants abandonnés, ou errants, ou vendus à des trafiquants dans les provinces du Nord-Ouest pendant la famine de 1929. Mais je crois que l'idée de sauver de la mort, ou au minimum de l'esclavage, des enfants qui après tout représentaient l'avenir du pays, était elle aussi une idée forte. Chi Zihua cite un article du *Shenbao* sur la première « promotion » d'enfants accueillis au *Zaitong liuyang yuan* de Shanghai (à la fin de 1929), tout de suite après la construction de l'établissement, dont il est précisé qu'il est aux normes les plus récentes de confort et d'hygiène — un article dans lequel on peut voir comment ces 123 enfants qu'on a sélectionnés parmi les plus prometteurs (*ze youxiuzhe* 擇優秀者), est-il précisé ailleurs, amenés à grands frais depuis les régions reculées du Nord-Ouest et après un arrêt de quelques semaines à Pékin pendant lequel on a essayé de soigner les diverses maladies dont ils souffraient, de les rendre à peu près présentables et de leur donner un premier rudiment d'éducation — comment ces enfants sont pris en main de façon en

quelque sorte « scientifique » : examinés, pesés, mesurés, immatriculés, et soumis à un régime régulier d'études et d'exercice ; tout cela pour en faire — ce n'est pas dit dans l'article, mais c'est évidemment l'idée — des citoyens modèles d'une Chine ressuscitée et reconstruite, des citoyens éduqués moralement et intellectuellement, en bonne santé et capable de prendre soin d'eux-mêmes, et formés à un métier qui leur assurera l'indépendance ; et des citoyens (comme le précise un article des statuts reproduits par Chi Zihua) qui, au terme d'une éducation que l'on veut la plus poussée possible pour les meilleurs d'entre eux, seront renvoyés dans leurs provinces d'origine — le Shaanxi et le Gansu — pour contribuer à la renaissance, au développement et à la modernisation de ces régions qui sont présentement sous-développées, arriérées et sinistrées. En bref, c'est un projet d'éducation qui vise à l'avancement de la société (*gaijin shidao* 改進世道) et au développement économique ; et en cela il rejoint tout à fait un discours « développemental », tourné vers le futur, dont nous verrons qu'il a également une importance centrale dans les déclarations des philanthropes du Shaanxi qui prendront la tête des opérations de secours au lendemain de l'installation du pouvoir nationaliste à Xi'an, à l'automne 1930. Il s'agit donc d'une forme éminemment « positive » de charité (pour reprendre une classification dont j'ai parlé l'autre jour) — c'est-à-dire d'une forme de charité investissant pour l'avenir.

Lorsque la guerre éclate entre Feng Yuxiang et le gouvernement de Nankin, en octobre 1929, Chiang Kai-shek charge la Croix-rouge d'organiser une commission spéciale pour intervenir sur le champ de bataille, en coopération avec la Commission nationale de secours à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure. La Croix-rouge réussit effectivement à faire transporter 13 000 vêtements d'hiver, des vivres, des médicaments etc. jusqu'à Luoyang, et à distribuer des secours et des aides dans plusieurs autres provinces ; et pourtant ses opérations de secours dans le Nord et le Nord-Ouest vont s'arrêter au printemps 1930, alors que les combats entre le régime de Nankin et la coalition nordiste conduite par Feng Yuxiang continuent pourtant de faire rage. Comme le remarque Chi Zihua, l'intervention de la Croix-rouge pendant la famine de 1928-1930, qui avait commencé tard, s'est arrêtée tôt, et en outre elle s'est arrêtée brusquement.

Pourquoi cette interruption ? La première et peut-être la principale raison semble avoir été une crise interne à la direction de la Croix-rouge. En mai 1929 l'assemblée de la Croix-rouge élit un nouveau vice-président (je rappelle que depuis 1912 le vice-président est le véritable directeur exécutif de la Croix-rouge), qui est un certain Yu Qiaqing 虞洽卿, un notable shanghaien sur lequel je n'ai pour le moment pas plus de renseignements mais dont on rencontre occasionnellement le nom dans les sources concernant les entreprises charitables de l'époque. Or, trois mois plus tard Yu Qiaqing démissionne avec éclat en expliquant qu'il est totalement hostile à l'existence d'un Bureau de gestion des secours au sein de la Croix-rouge, d'une sorte d'État dans l'État, doté de son propre comité et de ses propres administrateurs, et qui en plus de tout mobilise l'essentiel des ressources de l'organisation. Yu se trouve donc en conflit avec son comité, qui avait voté avec enthousiasme, et sous l'impulsion du président W.W. Yen, la création du Bureau de gestion des secours ; et il ne lui reste donc pas d'autre choix que de partir. Il y a certainement en arrière plan de cette affaire des conflits de personnes dont le détail et les raisons nous échappent, ou peut-être même des conflits politiques : mais les histoires de la Croix-rouge chinoise tendent à rogner les aspérités et à tout voir sous l'angle de la compassion et de la générosité, et du coup elles ne nous sont pas d'un grand secours sur ce genre de problèmes. En tout cas, en février 1930 Yu Qiaqing est réinstallé dans ses fonctions sous la pression du gouvernement, et son premier soin est de dissoudre le Bureau de gestion des secours en arguant que son existence n'est pas conforme au règlement interne de la Croix-rouge, et d'arrêter la campagne de vente des « contributions pour la pagode », qui était pourtant un succès. Si bien que les opérations que continuent de mener les branches locales de la

Croix-rouge sur le terrain se retrouvent rapidement privées de l'essentiel de leurs ressources, et qu'elles ne tardent pas à tourner court⁴⁴.

Le bilan total est difficile à apprécier. Les ouvrages récents sur l'histoire de la Croix-rouge chinoise admettent que, quantitativement, ce bilan restait limité au regard des besoins, bien sûr — nous verrons plus tard qu'à la fin de 1930 le gouvernement nationaliste promet au Shaanxi de lancer un emprunt de 8 millions de yuan rien que pour aider ses habitants à passer le cap de l'hiver et du printemps, à comparer avec les 250 000 yuan que la Croix-rouge a réussi à mobiliser en 1929 et au début de 1930 ; il est vrai qu'à ce moment le Shaanxi a touché le fond, mais ces chiffres sont quand même parlants. Et même par rapport non pas aux besoins, mais aux efforts effectivement consentis par la totalité des organismes de secours actifs avant qu'elle-même n'arrête ses activités, en termes financiers la contribution de la Croix-rouge n'aura de toute évidence été qu'un appoint. Mais d'un autre côté les mêmes auteurs insistent beaucoup sur l'exemple donné alors par la Croix-rouge, sur le fait que ses méthodes ont été considérées comme un modèle, et sur l'impact qu'auraient eu dans toutes les couches de la société la campagne de vente des « contributions pour la pagode », la propagande qui l'a accompagnée (le *Shenbao* aurait publié pas moins de 60 annonces à Shanghai et 23 dans les autres grandes villes, sans compter une quantité d'autres communiqués sur le sujet), son effet de mobilisation et de prise de conscience, etc. : bref, tout le monde en parlait.

Quoi qu'il en soit, et comme nous venons de le voir, la Croix-rouge chinoise cesse plus ou moins ses interventions en Chine du Nord au printemps 1930, à la suite du limogeage du Bureau de gestion des secours qui les supervisait et de l'arrêt de la campagne de contributions pour les « pagodes » qui les finançait. Il est probable que l'état de guerre dans lequel se trouve alors toute la région a également joué un rôle. Mais les branches locales de la Croix-rouge, même si elles voient momentanément disparaître l'essentiel des ressources que leur envoyait le siège de Shanghai, sont toujours en place ; et c'est en particulier le cas à Xi'an, où nous retournerons la semaine prochaine.

⁴⁴ Chi Zijiang, p. 268. Le texte correspondant dans *Bainian hongshizi*, qui est identique par ailleurs, omet cet épisode.

7/3/07

Je l'ai rappelé la dernière fois, il nous est possible — dans certaines limites, certes, mais quand même — de nous figurer les circonstances de l'action philanthropique à Xi'an et dans sa région de façon nettement plus concrète et plus immédiate que tout ce que j'ai pu dire jusqu'à présent sur l'histoire de la philanthropie chinoise moderne (en dernier lieu sur celle de la Croix-rouge chinoise) ; et si c'est possible, c'est avant tout grâce à l'existence de certaines publications locales ignorées de tous les travaux que j'ai pu consulter, mais auxquelles j'ai eu la chance d'avoir accès parce qu'elles m'ont été communiquées par un doctorant chinois qui les avait photographiées sur place. C'est donc sur cela que je m'appuierai pour une bonne part à partir d'ici. Cela étant, je dois quand même préciser que, si ces publications auxquelles j'ai eu accès me semblent extrêmement frappantes, elles sont malgré tout en nombre limité — et là, je dépends bien sûr de ce que mon informateur a pu lui-même photographier pendant ses séjours de recherche (qui d'après les dates de ses photos doivent remonter à l'été 2002 et à l'été 2003) ; et ensuite, elles couvrent une période relativement brève.

L'importance de 1930

En fait, concernant ce dernier point (la brièveté de la période), ce n'est pas tout à fait par hasard. Les quelques mois auxquels renvoient un bon nombre des articles et des informations dont je parlerai correspondent à l'automne 1930 et au début de l'hiver 1931. J'ai rappelé la semaine dernière à quel point l'année 1930 doit être considérée comme décisive au Shaanxi concernant les problèmes qui nous préoccupent — et pas seulement eux : on peut bien dire que c'est à tous égards un point tournant dans l'histoire moderne de la région. La principale raison à cela, dans le court terme en tout cas, c'est que c'est à l'automne de cette année que s'installe à Xi'an, pour la première fois depuis longtemps, et de façon stable, un gouverneur provincial dont les soucis prioritaires — une fois la province reconquise sur les forces de Feng Yuxiang — ne sont pas de nature militaire ou prédatrice (ou les deux à la fois, comme ç'avait été si souvent le cas pendant les vingt années précédentes), mais sont bien de ramener l'ordre et de développer l'économie.

Or la tâche la plus urgente, aussi bien pour rétablir l'ordre que pour développer l'économie, c'est de secourir les victimes de la famine, qui sont dans une situation désespérée dans la majorité des districts de la province (et particulièrement dans la plaine du Guanzhong) ; et plus précisément c'est de permettre à la population de franchir le cap de l'hiver et du printemps. En effet la sortie de famine semble enfin en vue. Une des sources dont je parlerai précise que la région a reçu suffisamment de pluie depuis la fin octobre et que plusieurs organismes charitables ont été en mesure de distribuer des semences pour les céréales d'hiver ; mais il n'y aura pas de récolte avant juin au mieux, et une forte proportion de la population n'a simplement pas de quoi survivre entre l'hiver et le printemps. En d'autres termes, cette courte phase qui couvre l'automne 1930 et l'hiver 1931 est absolument cruciale pour le redémarrage de l'agriculture au Guanzhong, et c'est bien pour cette raison que l'action des organisations charitables en état de fonctionner prend une importance capitale.

La Commission des secours du Shaanxi et sa revue

Or, justement, depuis l'installation du nouveau régime à Xi'an ces associations charitables ne sont plus laissées plus ou moins à elles-mêmes, en dehors peut-être de quelques bonnes paroles, comme c'était le cas pendant la période précédente. Les articles et les proclamations publiés à la fin de 1930 dans la revue que je vais tout de suite présenter rappellent à l'envi que le nouveau gouverneur, le général Yang Hucheng 楊虎城 (1883-1949) — personnage très connu et dont la personnalité et le parcours sont assez fascinants : je pense avoir déjà parlé de lui et

j'en reparlerai certainement —, a adopté dès le lendemain de son installation à Xi'an un programme d'urgence en huit points ; et le premier de ces points, l'urgence parmi les urgences, donc, c'est l'organisation des secours (*jiuzai* 救災). Et pour se charger de cette tâche on met aussitôt en place, sous l'égide du gouvernement provincial, une « Commission des secours de la province du Shaanxi » (Shaanxi sheng zhenwu hui 陝西省賑務會). Cette commission est supposée se conformer aux normes et aux procédures de la Commission centrale des secours (Zhongyang zhenwu weiyuanhui 中央賑務委員會) mise en place l'année précédente par le gouvernement nationaliste, elle fonctionne en contact étroit avec le gouvernement provincial, mais ce n'est pas pour autant un organisme bureaucratique. Ses principaux responsables, comme nous le verrons, sont tous des chefs de la philanthropie locale, et d'ailleurs ils disposent statutairement de la majorité dans le comité directeur : parmi les neuf membres que compte celui-ci, en effet, deux sont envoyés par le gouvernement de la province, deux par le Parti nationaliste (i.e. le Guomindang : n'oublions pas que la province fonctionne désormais sous le régime de l'État-parti), et les cinq autres sont désignés par les « organismes de la population » (*minzhong tuanti* 民眾團體, où *minzhong* est l'équivalent de *minjian* 民間) — en d'autres termes, par les associations charitables. Et ces responsables émanant de la philanthropie ne manquent pas d'insister sur le fait que l'utilisation des fonds destinés aux secours (*zhenkuan* 賑款) doit être « absolument claire » (要絕對的公開) et « indépendante » (要絕對的獨立), et que les secours seront gérés *par eux*, et selon leurs propres procédures. Au reste le président de la commission, désigné par Yang Hucheng, est un philanthrope bouddhiste éminent, Kang Jiayao 康寄遙, sur qui je reviendrai tout à l'heure.

En d'autres termes, même si les pouvoirs publics s'efforcent de mobiliser des moyens et de faciliter les choses, la collecte des informations, l'organisation des secours et une bonne partie des appels à l'aide lancés à travers tout le pays — bref, tous les aspects de la politique de secours qu'on essaye alors de relancer — sont, pour l'essentiel, sous-traités aux seuls personnages et aux seules organisations qui ont l'expérience et les connexions nécessaires pour cela, c'est-à-dire, encore une fois, aux militants de la philanthropie et à leurs associations.

Tout cela peut être étudié assez en détail dans la revue hebdomadaire que publie la Commission des secours du Shaanxi à partir de la fin novembre 1930, le *Shaanzai zhoubao* 陝災週報 (l'hebdomadaire de la famine au Shaanxi), qui réussira à sortir neuf numéros avant de suspendre sa parution à la fin janvier 1931. En fait j'avais brièvement présenté le *Shaanzai zhoubao* il y a deux ans — je vous en avais même montré les couvertures, qui sont intéressantes pour elles-mêmes, à cause, d'abord, de la qualité des personnages qui en ont signé les calligraphies : ce sont pratiquement tous des *leaders* importants de la philanthropie au Shaanxi, bien sûr, ou dans le cas de l'ingénieur Li Yizhi (qui calligraphie la couverture du dernier numéro) un apôtre du développement économique⁴⁵ ; et ensuite elles sont intéressantes par leur esthétique même, car les illustrations, dont certaines sont en couleurs — ce qui suppose un certain coût de fabrication — sont d'un modernisme qui me semble assez typique de la période. Quoi qu'il en soit, je me souviens avoir aussi dit un mot très rapide du contenu du *Shaanzai zhoubao* ; mais désormais je vais y recourir de façon beaucoup plus systématique, et je dois dire que ce contenu est remarquablement riche, varié et informé si l'on considère l'incroyable urgence et les circonstances certainement assez acrobatiques dans lesquelles ont été publiés ces neuf numéros, semaine après semaine. D'ailleurs, à la fin, les responsables annoncent qu'ils n'y arrivent plus, que la copie manque, et qu'ils sont contraints d'arrêter les frais. En tout cas (et c'est ce que je voulais dire aussi), les limites chronologiques de la revue, qui va être une de mes principales sources, déterminent en partie celles de ce que je puis avoir à dire de précis sur l'action philanthropique locale au Shaanxi pendant la grande famine de 1929 et 1930.

⁴⁵ Cf. cours du 16/3/05.

L'appel au retour des organisations philanthropiques nationales

Mais, encore une fois, cette courte période est à l'évidence celle pendant laquelle la philanthropie locale a eu le rôle le plus décisif au Shaanxi. Ce rôle, c'était d'abord de « gérer les secours » (*banzhen* 辦賑), bien sûr, c'est-à-dire de les administrer sur le terrain, d'enquêter, de collecter les fonds et de les répartir, etc. Mais ce n'était pas que cela : c'était aussi, en quelque sorte, de désenclaver la région en la reconnectant aux sources extérieures d'aide — puisque à peu près rien ne pouvait être fait sans aides extérieures ; ou, pourrait-on dire autrement, de ramener le Shaanxi et le Nord-Ouest dans l'orbite de la philanthropie nationale et internationale. J'ai mentionné la semaine dernière le fait que la Croix-rouge chinoise, en tout cas son organisation centrale, basée à Shanghai, avait cessé ses interventions dans le Nord-Ouest au printemps 1930. Il y avait des raisons internes à ce repli, comme nous l'avons vu (je veux parler du désaccord qui semble avoir opposé le président et le vice-président de la Croix-rouge concernant l'existence même d'un bureau spécialisé dans ce genre d'opérations au sein de l'organisation, et la dissolution de ce bureau) ; mais il semble également clair que, même pour un organisme ayant vocation à intervenir sur les champs de bataille, les conditions créées par les ultimes combats entre les forces de Nankin et la coalition nordiste dirigée par Feng Yuxiang, par la rupture complète des communications et par la priorité absolue accordée aux impératifs militaires rendaient à peu près impossible l'intervention des organismes de secours. En bref, la situation était devenue telle que les organisations philanthropiques actives en Chine ne pouvaient plus ou ne voulaient plus se risquer dans la région, et qu'à de rares exceptions près elles ont baissé les bras : c'est un peu la situation que décrivait John Baker, l'envoyé de la CIFRC, pendant sa visite au Shaanxi à l'été 1930, à laquelle j'avais fait allusion au début.

Et c'est d'ailleurs bien ce que nous dit Kang Jiyao, le président la Commission provinciale des secours, dans un article du deuxième numéro du *Shaanxai zhoubao* : il commence par faire allusion au rapport de la commission d'enquête de la Croix-rouge américaine dont j'ai déjà parlé à plusieurs reprises, qui était passée au Shaanxi en juillet 1929 et qui était allée l'interviewer à Xi'an (en tant que président du comité provincial de la CIFRC, ce qui était une de ses nombreuses casquettes) : ce rapport, qui a visiblement beaucoup circulé en Chine, il en connaît donc la principale conclusion, qui est, vous vous en souvenez sans doute, que la famine de 1928-1929 a des causes essentiellement *humaines*, c'est-à-dire politiques et militaires. C'était d'ailleurs, comme on peut le voir dans un autre article, ce que les Américains avaient affirmé sur place aux responsables qu'ils avaient rencontrés au Shaanxi. Et même s'il trouve que c'est un peu exagéré, Kang Jiyao admet qu'il y a pas mal de vrai dans cette opinion. C'est d'ailleurs ce que clament tous les articles et tous les éditoriaux dans les premiers numéros du *Shaanxai zhoubao* : ceux qui ont, littéralement, « fabriqué la famine » (*zaihuang zhizaozhe* 災荒製造者), ce sont d'abord les seigneurs de la guerre, les soldats et les bandits, et d'ailleurs ces gens n'ont pas tous disparu de la province, en dépit de la défaite de Feng Yuxiang, si bien qu'on ne peut qu'espérer que Yang Hucheng saura respecter ses promesses et qu'il arrivera effectivement à rétablir l'ordre. Et ensuite, toujours dans le même article, Kang Jiyao note, malheureusement sans développer plus avant, que plusieurs organismes charitables basés à Shanghai ou à Hankou (i.e. Wuhan, la grande métropole de Chine centrale) se sont retirés du Shaanxi à cause précisément de l'état de guerre et de l'anarchie qui y régnait. Il est plus que probable qu'il faille compter la Croix-rouge chinoise au nombre de ces organismes nationaux qui ont abandonné le terrain ; et l'on trouve en effet dans le n° 4 de la revue le texte d'un télégramme de la Croix-rouge de Xi'an adressé à la Croix-rouge nationale, qui « implore » cette dernière d'envoyer des secours (*qi zhen* 乞賑).

Le problème, c'est donc de faire revenir au Shaanxi les organismes philanthropiques nationaux (et aussi bien internationaux) qui ont plus ou moins abandonné la place, ou au minimum de faire en sorte qu'ils acceptent d'y réinvestir des moyens — que ce soit par le canal

de leurs filiales dans la province, ou sous la forme de dons aux organismes qui sont déjà en place, à commencer par la nouvelle Commission semi-officielle présidée par Kang Jiyao ; je veux dire, il faut faire en sorte qu'ils acceptent d'y réinvestir des moyens et d'y envoyer des vivres sans avoir à craindre que ces moyens et ces aides ne soient aussitôt récupérés par les militaires, ou détournés par le personnel administratif, ou qu'ils soient simplement pillés par une des innombrables troupes de bandits ou de déserteurs qui sillonnent la région. Ce genre de risque avait de toute évidence été l'une des principales raisons du retrait d'un certain nombre d'organisations : dès lors que la philanthropie n'arrivait plus à atteindre ses destinataires, il n'y avait pas de raison de s'acharner.

Et de fait, convaincre les *leaders* de la philanthropie dans tout le pays et leurs organisations, ainsi que les étrangers et les Chinois d'outre-mer, de s'engager à nouveau et de venir « sauver de l'eau et du feu » (comme on disait) les populations sinistrées du Shaanxi, est un des principaux objets, sinon le principal objet, de la revue publiée par la Commission des secours de la province du Shaanxi, dont il est décidé lors de la deuxième réunion du comité de la tirer à 3 000 exemplaires, ce qui est considérable. Le « manifeste » (*xuanyan* 宣言) publié en ouverture du premier numéro affirme que la priorité de la revue est d'assurer une meilleure « propagande » (*xuanchuan* 宣傳) qu'on n'a su ou qu'on a pu le faire jusqu'ici ; c'est-à-dire de faire en sorte que les circonstances concrètes de la tragédie que sont en train de vivre les habitants du Shaanxi cessent d'être cachées aux yeux du monde (en réalité ce n'était pas entièrement le cas, comme je le montrerai la prochaine fois), afin que les personnes ou les entités susceptibles de leur venir en aide soient alertées, convaincues de l'urgence, et convaincues également (et surtout) de ce que leurs efforts ne seront pas dilapidés. Il s'agit donc, explique ce même manifeste, de faire connaître les circonstances précises de la famine, d'en expliquer les causes (humaines ou naturelles), d'exposer les mesures prévues pour y remédier ; et enfin, il s'agit de convaincre le monde que les nouvelles autorités de Xi'an se sont résolument placées au premier rang du combat contre la famine, qu'elles sont en passe d'éradiquer le banditisme et qu'elles s'appêtent à mettre sur pied des programmes de développement économique.

Tout ceci vise donc l'extérieur, ça doit servir à appuyer ces appels à l'aide qui occupent une place tellement considérable dans les pages du *Shaanxai zhoubao*, et dont je reparlerai la semaine prochaine. Mais la revue revendique aussi — toujours dans cette même adresse inaugurale — une fonction *pédagogique*, visant cette fois les victimes de la famine elles-mêmes. Il faut que les masses affamées prennent conscience de la nécessité de se prémunir désormais contre les désastres, et il faut qu'elles collaborent pleinement avec les efforts des organismes philanthropiques et des ingénieurs (est-il précisé), aussi bien les Chinois que les étrangers, qui vont venir les tirer de leurs difficultés et les assister pour développer l'économie agricole. À propos de développement, d'ailleurs, le texte use d'une expression intéressante, que l'on retrouve dans d'autres articles de la revue mais que je ne me souviens pas d'avoir rencontrée ailleurs : il parle en effet de la nécessité d'une « révolution dans les conditions de vie du peuple » (*minsheng geming* 民生革命), ce qui est, me semble-t-il, d'une tonalité assez sunyatsénienne. En tout cas, telles sont bien les deux grandes rubriques entre lesquelles se partage l'essentiel du contenu des neuf numéros du *Shaanxai zhoubao* : secourir et développer — en d'autres termes, les secours pour restaurer l'ordre social et créer les conditions du développement ; et le développement pour s'assurer qu'à l'avenir on n'aura plus besoin de solliciter des secours.

Mais, dans l'immédiat, solliciter des secours est, encore une fois, le point numéro un à l'ordre du jour. C'est ce que ne cessent de répéter les articles et les éditoriaux, mais c'est aussi ce qu'expriment, et cette fois de façon ciblée et précise, la multiplicité d'appels reproduits dans la section intitulée « lettres et télégrammes » (*handian* 函電) que contient chaque numéro, ainsi que dans la section consacrée aux activités de la commission pendant la semaine écoulée, et

aussi dans les rubriques donnant des informations par districts. En tout cas, s'il est une institution qui fonctionnait intensivement, et qui semble d'ailleurs n'avoir jamais cessé de fonctionner, même pendant les périodes les plus troublées, c'est bien le télégraphe. J'ai mentionné l'autre jour le fait que le télégraphe est depuis la fin des Qing le mode normal de communication entre les administrations, et aussi bien entre les institutions civiles. Les communications ont eu d'ailleurs le temps de se perfectionner entre temps, puisqu'à présent on a aussi la radio, et l'une des premières décisions du nouveau comité est de demander au gouvernement provincial le droit d'utiliser ses transmissions radio pour envoyer ses multiples télégrammes.

Il faut d'ailleurs préciser que d'autres revues traitant de la famine consacrent, comme le *Shaanxai zhoubao*, une grande place à reproduire les innombrables télégrammes d'appel au secours expédiés par les districts, ou alors adressés par l'administration provinciale au gouvernement central et aux organismes philanthropiques nationaux pour leur réclamer de l'aide. On en a un exemple très caractéristique avec une compilation intitulée *Shaanxi zhenwu huikan* 陝西賑務彙刊, publiée par une « Association des secours au Shaanxi » (*Shaanxi zhenwu hui* 會) qui doit être le prédécesseur de la commission présidée par Kang Jiyao : cette publication est datée d'avril 1930 et son contenu couvre également l'année 1929 — donc tout cela date d'avant l'arrivée des nationalistes dans la province, c'est-à-dire de l'époque où celle-ci était encore administrée par des appointés de Feng Yuxiang (le gouverneur était alors un de ses lieutenants, un certain Liu Yufen 劉郁芬). S'il ne semble pas qu'en dehors de quelques exceptions d'importance purement locale ces derniers aient pu faire grand-chose d'efficace pour secourir les victimes de la famine, ce n'est pas faute que les appels à l'aide, les correspondances de toutes sortes et les comptes rendus d'enquête envoyés par télégramme aux journaux de Shanghai, Nankin, Pékin et Tianjin aient manqué. La table des matières de cette publication fait en effet la liste de pas moins de 250 « télégrammes et lettres urgentes en style télégraphique » (*dianwen daidian* 電文代電), plus un nombre presque égal de communications au gouvernement, de directives, d'instructions, de proclamations, etc. — je vous passe le détail : en tout cas tout cela vient sous la rubrique générale des « pièces administratives » (*gongdu* 公牘), comme dans les anthologies administratives de l'ancien temps. Enfin, il faut y ajouter une quantité de rapports rédigés par diverses commissions d'enquête ou envoyés par les fonctionnaires de districts. Comme je le disais, en 1929 et au début de 1930 la situation au Shaanxi n'était pas si inconnue du pays que ne l'affirment les éditoriaux du *Shaanxai zhoubao*.

Quoi qu'il en soit, quand je disais que ce genre de publications locales (ou plutôt, provinciales) permettent de saisir la situation beaucoup plus en détail et beaucoup plus concrètement que les histoires générales ou les compilations modernes de documents dont j'ai parlé — ou, pourrait-on dire d'une autre façon, qu'elles nous aident à mieux en percevoir la *texture* concrète —, on en a là un bon exemple. Lorsqu'elles citent ces appels au secours et ces rapports, en effet, les histoires générales et les compilations se contentent le plus souvent d'en donner quelques extraits — quelques phrases jugées particulièrement frappantes, ou utiles à l'argument. Et leur source principale (sinon bien sûr unique), comme il est facile de le constater dans les notes de bas de page, c'est bien souvent le *Shenbao*, dont on peut vraiment dire qu'il aura été usé jusqu'à la corde par les historiens, sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres ! (Il en existe une édition en fac-similé facile à consulter et à manier.) Or, le *Shenbao*, si riche de contenu soit-il, est un *journal*, et en tant que tel il avait vocation à écrémer et sélectionner lui-même son information. Par contraste, dans les sources dont je parle l'accumulation même du matériau et sa citation *in extenso*, ce qui signifie bien sûr pas mal de redites, sont en elles-mêmes extrêmement parlantes.

Je vous livrerai la semaine prochaine un échantillon de ces communications reproduites dans le *Shaanxai zhoubao* et dans l'une ou l'autre publication similaire ; et vous pourrez voir qu'en

dépit d'inévitables répétitions, encore une fois, elles sont parfois d'un grand intérêt, d'abord par leur contenu, mais aussi, dans certains cas, par la personnalité même de leurs destinataires ou de leurs auteurs.

Qui sont les auteurs de ces appels à l'aide, et en quelle qualité parlent-ils ? À l'échelon de base, ce sont les fonctionnaires des districts sinistrés, chacun parlant de son propre problème ; et cela on l'avait dès 1929. À un niveau plus élevé on a le gouvernement provincial, en la personne de son président, c'est-à-dire Yang Hucheng — Yang Hucheng, qui veut faire savoir qu'il s'engage personnellement et dont les appels en général fort bien rédigés étaient certainement de la plume de ses conseillers, car lui-même n'avait jamais eu qu'une éducation des plus rudimentaires (comme je l'ai dit, je reviendrai plus tard sur le parcours très spécial de Yang Hucheng). Mais ce sont aussi, et très souvent, les membres de la Commission des secours du Shaanxi — dont c'était après tout l'une des missions que de faire le contact avec l'extérieur — ou certaines personnalités en vue qui gravitaient autour d'elle. Comme je l'ai déjà indiqué, cette commission était en majorité composée de philanthropes — je veux dire, de militants, pour ne pas dire de professionnels de la philanthropie ; et en tant que tels ils avaient naturellement vocation à s'adresser à leurs homologues basés dans les grandes villes du pays. Et ayant dit cela c'est peut-être le moment — avant de donner quelques exemples de ces appels au secours et de ces communications dont je viens de parler, ce que je ferai la prochaine fois — de dire un mot de quelques-unes des figures importantes de la philanthropie au Shaanxi pendant ces quelques mois décisifs de la fin 1930 et du début de 1931.

Trois leaders de la philanthropie au Shaanxi en 1930

Je mentionnais tout à l'heure le retour de la pluie au Guanzhong à la fin du mois d'octobre 1930, et le fait que plusieurs organisations avaient réussi à distribuer des semences aux paysans afin qu'ils profitent de l'humidité du sol — pour la première fois depuis l'automne 1928, donc après deux saisons ratées — et qu'ils sèment une récolte qui devrait arriver à maturation au printemps ou au début de l'été suivant. (Le problème des semences, il faut le rappeler, était absolument crucial. J'avais cité l'année dernière un témoignage datant de septembre 1929 — à peu près un an avant — et dont l'auteur s'alarmait de ce qu'un secours en semences destiné aux paysans du Guanzhong, dont ils avaient un besoin urgent et vital, reste bloqué à la gare de Luoyang, au Henan, parce que les militaires avaient réquisitionné presque tous les moyens de transport.) Cette information sur le retour de la pluie fin octobre 1930, donc, se trouve dans un appel lancé aux philanthropes et aux organisations charitables aussi bien chinois qu'étrangers (reproduit dans le n° 1 du *Shaanxi zhoubao*) où ces derniers sont « suppliés » de continuer d'apporter leur aide au Shaanxi, de ne pas baisser les bras — un appel lancé par un organisme d'information qui apparemment existait déjà en 1929 et qui se présente comme une « Agence de communication sur les circonstances du désastre » (*Zaiqing tongxunshu* 災情通訊社) — je n'ai pour le moment pas trouvé de renseignement plus précis sur cet organisme. Or, cet appel précise les noms des organisations qui ont réussi à distribuer (et probablement à faire venir) des semences au Shaanxi. Il y en a quatre : (1) la Ligue charitable de Chine du Nord (Huabei cishan lianhehui 華北慈善聯合會), dont nous connaissons par ailleurs le nom anglais, qui est plus explicite : Associated Buddhist Charities ; (2) la Swastika rouge du Shaanxi (Shaanxi hongwanzi hui 陝西紅卍字會) ; (3) la branche provinciale de la CIFRC (Shaanxi Huayang yizhenhui 陝西華洋義賑會) ; et enfin, (4) la branche locale de la Jisheng hui — cette association d'inspiration bouddhique fondée en 1916 ou 1917 à Shanghai dont j'ai déjà parlé (Chang'an Jisheng fenhui 長安濟生分會). Il s'agit donc, comme on peut le voir, d'organismes philanthropiques nationaux ayant une représentation locale permanente à Xi'an (au moins pour trois d'entre eux ; pour la Ligue charitable de Chine du Nord ce n'est pas dit clairement, mais nous verrons plus loin que son président était très actif sur place, au Shaanxi), et dont trois sont bouddhistes (l'exception étant la CIFRC). La Swastika rouge — je le signale au passage —, qui

existe encore aujourd'hui (« [International] Red Swastika Society » 世界紅卍字會), avait alors son siège à Beiping ; elle avait été fondée en 1922 à Shanghai par un seigneur de la guerre nommé Wang Zhixiang 王芝祥 et plusieurs autres personnes, dont le président de la République (ou peut-être déjà ex-président de la république à ce moment) Xu Shichang 徐世昌⁴⁶.

En tout cas — et c'est pour cela que je les mentionne — ces organismes sont tous représentés à la Commission des secours créée à Xi'an par le nouveau gouvernement provincial, et ils le sont par des personnages parfois tout à fait éminents et dont on s'aperçoit vite qu'ils forment une sorte de *réseau*, bien connecté avec l'extérieur. C'est donc pour cela qu'il me semble utile à ce point d'ouvrir une petite parenthèse prosopographique, qui occupera le reste de cette séance et qui concerne trois de ces personnages sur lesquels on a quelques renseignements : Kang Jiyao, Lu Hefu et Zhu Qinglan.

Kang Jiyao

Le premier n'est autre que le président de la Commission, désigné dans ces fonctions par le nouveau gouverneur de la province, et dont j'ai déjà cité le nom plusieurs fois : Kang Jiyao. Kang Jiyao (1880-1968) est assez souvent mentionné dans les sources. Les notices biographiques que j'ai trouvées sur lui insistent avant tout sur son militantisme religieux, qui concerne en fait la deuxième moitié de sa vie ; plus précisément, elles insistent sur ses efforts pour *restaurer le bouddhisme au Shaanxi*. C'était une tâche qu'il considérait d'autant plus comme une ardente nécessité qu'en effet Xi'an (alors Chang'an) avait été la capitale du bouddhisme en Asie orientale à l'époque des Sui et des Tang, de la fin du 6^e siècle jusqu'au milieu du 9^e — autrement dit pendant la période incontestablement la plus glorieuse de l'histoire du Guanzhong et de toute la région.

Le parcours de Kang Jiyao ressemble à celui de plusieurs autres chefs de la philanthropie des deux ou trois premières décennies de la République en ce sens qu'il a commencé comme militant révolutionnaire, à la fin des Qing, pour devenir ensuite un bouddhiste laïc engagé à la fois dans la propagation de la religion et dans le militantisme philanthropique, les préoccupations religieuses étant bien sûr au fondement de l'action philanthropique (en l'occurrence « action charitable » serait le mot le mieux adapté). On avait un peu la même évolution — de l'activisme révolutionnaire à l'activisme bouddhique — avec Wang Yiting 王一亭, dont j'ai déjà parlé plusieurs fois, sauf que Wang Yiting était né à peu près une génération plus tôt et que c'était un marchand du Zhejiang basé à Shanghai, donc appartenant à un milieu très différent de celui de Kang Jiyao. Le début du parcours de Kang Jiyao est en fait typique de ce groupe que j'ai appelé (dans une étude qui n'est pas encore parue) la « génération 1911 » à Xi'an. Il est natif de Lintong 臨潼, une des sous-préfectures du Guanzhong voisines de Xi'an, et comme d'autres (comme par exemple l'ingénieur Li Yizhi, son cadet de deux ans) il a été formé dans les écoles modernisées qui commençaient à fonctionner dans la région du Guanzhong à la fin des Qing, avant d'aller étudier au « Collège métropolitain » (Jingshi daxuetang 京師大學堂) nouvellement fondé à la capitale, qui deviendra un peu plus tard l'Université de Pékin. Après être retourné au Shaanxi, en 1911, Kang Jiyao rejoint les rangs des révolutionnaires anti-mandchous, il participe à l'insurrection qui éclate à Xi'an le 22 octobre 1911 (en écho à l'insurrection de Wuhan, 12 jours plus tôt, qui a été le coup d'envoi de la révolution de 1911), et il se retrouve commissaire aux finances du gouvernement militaire établi par les insurgés. En 1914, le retour de la réaction au Shaanxi le pousse à quitter la province : il se rend à Pékin, puis semble s'être installé à Shanghai, et là il continue de militer dans les rangs des révolutionnaires ; une source affirme même (mais ce serait à vérifier) qu'en

⁴⁶ D'après Reeves, « Holding hostages... » [cf. cours du 21/2/07], p. 45-46, La Swastika rouge a été créée explicitement sur le modèle de la Croix-rouge.

1915 il aurait été parmi les créateurs de la célébrissime revue iconoclaste de Chen Duxiu (l'un des fondateurs du Parti communiste chinois, quelques années plus tard), *La Nouvelle Jeunesse* (*Xin Qingnian* 新青年).

Quoi qu'il en soit, c'est en 1921 que Kang Jiyao, apparemment découragé par une situation politique qu'il juge sans espoir, se « convertit au bouddhisme » sous l'influence d'un moine du Putuoshan (un monastère fameux situé sur une île de la côte du Zhejiang), qui était originaire comme lui du Shaanxi et qui résidait à ce moment à Shanghai — ou plus exactement, c'est là qu'après une période de formation il prononce les vœux qui font de lui, formellement, un *jushi* 居士, un « bouddhiste laïc ». Nous ne savons pas quand exactement Kang est rentré au Shaanxi, mais on nous dit que c'est à la fin de 1927 (donc après l'épisode révolutionnaire dont j'avais parlé l'an dernier, quand on avait parlé pendant quelques mois de « Xi'an la rouge ») qu'il fonde avec quelques collègues la Société pour la transformation bouddhique (Fohuashe 佛化社) ; et celle-ci va rester jusqu'à sa dissolution en 1957 l'organisation bouddhique la plus importante et la plus active de tout le Nord-Ouest. Dans le cadre de cette nouvelle structure Kang Jiyao et ses compagnons mettent en place au fil des années diverses associations spécialisées (pour l'explication des sūtras, pour diffuser la récitation du nom du Bouddha, pour les jeunes, les femmes, etc.), ils invitent des maîtres bouddhiques fameux pour enseigner la loi — voire même des personnalités politiques, comme l'idéologue du Guomindang Dai Jitao 戴季陶 (1891-1949), qui prononcera une conférence sur « bouddhisme et trois principes du peuple », ils établissent des centres de propagande dans les villages — où on nous dit, malheureusement sans plus de précision, qu'ils se seraient heurtés à l'implantation ancienne des religions secrètes, c'est-à-dire probablement de ce qu'on appelle le bouddhisme populaire —, ils produisent de nombreuses publications, ainsi qu'une revue (le *Fohua suikan* 佛化隨刊) diffusée dans tout le pays, et ils tentent de diffuser les enseignements bouddhiques dans les prisons, les écoles, les centres anti-opium, etc.

Kang Jiyao et ses amis ressuscitent également le temple de la grande charité (Dacien si 大慈恩寺), dans le sud de Xi'an (là où se trouve la pagode de la Grande oie, qu'ils restaurent également), ils fondent une bibliothèque bouddhique (en 1932), ils mettent sur pied une sorte de séminaire pour former des religieux, etc. Dans les années 1930 les activités de la Fohuashe recevront d'ailleurs le soutien actif des gouverneurs du Shaanxi, Yang Hucheng puis son successeur Shao Lizi 邵力子 (un hiérarque du Guomindang, par ailleurs personnage assez énigmatique, dont j'aurai certainement l'occasion de reparler).

Mais plutôt que l'œuvre bouddhiste de Kang Jiyao — qu'il poursuivra en compagnie d'autres laïcs et de maîtres de la loi jusqu'à la fin de sa longue vie, en pleine Révolution culturelle, et pour voir alors toutes ses réalisations réduites en miettes —, ce sont ses activités philanthropiques qui nous concernent ici — elles sont d'ailleurs inséparables de ses activités religieuses. Certaines de ces activités philanthropiques sont des émanations directes de la Fohuashe, comme par exemple l'orphelinat (le *Ci'en gu'eryuan* 慈恩孤兒院) qu'il aménage dans les locaux du Dacien si avec le soutien financier de Zhu Qinglan (je vais tout de suite parler de Zhu Qinglan) pendant la famine de 1930 — ou en 1934 selon certaines sources —, dont les pensionnaires sont formés à la fois aux métiers du textile (pour leur donner un avenir professionnel) et à la pratique bouddhique (pour le salut de leur âme et la propagation de la religion) ; ou encore comme les centres de distribution de secours (soupes populaires) que la Fohuashe essaie de faire fonctionner dans plusieurs districts au même moment. Et au chapitre de la charité spécifiquement bouddhique il ne faut pas oublier les travaux publics charitables (sur un modèle que j'ai déjà souvent évoqué), mais réservés en l'occurrence à la réhabilitation de certain grands monastères de Xi'an laissés à l'abandon depuis longtemps. Dans ce genre de travaux, d'ailleurs, le général bouddhiste Zhu Qinglan semble avoir eu un rôle important dans la mesure où par l'intermédiaire de la Huabei cishan lianhehui (la Fédération charitable de Chine

du Nord) il contrôlait beaucoup plus de ressources que les philanthropes exclusivement basés au Shaanxi. Une information dans le premier numéro du *Shaanxai zhoubao* nous apprend du reste qu'il a financé la restauration de la pagode du Huayansi 華巖寺, toujours suivant la méthode du *yi gong dai zhen*. Mais il faut insister sur le fait que ces affiliations à des organisations philanthropiques particulières n'ont qu'une signification relative, dans la mesure où les mêmes dirigeants se retrouvaient souvent dans plusieurs organisations à la fois : ainsi (suivant au moins une source) Kang Jiyao aurait-il également fait partie du comité directeur de la Huabei cishan lianhehui, en tant qu'inspecteur.

Cela dit, c'est surtout en tant que membre, puis président de la branche du Shaanxi de la CIFRC (du comité provincial) que Kang Jiyao nous intéresse, car cette position, qu'il a occupée plusieurs années, le mettait en contact avec des réseaux tout à fait différents des réseaux bouddhiques. Or, justement, c'est cette coopération multiforme et, si l'on peut dire, multiconfessionnelle *sur le terrain* qui me concerne, parce qu'elle est mal reflétée dans les sources ; et si elle est mal reflétée c'est parce que les sources se présentent presque toujours de façon compartimentée : elles parlent de la CIFRC, ou de la charité bouddhique, ou de la Croix-rouge, ou des missions chrétiennes, et elles le font avec une tendance à plus ou moins ignorer ce qui se faisait à côté. Encore une fois, cette coopération, qui dans le cas de Xi'an en 1930 semble avoir été quotidienne, et qui reposait en outre sur le fait que bien souvent les mêmes personnages fonctionnaient dans plusieurs environnements à la fois (i.e. qu'ils portaient plusieurs casquettes), il faut aller regarder dans une source locale comme le *Shaanxai zhoubao* pour s'en faire une idée un peu concrète et en prendre toute la mesure.

De ce point de vue, il est clair que le comité provincial de la CIFRC était un lieu de rencontre idéal. Nous savons que Kang Jiyao en faisait déjà partie au moment du terrible siège de Xi'an, en 1926 ; à cause du siège le comité n'avait d'ailleurs même pas pu toucher le secours spécial qui lui avait été envoyé de Pékin par le comité directeur de la CIFRC (aucune banque n'acceptait d'encaisser le chèque), mais il avait malgré tout réussi à administrer quelques secours aux habitants de la ville, qui mouraient littéralement de faim. Et l'on peut voir que Kang Jiyao siégeait alors au comité de la CIFRC en compagnie de plusieurs missionnaires baptistes et catholiques⁴⁷. (À ce moment le président en titre de la CIFRC du Shaanxi était Li Yizhi, mais il était en déplacement et le bouclage de Xi'an par les forces de Liu Zhenhua 劉鎮華 l'avait empêché de revenir dans la ville.) Parmi les huit Chinois du Comité à ce moment, sur 16 membres présents, on trouve d'ailleurs un autre activiste bouddhiste du Shaanxi, Lu Hefu 路禾父, dont je vais reparler tout à l'heure, et qui en 1930 fera comme Kang Jiyao partie de la Commission provinciale des secours en sa qualité de président de la Swastika rouge du Shaanxi — la Swastika rouge, nous l'avons vu tout à l'heure, étant l'une des associations philanthropiques actives à Xi'an à ce moment (Lu Hefu est aussi un des calligraphes des couvertures du *Shaanxai zhoubao*). En tout cas, Kang devient président de la CIFRC du Shaanxi en 1928, et on le trouve encore à ce poste en 1933. Il est évident que ce sont ses multiples activités et affiliations, plus, n'en doutons pas, sa réputation d'activiste à Xi'an, qui l'ont fait désigner comme président de la Commission des secours du Shaanxi mise en place en novembre 1930.

Lu Hefu

Pour passer à un autre personnage, je mentionnais à l'instant Lu Hefu. Lu Hefu (1876-1956), dont on nous dit qu'il comptait des bouddhistes et des philanthropes parmi ses ascendants, a un parcours un peu différent de Kang Jiyao, mais qui le rapproche en revanche de Zhu Qinglan, au sens où il a commencé sa carrière comme militaire dans la « nouvelle armée » (i.e. l'armée

⁴⁷ Cf. *CIFRC Annual Report 1928*, rapport du comité du Shaanxi pour 1926 et 1927, p. 41 (c'est la première fois que la composition du comité du Shaanxi est donnée).

modernisée) à la fin des Qing. Bien qu'il soit natif d'une sous-préfecture du Guanzhong, comme Kang Jiyao, Lu Hefu a étudié dans une école militaire du Jiangsu ; et de là il a été mêlé — du bon côté, si je puis dire — aux combats de la révolution de 1911, et notamment à la prise de Nankin par les révolutionnaires. Et, de façon intéressante, à partir de 1916 sa carrière d'officier se poursuit au pays, c'est-à-dire au Shaanxi, où il aurait été appelé par Chen Shufan 陳樹藩, ce personnage assez peu recommandable dont j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de parler dans le passé, devenu à ce moment gouverneur militaire du Shaanxi, plutôt manipulateur et très réactionnaire (en dépit de sa participation à la révolution de 1911), et en outre grand promoteur de la culture du pavot dans la région. Lu Hefu sert donc Chen Shufan dans diverses fonctions comme officier ; puis il se met au service de Feng Yuxiang lorsque celui-ci prend la place de Chen Shufan après l'avoir chassé de Xi'an (c'était en 1921) ; et enfin il se retrouve sous Liu Zhenhua, qui hérite du poste de Feng Yuxiang lorsque celui-ci est appelé hors de la province avec ses forces (en 1922). Et c'est, nous dit-on, la décadence du gouvernement sous Liu Zhenhua — autre personnage assez peu ragoûtant dont j'ai aussi eu l'occasion de parler — c'est cet état des choses qui aurait convaincu Lu Hefu d'abandonner la carrière militaire et de se consacrer aux bonnes œuvres.

La date exacte n'est malheureusement pas précisée, mais Lu Hefu aurait alors créé à Xi'an une association charitable qui serait devenue peu après la branche provinciale de la Zhongguo jishenghui (l'Association chinoise pour sauver les vies), c'est-à-dire la société philanthropique bouddhique fondée quelques années plus tôt à Shanghai par Wang Yiting — et nous avons vu tout à l'heure que cette branche provinciale de la Jishenghui est citée parmi les organismes philanthropiques actifs au Shaanxi en 1930.

La notice biographique dont j'extrais ces renseignements (c'est la seule que j'ai trouvée sur Lu Hefu) nous parle ensuite de ses activités pendant la grande famine en 1929. Lu Hefu doit alors avoir acquis une certaine réputation dans le domaine, car il est membre de la Commission centrale des secours créée par Nankin cette même année, il est également administrateur de la Huabei lianhehui, et il est vice-président d'une commission provinciale des secours (省賑濟會) que je soupçonne être la même chose que la *Shaanxi zhenwu hui* que j'ai mentionnée tout à l'heure comme probable prédécesseur de la Commission provinciale des secours instituée par Yang Hucheng à la fin 1930. (Ces notices que je cite ne sont jamais d'une très grande rigueur dans les dates et dans les appellations.) Et parmi ses réalisations à ce moment on cite des campagnes d'achat de céréales en Chine du Nord et en Mandchourie, et des voyages fort périlleux pour les ramener au Shaanxi, à cause des attaques de trains par des bandits au Shandong et au Henan ; mais grâce à son astuce et à son courage il réussit toujours à s'en sortir. Lu Hefu aurait également organisé à Xi'an et aux alentours des « Centres éducatifs ruraux pour le travail et l'étude » (*Nongmin gongdu chuanxisuo* 農民工讀傳習所), dont on aimerait connaître plus de détails sur le contenu, ainsi qu'un orphelinat et des soupes populaires. Cela étant, je soupçonne que cette notice biographique fait quelques confusions avec les actions de Zhu Qinglan, sur lesquelles je vais tout de suite revenir : je pense en particulier à la campagne d'achat de grains en Mandchourie.

Quoi qu'il en soit, c'est à ce moment-là (au printemps 1929) que Lu Hefu aurait décidé d'abandonner définitivement toutes ses responsabilités publiques et de devenir un bouddhiste pour de bon, c'est-à-dire de prononcer ses vœux de laïc, de recevoir un nom bouddhique et d'être désormais un *jushi*. Dès lors, c'est surtout son action de prosélyte qui est citée, ainsi que sa participation à la gestion et aux activités de la Fohuashe fondée par Kang Jiyao deux ans auparavant, que les projets de réhabilitation des grands temples de Xi'an, etc.

En tout cas, fin 1930 Lu Hefu est nommé membre du Comité des secours du Shaanxi en sa qualité de responsable de la Swastika rouge — une responsabilité, soit dit en passant, qui n'est même pas citée dans la notice biographique que je mentionnais à l'instant. De son côté Kang Jiyao représente la CIFRC. La Fédération charitable de Chine du Nord (la Huabei cishan

lianhehui), quant à elle, est représentée par son dirigeant à l'époque (il est toujours désigné comme *weiyuanzhang* 委員長), et en fait son fondateur (à Tianjin en 1926) : le général Zhu Qinglan 朱慶瀾 (ou Zhu Ziqiao 子橋) (1874-1941), notre troisième personnage, qui est lui aussi un *jushi* bouddhiste. (Kang Jiyao, Lu Hefu et Zhu Qinglan sont de toute évidence les trois chefs de file de la philanthropie au Shaanxi à ce moment.)

Zhu Qinglan

Contrairement à Kang Jiyao et Lu Hefu, Zhu Qinglan n'était ni un natif ni un résident du Shaanxi (même s'il se trouve qu'il est mort à Xi'an, en 1941) — il était originaire du Zhejiang, et à cette époque son principal point d'ancrage semble avoir été Pékin ; mais il était très actif au Shaanxi, et en outre — et là encore contrairement à Kang et Lu — il avait incontestablement une stature nationale, et beaucoup de relations dans les milieux les plus haut placés. Zhu Qinglan n'était pas membre titulaire du comité directeur de la Commission des secours du Shaanxi, mais il en avait été désigné comme membre d'honneur, pour au moins deux raisons : d'abord, il venait de passer plusieurs mois dans la province et y avait organisé des secours, semble-t-il assez efficacement (on va tout de suite le voir) et en y gagnant une réelle popularité, grâce aux ressources qu'il arrivait à mobiliser par le canal des réseaux bouddhistes ; et ensuite, il avait une influence certaine à Nankin, où il était membre permanent de la Commission centrale des secours : d'ailleurs la Commission du Shaanxi le désigne comme son représentant permanent auprès des autorités de Nankin, où il aura en particulier la tâche cruciale d'essayer d'accélérer la mise en route de l'emprunt de huit millions de yuan promis par le gouvernement pour secourir le Shaanxi — une affaire qui revient de façon obsessionnelle dans tous les numéros de la revue, comme nous le verrons.

C'est qu'avant de devenir un pieux bouddhiste et un militant aussi enthousiaste qu'infatigable de la philanthropie, Zhu Qinglan avait eu une carrière de général et de haut fonctionnaire, et il est clair qu'il en avait gardé de nombreuses relations qu'il savait mettre à profit pour ses entreprises charitables. On trouve un assez grand nombre d'esquisses biographiques sur lui, qui ne sont certes pas toutes d'une égale fiabilité historique, et qui en outre varient beaucoup dans leur approche du personnage : ainsi en existe-t-il au moins une (sur laquelle je vais revenir) qui réussit à ne pas même mentionner le fait qu'il était bouddhiste ; d'autres au contraire ne parlent pratiquement que de ses bonnes œuvres ; et d'autres encore s'étendent avec une certaine complaisance sur les aspects pas très recommandables de la première partie de sa vie, avant sa conversion en 1925.

14/3/07

Avant de commencer ce dernier cours de l'année (qui débordera peut-être un peu), je voudrais revenir un instant sur un incident que j'avais mentionné au passage il y a deux ou trois semaines, et qui avait fait beaucoup de bruit en Chine et dans le monde à l'époque : la capture d'un train de luxe (l'Express bleu) par des bandits au Shandong en 1923, et le kidnapping d'une partie de ses passagers, parmi lesquels il y avait beaucoup d'étrangers distingués (les bandits avaient fait dérailler le train et emmené les otages dans les collines où ils avaient leur repaire, et ils les y avaient gardés plusieurs semaines). Cet incident avait motivé l'envoi d'une équipe de la Croix-rouge chinoise, et c'est pour cela que je l'avais mentionné. Je reviens une minute là-dessus parce que — à la suite de la demande de l'un d'entre vous — j'ai pu me procurer (grâce à mon collègue Alain Roux) quelques matériaux sur cette affaire, dont un article de Caroline Reeves (également auteur d'une thèse de Harvard sur la Croix-rouge chinoise, dont j'ignorais l'existence) qui confirme un point sur lequel j'ai déjà souvent insisté : la compartimentation de l'information à laquelle on est sans cesse confronté, en l'occurrence sur la question de la philanthropie en Chine à l'époque moderne. J'ai souligné plusieurs fois qu'à en croire les sources occidentales — notamment celles qui émanent de la CIFRC (qui sont à leur manière des sources « occidentales », même si la commission était sino-étrangère) —, les organismes philanthropiques chinois n'avaient pour ainsi dire rien pu faire de sérieux pendant la famine de 1929-1930, et que d'ailleurs, en dehors de quelques exceptions notées au passage, ils étaient virtuellement absents de la scène. Les travaux chinois, quant à eux (plus exactement les travaux chinois récents, s'inscrivant dans ce courant « révisionniste » dont j'ai parlé, où tout d'un coup la République et ses élites retrouvent en quelque sorte une existence historique), s'ils montent naturellement en épingle l'activité de la philanthropie chinoise, n'omettent pas pour autant de parler de l'aide étrangère dans un certain nombre de circonstances, même si c'est rarement de façon très circonstanciée ; mais ils ne le font pas toujours.

Ainsi, dans l'affaire de l'attaque de l'express Shanghai-Pékin (ou Pukou-Pékin) à proximité de Lincheng 臨城 (Shandong), en mai 1923, l'histoire de la Croix-rouge chinoise rédigée par Chi Zijiao mentionne — comme je l'avais fait, en me fondant sur elle — l'envoi d'une équipe médicale de la Croix-rouge chinoise pour venir en aide aux otages. Mais ce qu'il omet complètement de dire, et qu'explique Caroline Reeves, c'est que cette équipe chinoise avait eu le plus grand mal à arriver jusqu'à proximité du lieu de l'incident et à faire passer aux otages des vivres et des médicaments — et pourquoi ? Parce qu'il existait depuis 1918 une section de la Croix-rouge américaine installée en Chine même, en contravention avec les règles de la Croix-rouge internationale ; que cette section considérait la Croix-rouge chinoise comme un ramassis d'incapables appartenant à une civilisation inférieure et à qui il était urgent d'inculquer les méthodes et les valeurs américaines ; qu'à la nouvelle du kidnapping de Lincheng les Américains s'étaient précipités (mais seulement pour s'occuper des étrangers qui étaient tenus en otage par les bandits, apparemment ils se désintéressaient totalement des otages chinois, pourtant quatre fois plus nombreux) ; et qu'au moment où l'équipe de la Croix-rouge chinoise avait fini par obtenir les autorisations nécessaires, les passeports, etc., et avait pu se mettre au travail, les Américains étaient là depuis plusieurs semaines et occupaient toute la place. Cette arrogance de la Croix-rouge américaine avait d'ailleurs été dénoncée dans la presse chinoise, alors qu'au contraire les journaux en anglais de Chine ignoraient simplement l'existence de la Croix-rouge chinoise et n'avaient pas trop de mots pour dénoncer l'arriération d'un pays incapable de se gouverner lui-même et de protéger ses propres ressortissants, sans parler des nobles étrangers. Et c'était la même chose dans la presse occidentale, et dans tous les récits et tous les ouvrages publiés après l'incident.

Ainsi donc, ici comme dans beaucoup d'autres cas, on a deux versions d'un même événement, une occidentale et une chinoise, qui s'ignorent largement l'une l'autre. Et c'est plus ou moins la même chose avec la famine de 1929-1930 dans le Nord-Ouest, ou plus précisément en l'occurrence, avec l'action des différents organismes charitables qui sont intervenus à cette occasion. Je m'étais arrêté la dernière fois alors que j'étais en train d'évoquer quelques figures de la philanthropie chinoise actives au Shaanxi en 1929 et 1930, des personnages dont les efforts — limités certes par l'énormité du problème et par le manque de ressources — sont totalement ignorés des sources en langues occidentales (les articles de presse, par exemple) et ne sont mis en évidence que dans les sources chinoises, notamment les sources locales dont j'ai parlé. Certes, on est confronté à beaucoup de rhétorique, il y a certainement des exagérations, et ces sources chinoises doivent être approchées avec un œil critique ; mais il n'en reste pas moins vrai que les philanthropes locaux ont réussi à maintenir une présence et un minimum d'activité au Shaanxi pendant ces années terribles 1929 et 1930, avant que quelques-uns des plus en vue parmi eux ne se retrouvent mobilisés dans la Commission des secours créée par le nouveau gouvernement provincial nationaliste. Et l'un au moins de ces personnages, dont j'avais commencé de parler, semble avoir agi avec une certaine efficacité, grâce aux ressources qu'il était capable de mobiliser hors de la province.

Zhu Qinglan (suite)

Ce personnage, c'est donc le général Zhu Qinglan 朱慶瀾 (Ziqiao 子橋), dont j'avais eu le temps de noter que certaines notices biographiques que j'ai trouvées sur lui montrent qu'à tout le moins avant qu'il ne décide de se consacrer entièrement aux œuvres charitables, en 1925, et ne devienne un saint homme admiré dans toute la Chine, il avait poursuivi une carrière assez éloignée des idéaux de compassion d'un bouddhiste laïc. Tel est notamment le cas d'une courte notice incluse dans une collection de biographies assez irrévérencieuses publiée en 1918 — donc plusieurs années avant que Zhu Qinglan ne laisse tout tomber pour se consacrer à la philanthropie — sous le pseudonyme Woqiu zhongzi 沃丘仲子, le *Xiandai mingren xiaozhuan* 現代名人小傳. D'après ce petit texte, qui jette un regard assez cru sur le personnage, Zhu Qinglan s'était fait connaître comme spécialiste des opérations de police alors qu'il était en fonctions dans le sud de la Mandchourie à la fin des Qing (pendant la guerre russo-japonaise, notamment) ; plus particulièrement, il s'était fait une certaine réputation auprès de ses protecteurs en assurant la tranquillité des régions dont il avait la responsabilité à coup d'exécutions sommaires. Un témoignage datant, lui, de 1944, donc un peu après sa mort — un témoignage dû à un marchand philanthrope shanghaien de ses amis — affirme d'ailleurs que dans sa jeunesse Zhu Qinglan tuait les gens « comme du chanvre » (殺人如麻) [en masse] et jetait l'argent par les fenêtres (揮金如土), et qu'à une époque on le surnommait même « le boucher » (*tufu* 屠夫). En tout cas ses actions de police en Mandchourie lui ont fait attribuer des commandements militaires, alors qu'il n'avait qu'une formation civile ; et c'est en tant que militaire qu'il se trouve mêlé à la révolution de 1911 au Sichuan ; et dès 1912 il se retrouve promu général par Yuan Shikai. La même année, Yuan le nomme gouverneur du Heilongjiang (la province septentrionale de la Mandchourie), où il va rester plus de quatre ans. L'auteur du *Xiandai mingren xiaozhuan* affirme, sur la foi de témoignages qu'il aurait recueillis, que la réputation de « bon gouverneur » du Heilongjiang qu'il s'était faite — soucieux du bien-être et de la prospérité du peuple, etc. — aurait été tout à fait usurpée.

Politiquement, Zhu Qinglan semble avoir été plutôt opportuniste. Sa position au moment de la Révolution de 1911 n'est pas très claire. En septembre 1915 il joint son nom à une pétition de généraux encourageant Yuan Shikai à se proclamer empereur, et il fait partie des fidèles à qui Yuan décerne des titres nobiliaires pendant les quelques mois où il occupe le trône. En juillet 1916 le premier ministre Duan Qirui le nomme gouverneur civil du Guangdong, mais l'année

suivante il adhère ostensiblement au mouvement dit de « protection de la constitution », qui a fait sécession dans le Sud, et dont l'orientation se veut progressiste (Sun Yat-sen prétendra en être le guide, et il semble que Zhu Qinglan ait en effet coopéré avec lui, au moins au début) ; mais d'un autre côté on le soupçonne d'être un espion travaillant pour Duan Qirui. Il reste au Guangdong jusqu'en novembre 1917, semble-t-il, avant d'être finalement écarté de son poste à la suite de disputes extrêmement compliquées entre cliques locales de militaristes, dont les détails importent peu ici. Il se terre quelques années à Shanghai, jusqu'en 1922, et il est alors invité par le satrape de Mandchourie, le seigneur de la guerre Zhang Zuolin 張作霖, à exercer des fonctions à la fois militaires et civiles dans la région de Harbin (en Mandchourie). Et puis, tout d'un coup — au printemps 1925 —, il décide de tout laisser tomber et de se consacrer au bouddhisme et aux bonnes œuvres (il semble qu'il avait commencé de s'intéresser au bouddhisme depuis plusieurs années déjà). Et il n'assumera de nouveau de fonctions officielles qu'en 1929, quand le gouvernement de Nankin le nomme à la Commission centrale des secours. J'ajoute que ses responsabilités les plus importantes dans cette qualité, il les exercera pendant les grandes inondations de la vallée du Yangzi en 1931, où il aura la direction générale des opérations de secours — mais c'est là une autre histoire que celle qui nous occupe en ce moment.

Pour revenir au Shaanxi, donc, on nous dit que Zhu Qinglan s'y est rendu dès l'automne 1929, entouré de collègues de la Fédération charitable de Chine du Nord, dont il était le président, et avec la bénédiction et l'appui de Feng Yuxiang, qui contrôlait encore la région à cette époque. Après avoir constaté la gravité de la situation et la totale insuffisance des moyens dont on dispose sur place, Zhu Qinglan retourne en hâte à Tianjin, où il monte avec l'aide des journaux locaux (notamment le principal journal de Tianjin, le *Dagongbao* 大公報) une opération de propagande pour lever des fonds. Le slogan mobilisateur, c'est « trois dollars pour sauver une vie », *sanyuan qian jiu yiming* 三元錢救一命). Même Puyi, l'ancien bébé-empereur, qui est à ce moment réfugié dans les concessions à Tianjin — ce n'est qu'un peu plus tard que les Japonais l'emmèneront à Changchun pour monter sur le trône du Manzhouguo — accepte de « sauver mille vies » (i.e. de donner trois mille dollars), tout en protestant que ses ressources sont bien limitées et qu'il ne peut pas faire mieux. (À propos du *Dagongbao*, on trouve dans le premier numéro du *Shaanxai zhoubao*, donc un an plus tard, une publicité du journal, qui vient d'ouvrir un bureau à Xi'an, dans laquelle il affirme être « le seul organe qui représente l'opinion populaire, promeut les savoirs les plus récents, et se soucie des souffrances du peuple », et où il rappelle que l'an passé il a organisé une campagne pour le Shaanxi qui a rapporté 60-70 000 yuan.) Quoi qu'il en soit, cette campagne organisée par Zhu Qinglan et son équipe apparaît tout à fait dans la ligne des campagnes de la philanthropie shanghaienne telles que je les ai décrites ces dernières semaines : sauf qu'ici on est à Tianjin, autrement dit dans cette autre grande ville semi-coloniale, qui a en Chine du Nord un peu le même statut que Shanghai dans le Sud.

Comme les ressources en grains sont malgré tout limitées en Chine du Nord, du fait que toutes les provinces souffrent de la sécheresse à ce moment, Zhu Qinglan se rend en Mandchourie, où grâce à ses anciennes relations il n'a pas grand mal à acquérir l'équivalent de deux trains chargés de grains, dont il réussit, non sans dangers et avec de très grandes difficultés, à transporter le contenu jusqu'à Xi'an en voyageant lui-même dans le convoi de tête pour aplanir les obstacles. (Je rappelle qu'à cette époque la voie ferrée du Longhai s'arrêtait une centaine de kilomètres avant Tongguan, la ville qui commandait l'accès à la plaine du Guanzhong, et qu'à partir de là il fallait traverser des territoires contrôlés par des petits seigneurs de la guerre indépendants.) Et, de Xi'an, il s'empresse avec son équipe d'aller les distribuer dans les districts environnants, où la situation des populations non seulement affamées, mais encore déshydratées, semble avoir été réellement épouvantable.

Ces quelques renseignements (je le note en passant), je les tire du témoignage d'un certain Tao Fuqing 陶蕪卿, un officier d'état-major qui avait été désigné par Feng Yuxiang pour assister Zhu Qinglan dans ses opérations et qui l'a apparemment suivi dans toutes ses pérégrinations pendant plusieurs années — et dont les souvenirs ont été publiés dans les *Wenshi ziliao*⁴⁸. En dépit des exagérations et des simplifications évidentes que contient ce récit passablement hagiographique, et aussi des incertitudes ou même des erreurs de date, la description qu'il donne de la situation épouvantable qui régnait dans les districts touchés par la famine doit avoir une certaine authenticité (puisqu'il y était), mais malheureusement il ne donne pas la date exacte de cette première distribution de secours — fin 1929 ou début 1930 ? — ni non plus des suivantes, puisque aussi bien Zhu Qinglan aurait passé un total de six mois à Xi'an et dans les environs, entrecoupés de tournées un peu partout dans le pays pour lever des fonds.

Mais il y a quelques indications et quelques chiffres intéressants (ou, disons, intrigants) sur le résultat global de ces efforts. D'abord, la campagne de secours de Zhu Qinglan au Shaanxi en 1929 et 1930 semble s'être entièrement appuyée sur les moyens et les réseaux de la Fédération charitable de Chine du Nord, dont, à en croire l'auteur des souvenirs en question, la presse de Shanghai célèbre à cette occasion l'efficacité sans pareille. Zhu Qinglan aurait ainsi réussi à collecter plus d'un million de yuan et à acheter quelque 160 000 tonnes de grains ; et les distributions de secours auraient atteint près d'un million de personnes. Je ne sais pas du tout ce que valent ces chiffres, qui semblent très élevés, comparés par exemple à ce que Baker et la CIFRC ont réussi à mobiliser en 1930. Mais ce qui semble tout à fait certain, et que confirment les sources locales dont j'ai parlé, c'est qu'au moment du changement de régime à Xi'an et de la reprise en mains de la situation par le nouveau gouvernement provincial, les efforts de Zhu Qinglan pendant l'année écoulée lui avaient valu un très grand prestige dans la région — parce que selon toutes les apparences ces efforts dépassaient de beaucoup ce qu'avaient réussi à entreprendre les philanthropes locaux.

L'article de Tao Fuqing est très correct politiquement (considérant qu'il date certainement des années 1960, même s'il a été publié dans les *Wenshi ziliao* de Shanghai en 1983) : il ne dit que du bien de Feng Yuxiang, lequel est devenu à titre posthume un héros patriote en Chine populaire, et que du mal du gouvernement du Guomindang ; et il affirme même qu'après le changement de régime Zhu Qinglan aurait protégé des « officiers patriotes anti-Chiang Kai-shek » à Xi'an en les aidant à se cacher pendant quelques temps. C'est donc l'exact opposé de la glorification du nouveau régime nationaliste à Xi'an telle qu'on la trouve dans le *Shaanzai zhoubao*. Et puis, il y a la question du bouddhisme, où là aussi on sent l'influence de l'époque, puisque le même auteur réussit à ne pas mentionner une seule fois le fait que le moteur de toute cette activité chez le général Zhu, c'était sa foi bouddhique intense. Il parle bien des efforts de Zhu Qinglan pour reconstruire les temples et les monastères de Xi'an — en « travail secours », bien sûr — et de ses appels aux organisations bouddhiques pour trouver des fonds ; mais à l'en croire ce serait juste pour « sauver des anciens monuments » (des *guji* 古跡) — une opération de sauvegarde du patrimoine en quelque sorte.

Or, et je l'ai déjà suffisamment souligné, et nous allons le revoir, la connexion bouddhiste a été centrale dans toutes ces affaires. C'est elle qui explique en particulier les relations très étroites de Zhu Qinglan avec les philanthropes bouddhistes de Xi'an (Kang Jiyao, Lu Hefu et d'autres), et plus généralement sa participation enthousiaste au mouvement pour restaurer le bouddhisme au Shaanxi (y compris son environnement physique), qu'il a appuyé avec les moyens non négligeables qu'il était capable de mobiliser dans tout le pays — non négligeables surtout par comparaison avec ce qui était disponible dans une région complètement sinistrée. Et

⁴⁸ Tao Fuqing, « Zhu Qinglan xiansheng zhenzai jishi » 朱慶瀾先生賑災紀實, *Shanghai WSZL*, n° 47 (Shanghai renmin chubanshe, 1983), p. 150-161.

il est facile de voir, quand on analyse le contenu des revues locales dont j'ai parlé, que tous ces gens fonctionnaient en étroite symbiose, et que toute l'action des responsables désignés par le nouveau gouvernement du Shaanxi était informée par le discours bouddhique — même si cette action était de nature semi-officielle, qu'elle invoquait dûment l'orthodoxie révolutionnaire sunyatsénienne, et qu'elle était donc, en principe, tout à fait laïque.

Enquêtes et appels à l'aide

Quoi qu'il en soit — et je reviendrai tout à l'heure sur cet aspect bouddhique —, l'une des priorités de cette action, comme je l'ai déjà souligné, c'était de tout faire pour mobiliser la communauté philanthropique nationale et internationale. Fin 1930 il n'y avait rien là de nouveau, certes. La compilation dont j'ai parlé la dernière fois (le *Shaanxi zhenwu huikan*, daté d'avril 1930 et faisant le bilan des deux années écoulées — et qui semble en fait être le premier d'une série de trois numéros dont le troisième est paru en avril 1933) contient une quantité impressionnante de télégrammes et de missives adressés à tous les pouvoirs qui pouvaient compter, aussi bien les organes centraux du gouvernement et du parti nationaliste à Nankin (en tout cas avant la sécession de Feng Yuxiang) que les grandes organisations philanthropiques de Pékin, Shanghai et ailleurs, et souvent adressés personnellement à leurs responsables — des télégrammes et des messages qui les implorant d'envoyer des « fonds importants » pour secourir les victimes de la famine au Shaanxi (l'expression est toujours *jukuan* 鉅款). Ces appels ne sont pas restés sans réponse, mais autant qu'on le sache cette réponse a été d'une efficacité en fin de compte limitée en raison des problèmes de communication et de transport. En tout cas le public était informé. On trouve par exemple, dans ce même volume, plusieurs longues séries de télégrammes envoyés à divers journaux et organismes de Shanghai, Nankin, Pékin et Tianjin, qui rendent compte quasiment au jour le jour des observations faites sur le terrain par une « Commission d'enquête sur le désastre dans le Nord-Ouest » (西北災情視察團) qui avait été désignée par la Commission centrale des secours.

Par ailleurs, en 1929 et au début de 1930 la machine bureaucratique continuait apparemment de fonctionner tant bien que mal, en tout cas elle produisait des chiffres. Le même volume, toujours (avril 1930), contient des modèles de fiches d'enquête aux normes de la Commission centrale des secours — portant sur le décompte nominatif des victimes (nombres de décès ou de disparus par famille), sur les secours effectivement distribués, etc. — qui devaient être remplies par les administrations des districts ; et toutes ces données, dont on ne sait à vrai dire pas trop comment elles étaient collectées sur le terrain, étaient ensuite compilées par la Commission des secours du Shaanxi (donc le prédécesseur, comme je l'ai dit, de la commission de Kang Jiyao). On a ainsi un tableau général, daté de septembre 1929, faisant probablement la synthèse de l'année écoulée, dont la première page est reproduite ci-contre.

Quelle que soit la valeur de ces chiffres, il est assez facile de voir, sans procéder à une analyse particulièrement approfondie, que les secours dispensés (qui étaient tous d'origine charitable) étaient totalement insuffisants au regard du nombre des victimes ; et ce d'autant plus

que les pages suivantes montrent que dans une majorité de districts il n'y a eu en fait aucun secours (les cases sont vides), ou alors les chiffres indiqués sont dérisoires. La liste des 92 districts de la province est d'ailleurs suivie des totaux pour la province. On peut y voir qu'à la date donnée le nombre des victimes recensées s'élève à 3 897 954 très pauvres et 3 062 295 moins pauvres (donc près de 7 millions), et que le total des secours se monte à pas tout à fait 280 000 dollars d'argent plus quelque 3000 sacs de grain (par comparaison, fin 1930 on parle de 8 millions de yuan pour passer l'hiver suivant, alors que les prix des grains ont baissé). Et l'on peut supposer qu'en raison de l'état de guerre et de la prolongation de la sécheresse l'année 1930 a plutôt été moins favorable encore.

En d'autres termes, au moment de l'installation du régime nationaliste à Xi'an fin 1930, et malgré les largesses supposées du général Zhu, la situation était mieux que catastrophique : elle était tragique, comme le soulignent à l'envi, aussi bien en termes généraux que dans le détail, une quantité de textes dans les numéros du *Shaanzai zhoubao*. D'où l'urgence, la multiplicité et l'insistance des appels au secours que reproduit la revue. Mais ces articles du *Shaanzai zhoubao* rappellent aussi avec insistance ce que nous avons déjà vu, à savoir qu'à la fin de 1930 le contexte est très différent de ce qu'il était pendant les deux ou trois années précédentes. Comme le dit un texte programmatique publié dans le n° 2 (début décembre) — comme il le dit avec beaucoup d'emphase, certes, mais il n'y a pas de raison de douter que c'était un sentiment partagé par beaucoup —, pour les populations du Shaanxi c'est comme si l'on sortait d'une longue nuit, c'est une sorte de renaissance et de réveil, un retour à la lumière, etc. Et s'il en est ainsi, c'est parce qu'on est enfin débarrassé des seigneurs de la guerre de la clique de Feng Yuxiang (馮系軍閥) et des forces contre-révolutionnaires (反革命勢力), que le gouvernement de Nankin a repris la province en main, et que le général Yang Hucheng, le nouveau gouverneur, a donné la priorité absolue aux mesures de secours, à la reconstruction de l'ordre social et aux politiques de développement.

Du coup les appels au gouvernement central peuvent se faire beaucoup plus pressants, maintenant que la région est revenue dans son orbite ; et, de la même façon, les appels à la philanthropie nationale et internationale — pour qu'elle revienne au Shaanxi, comme je l'ai dit — peuvent désormais invoquer ces nouvelles circonstances : quitte à anticiper un peu sur l'évolution de la situation (qui reste encore très instable pendant ces premiers mois du nouveau régime), on n'hésite pas à affirmer qu'à partir de maintenant les secours que l'on réclame à cor et à cris seront répartis à bon escient et utilisés de manière rigoureuse ; et, surtout, on peut promettre qu'ils serviront aussi à impulser une politique d'infrastructures et de développement économique — qu'il s'agira, si vous voulez, et pour reprendre une notion dont j'avais parlé, d'une forme de charité « positive ».

On attend beaucoup du gouvernement de Nankin (j'y reviendrai) ; mais pour le moment le gouvernement ne dispose pas de réserves financières et il n'a que des projets d'aide ; et pour cette raison, dans l'immédiat, tous les espoirs reposent sur une intervention rapide de la philanthropie chinoise et internationale. Certes — et cela, encore une fois, on n'arrête pas de le répéter — en reprenant possession de la province les armées nationalistes ont libéré ses habitants des forces obscures de la réaction, elles les ont mis à l'abri des pillages et des déprédations des seigneurs de la guerre et des bandits, et par là même elles ont créé les conditions nécessaires pour une intervention efficace contre la famine. Encore faut-il disposer des moyens nécessaires, et c'est là que l'on attend tout des aides extérieures, car les militants locaux en train de se mobiliser pour l'organisation des secours sont incapables de répondre à la demande. Cette double articulation — entre le retour à l'ordre nationaliste et les appels à la philanthropie extérieure — me semble parfaitement résumée par l'illustration ci-dessous, qui paraît en ouverture du premier numéro du *Shaanzai zhoubao* : à droite, un soldat de l'armée nationaliste (中央軍) délivre les victimes de la situation de détresse totale où elles se trouvaient (*daoxuan* 倒懸 signifie à la fois être pendu la tête en bas et être dans une situation désespérée) ;



à gauche, l'administrateur des secours succombe sous le poids de la demande et ne peut y faire face avec les moyens dérisoires dont il dispose (*beishui chexin* 杯水車薪 : essayer d'éteindre une charretée de bois en feu avec un verre d'eau [expression venant du *Mencius*]).

En même temps qu'elle s'organise pour l'administration des secours — en fixant des procédures, en édictant des règlements⁴⁹ et en publiant

articles et recommandations sur le sujet —, la Commission s'emploie donc à solliciter toutes les sources possibles de financement. Les appels à l'aide sont beaucoup trop nombreux, et surtout beaucoup trop redondants, pour que je puisse tous les citer. Un grand nombre d'entre eux se limitent en fait à une courte mais intense description des malheurs du Shaanxi, ou de tel district — la sécheresse depuis trois ans, les déprédations des militaires, les millions de morts et de disparus, la condition épouvantable des survivants, et ainsi de suite —, suivis d'une formule du genre : « Nous vous implorons de nous accorder d'urgence des fonds importants (*jukuan*) ; respectueusement (*kou* 叩) ». Mais quelques-uns de ces appels me paraissent quand même spécialement intéressants, et méritent d'être signalés.

Déjà, tout le monde s'y met. Le gouverneur Yang Hucheng, d'abord, qui bien sûr s'engage personnellement. En même temps qu'il envoie des télégrammes à toutes les instances du gouvernement central, semble-t-il après s'être rendu en personne à Nankin pour plaider la cause du Shaanxi, et qu'il essaie en outre de mobiliser les membres de l'assemblée législative (*Lifayuan* 立法院) originaires de la province, Yang Hucheng lance un appel solennel à 39 « personnalités en vue de tout le pays » (*gedi mingliu* 各地名流) — i.e. Pékin, Shanghai, Tianjin et Hankou —, dans lequel il leur demande de lancer partout des appels au secours en faveur du Shaanxi, en d'autres termes de mobiliser leurs réseaux et leurs organisations. Parmi les noms énumérés on relève, par exemple, Zhu Ziqiao (Zhu Qinglan), sur qui je me suis un peu étendu tout à l'heure — Zhu Qinglan qui se trouve d'ailleurs au Shaanxi à ce moment —, Yu Youren 于右任 (l'ancien révolutionnaire originaire du Shaanxi, dont j'ai souvent parlé, qui est à cette époque devenu un hiérarque du régime de Nankin, et qui était revenu passer de longs mois au pays natal pendant la famine ; le n° 4 du *Shaanxai zhoubao* relate son arrivée pour une nouvelle visite, où il est accueilli comme une superstar ; l'article insiste d'ailleurs sur ses supposées sympathies bouddhistes), Wang Yiting 王一亭 (le fameux laïc bouddhiste de Shanghai, fondateur, entre beaucoup d'autres institutions, de la *Jishenghui*), ou encore un certain Zhang Yuanshan 章元善, ou Y.S. Djang (dont je reparlerai l'année prochaine, car il était secrétaire général de la CIFRC, et en outre c'était l'ennemi intime de l'ingénieur Todd). Yang Hucheng cherche donc à impliquer tous ces gens influents, et pour ce faire il leur demande d'accepter d'être nommés « conseillers » (*guwen*) de la Commission des secours du Shaanxi.

⁴⁹ Cf. les règles publiées dans le n° 3, à la suite des statuts.

De son côté la Commission en question fait feu de tout bois. Il y a une quantité de textes. Par exemple, elle lance un appel aux chefs des organisations philanthropiques (la liste exacte des organisations contactées est malheureusement omise) pour qu'ils lui fournissent des directives sur la distribution des secours (施賑方法), basées sur leur expérience — et l'on note dans ce court texte quelques références bouddhiques : la notion de « mérite » (*gongde* 功德), par exemple, ou l'idée (également rencontrée ailleurs) que « sauver une vie vaut mieux que de construire un stûpa de sept étages » (si c'est bien le sens de 世云救一命，勝造七級浮圖).

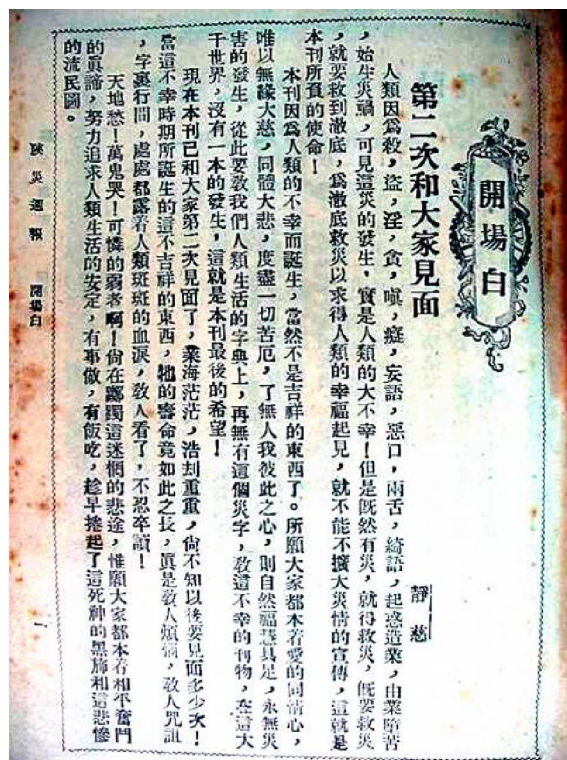
Mais ailleurs le recours à cette rhétorique bouddhique qui était un peu le langage commun des associations charitables est bien plus en évidence. Toujours dans ce même n° 1 on trouve un texte (assez verbeux) qui n'est pas un appel, mais plutôt une sorte d'éditorial, dont le titre est « shuo jiuzai » 說救災 (À propos des secours), et qui est signé par un certain Zhizhen 志真 (peut-être bien un nom bouddhique), qui s'exprime souvent dans la revue. Ce Zhizhen raisonne en termes purement bouddhiques : pour lui, en effet, les causes principales de la guerre, de la famine et des épidémies, ce sont, respectivement, la haine (ou la colère, *chen* 瞋), la rapacité (ou le désir, *tan* 貪) et la stupidité (ou l'illusion *chi* 痴), en d'autres termes, ce que le bouddhisme appelle parfois les « trois poisons », qui vous barrent la voie de l'illumination. Et donc le principal remède, c'est l'éducation, et à ce propos l'auteur mentionne deux écoles charitables actuellement en activité à Xi'an, bouddhiques naturellement, et dont je cite au moins la première car nous l'avons déjà rencontrée : c'est le *Zaitong jiaoyangyuan* 災童教養院 (Institution pour éduquer et nourrir les enfants victimes de la famine) dont l'auteur précise qu'il est géré par la Fédération charitable de Chine du Nord (l'organisation de Zhu Qinglan). Or, nous avons vu il y a quinze jours qu'en 1929 la Croix-rouge chinoise, qui n'est en principe pas bouddhiste, avait mis sur pied des institutions de ce nom dans trois grandes villes de Chine du Nord, dont Xi'an, et que d'ailleurs Zhu Qinglan avait prêté la main à l'opération : il est donc fort probable qu'après que la Croix-rouge s'est retirée de la région, au printemps 1930, Zhu Qinglan a récupéré l'institution et l'a, en quelque sorte, bouddhisée. Et ce serait tout à fait dans la ligne de ces philanthropes bouddhistes, qui sont en même temps des prosélytes, et dont l'ambition ultime reste, en dernier ressort, de sauver le monde en le faisant parvenir à l'illumination. Voici en effet la façon dont Zhizhen, pour revenir à lui, termine son texte : pour lui, s'il est incontestable que toutes les religions du monde — et là il cite le confucianisme, le taoïsme, le christianisme [il emploie *ye* 耶, qui désigne le protestantisme], et l'islam — encouragent les gens à faire le bien, aucune ne le fait de façon aussi approfondie que le bouddhisme ; si bien que les trois étapes qu'il recommande pour secourir les populations du Shaanxi, ce sont (1) distribuer un secours d'urgence (*jizhen* 急賑), (2) lancer des travaux publics (*gongzhen* 工賑), et (3) (littéralement) « propager sur une vaste échelle la transformation bouddhique du Grand véhicule qui sauve le monde » (宏揚大乘救世的佛化) — on retrouve donc ce terme de *fohua*, comme dans la Fohua she fondée en 1927 par Kang Jiyao, dont Zhishen était à n'en pas douter un militant. Et si l'on suit ces trois méthodes, conclut-il, les habitants du Shaanxi sauveront non seulement leur corps, mais aussi leur âme, et à la fin on parviendra non seulement à la paix et à la prospérité (*xiaokang* 小康), mais à la « grande unité » (*datong* 大同).

Comme vous voyez on est à la fois en pleine utopie et en plein prosélytisme. L'éditorial du numéro suivant (signé cette fois par un certain Jingci 靜慈, encore un nom bouddhique) se place lui aussi dans une dimension exclusivement religieuse. Son auteur affirme d'emblée que, si les hommes sont précipités dans les souffrances, c'est la conséquence karmique de leurs mauvaises actions (*you ye duo ku* 由業墮苦) — telles que les homicides, la luxure, la haine, l'avidité, la flatterie, le mensonge, etc. ; et la catastrophe qu'on est en train de vivre au Shaanxi est bien le signe des conditions funestes dans lesquelles a sombré l'humanité (人類的大不幸).

Mais, ajoute-t-il, il n'en faut pas moins faire face avec toute l'énergie possible et porter secours aux victimes de la famine. Or (ce qui est intéressant), si l'auteur de cet éditorial proclame comme tous les autres qu'il faut arriver à faire en sorte qu'un tel désastre *ne se reproduise plus*, il n'est pas question ici de développement économique ou d'infrastructures : si l'on peut espérer que (comme le dit le texte) le mot *zai* disparaîtra un jour du « dictionnaire de l'existence humaine » (生活字典), c'est que, en secourant les gens et en les rendant à une vie normale, on leur aura permis de retrouver les sentiments d'altruisme et de compassion dont l'absence est la cause de toutes ces misères. (Cf. ci-contre)

Cela étant, si de tels propos sont, je crois, représentatifs des croyances et de la mentalité d'une bonne partie — peut-être de la majeure partie — des militants de la philanthropie de l'époque, au Shaanxi et ailleurs, et en particulier s'il me semble clair que c'est le cas de ceux qui font partie du Comité provincial des secours et qui animent sa revue, ce n'est évidemment pas le seul discours qu'on y rencontre. Juste après les propos que je viens d'évoquer on a une « tribune » de Kang Jiyao intitulée « Les questions à résoudre en priorité pour administrer les secours », qui est d'un ton nettement plus pragmatique. J'y ai déjà fait allusion, Kang Jiyao mentionne le passage de la délégation de la Croix-rouge américaine l'année précédente, et il admet que ses conclusions sont dans une large mesure correctes : si les habitants du Shaanxi ont enduré tant de souffrances, c'est d'abord et avant tout à cause des méfaits du militarisme et de la corruption des autorités — et non pas (même s'il le pense peut-être aussi) à cause de leurs péchés ; et c'est bien ce qui a fait fuir un certain nombre d'organismes philanthropiques nationaux, qu'il faut désormais convaincre de revenir. Ce qu'il faut donc, c'est d'abord faire en sorte que le banditisme soit définitivement éradiqué et que la sécurité des communications soit rétablie, de telle sorte qu'on n'ait plus à craindre que « les philanthropes ne fassent indirectement don de leurs secours aux bandits locaux (*tufei*) » — et il est assez clair qu'à cette date on n'en est pas encore là, même dans les régions centrales du Guanzhong ; et ensuite il faut édicter des exemptions d'impôts et mettre un terme à la fiscalité impitoyable, voire délirante, qu'on n'a cessé de pratiquer depuis une bonne quinzaine d'années au moins en exigeant des paiements d'avance et en faisant payer toutes sortes d'impôts supplémentaires, même dans les zones les plus touchées par la famine, de sorte que, de la même façon, les secours envoyés par les philanthropes finissaient entre les mains, cette fois, des fonctionnaires corrompus.

Dans la deuxième partie du texte en revanche, qui traite des qualités que doivent posséder les personnes chargées d'administrer les secours, le langage bouddhiste qui vient naturellement à Kang Jiyao reprend d'une certaine manière le dessus, même s'il est tempéré par une mise en parallèle presque constante avec les notions confucéennes, lesquelles sont certainement plus faciles à faire passer auprès des autorités nationalistes. Kang Jiyao commence par jouer sur l'opposition classique entre le gouvernement par les hommes (*zhiren* 治人) et le gouvernement par les lois (ou par les règlements, pourrait-on plutôt dire) (*zhifa* 治法) : le gouvernement par les lois, explique-t-il en substance, a certes sa rationalité, mais comme ce sont malgré tout des *hommes* qui doivent le mettre en œuvre, leurs qualités morales restent le problème principal. Or,



ces qualités morales, dont il insiste avec force qu'elles conditionnent entièrement la réussite des opérations de secours qu'on s'apprête à lancer, il les exprime essentiellement en termes bouddhistes de compassion et de sagesse (*dazhi* 大智) ; la sagesse, dans sa définition, c'est la capacité à bien comprendre les tenants et les aboutissants des « causes et des effets » (*yinguo* 因果) et à savoir s'adapter aux désirs et aux besoins des hommes ; et il affirme qu'une telle « sagesse » correspond à *la fois* à la notion d'« adaptation aux circonstances » (*yinshi zhiyi* 因事制宜) chez les confucéens et à la vertu ultime de sagesse (Prajnaparamita 般若波羅蜜) chez les bouddhistes. On est donc, là, en plein syncrétisme, mais toujours dans un discours qui s'enracine dans la tradition, qui a de fortes références religieuses, et qui en outre était certainement de nature à *parler* au grand public.

Mais, encore une fois, ce que je trouve de remarquable dans la série des numéros du *Shaanxi zhoubao*, c'est la diversité des points de vue et des sensibilités — avec toujours en arrière-plan cette volonté partagée par tous les auteurs de sortir leur province natale de l'abîme où elle semble avoir été précipitée et de lui restituer sa grandeur et sa prospérité passées. Et l'on peut être sûr que cette diversité reflète *non seulement* l'activisme tous azimuts et ce sentiment de libération qui semblent s'être emparés de Xi'an après l'installation du nouveau régime, *mais également* un souci plus stratégique : je dirais le souci de s'adresser à toutes les sensibilités afin de maximiser l'impact de la revue et des appels qu'elle contient.

Et c'est ainsi que les appels lancés aux organismes philanthropiques hors du Shaanxi, pour y revenir, couvrent tout l'éventail, depuis le bouddhisme militant tel qu'on vient de le voir jusqu'à des argumentaires purement politiques et techniques destinés aux autorités de Nankin. Au chapitre du bouddhisme militant la Swastika rouge mérite sans doute une mention particulière. Elle était présente à Xi'an, comme nous l'avons vu, sous la forme d'une branche provinciale, et elle était visiblement très active — de nombreuses interventions sont mentionnées dans les pages de la revue, comme par exemple l'organisation de soupes populaires, les distributions de vêtements ouatés (n'oublions pas que nous sommes à l'entrée de l'hiver, ce qui explique l'urgence des appels lancés de toute part), l'ouverture de centres d'accueil pour les enfants abandonnés, ou d'écoles charitables, etc. ; en outre elle était très sollicitée : le n° 4 contient par exemple un appel des habitants d'un des arrondissements de Xi'an pour qu'elle organise une soupe populaire, dans lequel ils disent que ses dirigeants sont pour les masses comme des « bouddhas vivants » (作民眾的生佛). La Swastika rouge obtient d'ailleurs de Yang Hucheng une reconnaissance officielle, ainsi qu'un décret ordonnant aux autorités civiles et militaires d'offrir une protection exceptionnelle à ses responsables et à ses agents dès lors qu'ils sont porteurs de leurs fanions et de leurs insignes (exactement comme dans le cas de la Croix-rouge) — ces derniers ayant d'abord été dûment enregistrés par l'administration : il y avait donc un certain contrôle. Et en même temps la Swastika rouge ne cesse de bombarder de télégrammes la maison mère (i.e. la Swastika rouge internationale, basée à Pékin), en réclamant par exemple l'envoi en urgence de plusieurs milliers de vêtements ouatés et de plusieurs milliers de yuan pour financer les soupes populaires, et ainsi de suite. Le président de la Swastika rouge internationale débarque d'ailleurs à Xi'an dès le début décembre, accompagné d'une soixantaine de personnes, et au cours de la cérémonie où il est accueilli par le responsable local de la Swastika, c'est-à-dire Lu Hefu, il manifeste son intention de mettre en place un programme d'aide au Shaanxi dès qu'il sera retourné à Pékin. (Dans le n° 4 on trouve en effet un appel conjoint du président de la Swastika rouge internationale et de celui de la branche du Shaanxi aux philanthropes du Nord-Est.) En somme, ce qui se passe avec l'Association de la Swastika rouge est un bon exemple du retour au Shaanxi d'organisations qui avaient été obligées par les circonstances de se tenir à l'écart : le président arrivé de Pékin souligne en effet que pendant les mois précédents son organisation avait dû renoncer à intervenir à cause de la rupture des communications causée par la guerre civile.

La section de la Croix-rouge basée à Xi'an — on peut le remarquer en passant — semble avoir elle aussi tenté de faire intervenir de nouveau au Shaanxi la maison mère, c'est-à-dire la Croix-rouge chinoise à Shanghai ; mais il ne semble pas qu'elle ait rencontré autant de succès que sa consœur bouddhiste. En tout cas le texte de son appel (que l'on trouve également dans le n° 4) est intéressant dans la mesure où ses signataires énumèrent toutes les actions qu'ils ont pu réaliser depuis avril 1929 et jusqu'en octobre 1930 (donc l'avènement du nouveau régime) — telles que distributions de médicaments, dispensaire pour les victimes de la famine, centres d'accueil pour les femmes et les enfants, soupes populaires, distributions de vêtements, etc., — ainsi que les dépenses qu'ils y ont engagées, et tout cela avec des chiffres relativement précis, ce qui est plutôt rare dans ce genre de documents. La Croix-rouge — contrairement à la Swastika rouge, contrairement aussi à la Fédération charitable de Chine du Nord et à son chef Zhu Qinglan, dont les aides et les interventions sont constamment mentionnées — n'est pas bouddhiste, mais il semble tout à fait clair que ses dirigeants à Xi'an faisaient partie du même réseau de militants philanthropiques dominé par la personnalité des bouddhistes laïcs ; et d'ailleurs le texte dont je parle mentionne des collaborations avec l'omniprésent Zhu Qinglan, dont la Fédération charitable (basée, je le rappelle, à Pékin) semble avoir été pratiquement la seule organisation philanthropique extérieure au Shaanxi à continuer d'y intervenir pendant la période de guerre civile en 1930 — probablement grâce aux bonnes relations de Zhu Qinglan avec Feng Yuxiang.

Les autres organisations philanthropiques, il faut donc à présent les convaincre de revenir, ce que nous avons déjà vu. Et pour conclure sur ce point, je citerai encore un texte (reproduit dans le n° 1 du *Shaanxai zhoubao*) qui, lui, ne cherche plus du tout à faire vibrer la corde de la charité bouddhique, ni à faire jouer les réseaux de la philanthropie bouddhique, mais se contente d'énumérer les raisons concrètes, voire techniques, pour lesquelles les philanthropes et leurs organisations, qu'ils soient chinois ou étrangers, ne doivent plus hésiter à continuer leurs activités dans la province, comme ce texte les « supplie » de le faire. De façon intéressante, le signataire est un organisme appelé « Agence de communication sur le désastre au Shaanxi » (陝西災情通訊社), dont une source nous dit qu'il avait été créé à l'automne 1929 à l'instigation de la commission d'enquête dépêchée dans le Nord-Ouest par la Commission nationale des secours (西北災情視察團) : il réunit des plumes des principaux journaux de Xi'an, et son objet est de faire connaître la situation de la province en envoyant des télégrammes aux journaux de tout le pays ; et l'on trouve en effet dans les pages du *Shaanxai zhoubao* de nombreux télégrammes envoyés par cette « Agence de presse du désastre ». En tout cas, d'après le télégramme dont il est question ici, les raisons pour lesquelles les sociétés charitables ne doivent pas se décourager, en dépit des efforts qu'elles ont déjà consentis — dont une grande partie a été perdue en raison des problèmes de transport et des détournements —, sont les suivantes (et cela reprend plusieurs arguments que j'ai déjà signalés) : (1) ce sera un dernier effort, puisque la sortie de famine est en vue depuis que la pluie est revenue ; (2) la paix est revenue et le banditisme a été éradiqué (en réalité on n'en était pas encore tout à fait là) ; (3) les secours seront effectivement reçus par leurs destinataires, comme le gouvernement provincial, qui en a fait une priorité, en donne la garantie ; (4) le coût des secours par personne est bien moindre parce que le prix des grains est retombé de moitié ; et enfin, et ceci est nouveau (5) le gouvernement provincial participe désormais à l'effort, et toutes les organisations qui viendront participer seront aidées « à plus de 100 % » (皆與以十二分之幫助) — autrement dit, le gouvernement doublera la mise —, en plus de diverses facilités qu'il leur fera ; et le texte donne comme preuve de la volonté du gouvernement l'aide de 400 000 dollars (à peu près 40 % du budget) promise par Yang Hucheng au grand projet d'irrigation de la CIFRC, dont je redirai un mot en conclusion. Comme l'histoire le montrera, d'ailleurs, le gouvernement provincial du Shaanxi n'a pas été capable de remplir ses promesses.

Tout ceci concerne donc la philanthropie, qui a prouvé depuis longtemps qu'elle était en effet capable de mobiliser les moyens nécessaires pour répondre à une telle demande. Mais l'autre cible des appels qui se multiplient dans les pages du *Shaanzi zhoubao*, c'est le gouvernement de Nankin, qui a désormais une responsabilité puisque le Shaanxi est revenu dans son orbite. Comme on l'a vu, le gouvernement a décidé de lever un emprunt de 8 millions de yuan destiné à aider le Shaanxi. La décision a été prise le 18 novembre 1930, et elle a été aussitôt télégraphiée à Xi'an. Et à partir de là, la réalisation rapide de cette promesse — qui ne semble pas en fin de compte être tenue, en tout cas pas à cette hauteur — va devenir une véritable obsession chez les responsables de la province. On ne compte pas les télégrammes reproduits dans les numéros du *Shaanzi zhoubao*, émanant de toutes les instances et de toutes les personnes, où cette promesse est rappelée et où l'on implore les autorités de Nankin de faire vite. Le gouverneur Yang Hucheng est le premier à le faire, bien sûr, et plus d'une fois ; et la Commission provinciale des secours tente de mobiliser toutes les personnes influentes originaires du Shaanxi, à Pékin, Shanghai ou Nankin, pour intervenir et faire accélérer les choses. Kang Jiyao envoie un télégramme à Shao Lizi 邵力子 (futur gouverneur du Shaanxi), qui fait partie de l'entourage rapproché de Chiang Kai-shek. Et comme nous avons vu, Zhu Qinglan est appointé représentant de la Commission provinciale des secours à Nankin, avec mission expresse d'intervenir sur cette affaire.

Et il y a de multiples autres exemples, dont l'un au moins mérite d'être mentionné : c'est le télégramme expédié au gouvernement central par une Association des secours pour le Shaanxi formée par les natifs de la province résidant à Pékin (旅平陝災救濟會), dans lequel elle demande à celui-ci d'émettre un emprunt de 10 millions, et non pas huit ; et ce texte est intéressant parce qu'il ne parle pas que de secours pour arriver à passer l'hiver : il énumère toute une série de projets de développement qui pourraient ainsi être financés, tels que la réalisation du grand projet d'irrigation du Weibei (ce qui deviendra finalement le canal Jinghui), l'amélioration des routes, la fabrication sur place de vêtements ouatés pour l'hiver et le développement de l'industrie textile (le Shaanxi est normalement un gros producteur de coton), la reforestation, l'aide aux institutions charitables d'éducation, etc. — en bref, la plupart des éléments que l'on trouve dans une quantité d'articles ou d'essais publiés dans le *Shaanzi zhoubao*, et qui formeront en effet la base du programme de développement qui se mettra progressivement en route au début des années 1930. Les signataires du télégramme affirment que ces projets pourraient être financés pour 4 millions, et que les 6 millions restants serviraient à l'achat de grains pour les secours.

En tout cas, les 8 millions effectivement promis par le gouvernement (sous réserve que l'emprunt ait du succès auprès du public, bien sûr), c'est le grand espoir. Pour ne donner qu'un seul exemple, lorsqu'au début décembre Yang Hucheng et un haut dignitaire militaire de passage, accompagnés de tous les responsables philanthropiques locaux, se rendent pendant une journée en tournée d'inspection sur le terrain, dans les districts situés directement à l'ouest de Xi'an — au cœur de la zone sinistrée —, et que les gens affamés leur barrent le chemin en réclamant du secours, tout ce qu'ils peuvent faire pour les calmer, c'est d'annoncer que le gouvernement s'apprête à allouer un gros crédit pour les secours, et qu'alors on pourra *vraiment* leur venir en aide (中央將有大批賑款，實施救濟). En bref, il n'est pas étonnant que sous une telle pression tous les moyens et tous les réseaux aient été mobilisés pour donner rapidement — c'est-à-dire, avant l'hiver — une réalité à ce qui restera en fin de compte un mirage.

En conclusion — et en manière de transition avec le cours de l'année prochaine —, il me faut simplement rappeler que la CIFRC, qui était après tout l'un des organismes philanthropiques majeurs en Chine à cette époque, n'est pas absente de ce tableau de la situation au Shaanxi à la fin de 1930 que je viens d'esquisser, bien au contraire. Dès avant l'installation du nouveau pouvoir à Xi'an, en fait, elle avait reçu de nombreux télégrammes d'appel à l'aide envoyés par

les magistrats de districts en perdition : ceux-ci s'adressaient directement à Pékin parce que le Comité provincial du Shaanxi (présidé par Kang Jiyao à partir de 1927 — d'une certaine manière c'est sa référence non religieuse) n'était pas en mesure de faire grand-chose, par manque de fonds et de personnel. En tout cas les messages reçus avaient motivé le directeur des opérations de secours de la CIFRC pour 1930, John Baker, à se rendre au Shaanxi pendant l'été 1930, où il avait eu les plus grandes difficultés à distribuer quelques secours et ouvrir quelques chantiers : c'est ce que j'avais rappelé au début de cette année, et j'avais souligné qu'aux yeux de Baker la difficulté numéro un, c'était l'insécurité, dont une des conséquences était qu'il devenait très difficile de trouver des volontaires pour aller opérer sur un terrain où c'était l'anarchie et le brigandage.

En tout cas — et, là encore, pour rappeler des faits dont j'ai déjà parlé — c'est à ce moment, et sous l'impulsion de Baker, que la CIFRC se décide à lancer le projet de réhabilitation de l'ancien canal Longdong et de modernisation de l'irrigation sur la rive gauche de la Wei, au nord de Xi'an, dont on parlait depuis près d'une vingtaine d'années, et sérieusement depuis les études de terrain de l'ingénieur Li Yizhi au début des années 1920. Après quelques études complémentaires réalisées par l'ingénieur norvégien Eliassen (qui en fait restera en charge pendant toute la durée du chantier), l'affaire est conclue avec le gouverneur de la province, qui n'est pas encore Yang Hucheng, mais un certain Liu Yufen 劉郁芬, un lieutenant de Feng Yuxiang qui occupe le poste pour son compte. Le principe d'un partage des coûts entre la province (qui lancera un emprunt local, auprès des futurs bénéficiaires de l'irrigation) et la CIFRC est adopté à ce moment.

Et, ce qui est remarquable, cet accord n'est pas remis en cause par l'effondrement du régime de Feng Yuxiang. Lorsque l'ingénieur Todd arrive au Shaanxi en novembre 1930 pour finaliser l'affaire après avoir reçu toutes les autorisations de la CIFRC, il a en face de lui un *autre* gouverneur, en la personne de Yang Hucheng — en fait, on pourrait presque dire qu'il est arrivé au Shaanxi sur les talons de Yang Hucheng. Et à partir de là la CIFRC va concentrer tous ses moyens au Shaanxi sur ce projet, jusqu'à décharger le comité provincial, qui s'en plaindra d'ailleurs, de toutes ses responsabilités et à lui enlever tous ses moyens.

Le démarrage du projet du Weibei (qu'on appelle alors projet du Diaozui) occupe une assez grande place dans les neuf numéros du *Shaanxai zhoubao*. Dès le n° 1, par exemple, un télégramme de la *Zaiqing tongxunshu* informe les associations charitables chinoises et étrangères de la situation : il mentionne les visites de Baker et Todd, dit que le projet est un peu différent du projet initial de Li Yizhi (il était en fait assez différent), et affirme que le chantier peut être bouclé en six mois (il faudra presque deux ans). Le même télégramme mentionne le banquet — en novembre, quelques jours plus tôt — où ont été invités Todd⁵⁰ et les autres ingénieurs, auquel assistaient, outre Yang Hucheng et les hauts fonctionnaires de la province, Kang Jiyao, Zhu Qinglan — qui a donné un sérieux coup de pouce au démarrage du projet en fournissant l'équivalent de 100 000 dollars sous la forme de sacs de ciment —, Lu Hefu (président de la Swastika rouge) et divers autres responsables philanthropes, et où l'on a pris les décisions finales sur le financement du projet.

De façon intéressante, et tout à fait caractéristique, dans ses récits sur cet événement Todd passe complètement sous silence la présence de l'élite des philanthropes du Shaanxi : c'est comme s'il n'y avait eu, d'un côté, que Yang Hucheng et quelques bureaucrates, et de l'autre Todd et ses assistants⁵¹. En fait le Comité des secours du Shaanxi est intéressé au plus haut point par ce projet, comme l'attestent les nombreux documents le concernant reproduits dans sa revue — à commencer par le compte rendu de la cérémonie de démarrage des travaux, et le

⁵⁰ Nommé un peu plus tard, le 21 nov., conseiller du comité anti-famine du Shaanxi ; le certificat est dans ses archives (cf. chrono.JHQ)

⁵¹ Cf. son compte rendu au comité de la CIFRC daté du 25/11/30 (Archives Todd, 30-1), où il parle de ce « meeting » le soir du 10 novembre et ne mentionne que des « government representatives ».

texte du discours prononcé à cette occasion par Zhu Qinglan. Et de la même façon, lorsque je reprendrai l'histoire de ce projet (et de ce chantier) l'année prochaine, je m'appliquerai à le replacer dans le contexte aussi bien socio-politique qu'économique du Shaanxi au début des années 1930. Et comme nous le verrons alors, le processus de modernisation — on pourrait presque dire le cercle vertueux du développement — que la réalisation du projet d'irrigation du Weibei a enclenché, dépasse largement ses aspects purement techniques, de même qu'il en déborde considérablement le site, finalement assez réduit à l'échelle de la province et même du Guanzhong. Mais une bonne partie de l'intérêt, comme nous le verrons aussi, réside dans les difficultés rencontrées et dans les à-coups de ce cycle de modernisation : en dépit de la présence désormais dominante des technocrates et des ingénieurs, le bon vieux Shaanxi des famines, du brigandage et du militarisme n'a pas disparu du jour au lendemain.